

Université Paris 1

Mémoires pour l'Habilitation à diriger des recherches

Présentés par Mathias Delori

Chargé de recherche au CNRS, Centre Emile Durkheim, Sciences Po Bordeaux

Les visages de l'inimitié dans les relations internationales

Volume 1/ Mémoire de synthèse

Membres du Jury :

Didier Bigo, professeur de sociologie en Sociologie Politique Internationale (IPS), Sciences Po Paris / professor of war studies, King's College London

Raphaëlle Branche, professeure d'histoire contemporaine, Université Paris-Nanterre

Thomas Hippler, professeur d'histoire contemporaine, Université de Caen Normandie

Nicolas Mariot, directeur de recherche CNRS, CESSP - Université Paris 1 (garant)

Valérie Rosoux, maître de recherche FNRS, UCLouvain

A Barbara Delcourt (1967-2017)

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| SOMMAIRE | 4 |
| REMERCIEMENTS | 6 |
| A. PARCOURS DE RECHERCHE : DE PIERRE BOURDIEU A RANAJIT GUHA | 7 |
| <i>Je découvre la sociologie à l'âge de six ans</i> | 9 |
| <i>De Willy Brandt à Willi Münzenberg</i> | 12 |
| <i>"Statistiquement, le positivisme est de droite"</i> | 21 |
| <i>Entendre les subalternes</i> | 27 |
| <i>Retour à Berlin</i> | 34 |
| B. CURRICULM VITAE | 41 |
| <i>Données personnelles</i> | 41 |
| <i>Coordonnées professionnelles</i> | 41 |
| <i>Affiliations au 1er janvier 2020</i> | 41 |
| <i>Parcours professionnel</i> | 41 |
| <i>Titres universitaires</i> | 42 |
| <i>Prix ou bourses sur critères universitaires</i> | 42 |
| <i>Langues</i> | 43 |
| <i>Logiciels utilisés</i> | 43 |
| C. ACTIVITES DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT | 44 |
| PUBLICATIONS | 44 |
| 1/ <i>Monographies</i> | 44 |
| 2/ <i>Direction d'ouvrages collectifs ou de numéros spéciaux</i> | 44 |
| 3/ <i>Articles de recherche dans des revues à comité de lecture</i> | 44 |
| 4/ <i>Chapitres d'ouvrages</i> | 45 |
| 5/ <i>Lectures critiques</i> | 47 |
| 6/ <i>Vulgarisation</i> | 47 |
| 7/ <i>Mémoires ou études</i> | 48 |
| COMMUNICATIONS DANS DES CONFERENCES INTERNATIONALES | 48 |
| ORGANISATION DE CONFERENCES OU ATELIERS | 50 |
| <i>Conférences ou écoles d'été</i> | 50 |
| <i>Panels ou journées d'étude</i> | 50 |

| | |
|---|------------|
| <i>Groupes de recherche</i> | 51 |
| RESEAUX..... | 51 |
| RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES | 52 |
| ENSEIGNEMENTS | 52 |
| <i>Cours magistraux</i> | 52 |
| <i>Conférences de méthodes, travaux dirigés ou séminaires</i> | 53 |
| <i>Autres activités pédagogiques</i> | 53 |
| D. PUBLICATIONS ANNEXEES | 54 |
| LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES | 55 |
| <i>Annexe 1/ Introduction, La réconciliation franco-allemande par la jeunesse (Peter Lang 2016)</i> . | 56 |
| <i>Annexe 2/ "Amity Symbolism as a Resource for Conflict Resolution" (Routledge 2017)</i> | 73 |
| LES THEORIES DES SCIENCES SOCIALES | 88 |
| <i>Annexe 3/ "Néo-institutionnalisme du choix rationnel" (Presses de Science Po 2010)</i> | 89 |
| <i>Annexe 4/ "(Genre et) relations internationales" (Presses de Science Po 2013)</i> | 95 |
| <i>Annexe 5/ "(Etudes de) Subalternité" (Athena Editions 2019)</i> | 105 |
| LES GUERRES CONTEMPORAINES | 111 |
| <i>Annexe 6/ "Humanitarian violence" (Critical Military Studies 2019)</i> | 112 |
| <i>Annexe 7/ "The politics of emotions in contemporary wars" (Edgar Elgar Publishing, 2020)</i> | 136 |
| OUVRAGES OU ARTICLES CITES..... | 158 |

REMERCIEMENTS

Je remercie profondément Nicolas Mariot d'avoir accepté de superviser ces mémoires d'Habilitation à diriger des recherches. Sa disponibilité malgré les contraintes matérielles du confinement et ses conseils de lecture ou de reformulation m'ont beaucoup aidé. Je voudrais aussi exprimer ma profonde gratitude à Didier Bigo, Raphaëlle Branche, Thomas Hippler et Valérie Rosoux pour le temps qu'ils s'approprient à passer sur ce mémoire. Je mesure la chance que j'ai de pouvoir soumettre ce travail à un tel jury.

Le mémoire original (volume 2) repose en partie sur une enquête de terrain auprès des aviateurs français qui participent aux guerres euro-atlantique contemporaines. Je les remercie sincèrement d'avoir accepté de me rencontrer. Cette recherche n'aurait pas non plus été possible sans les discussions formelles et informelles avec Dario Battistella, Tarak Barkawi, Gilles Bertrand, Thibaud Boncourt, Philippe Bonditti, Shannon Brincat, Judith Butler, Marielle Debos, Nadia Fadil, Thomas Lindemann, Christian Olsson, Benoît Pelopidas, Julien Pomarède, Evelyne Ritaine et Vron Ware. Je remercie tout particulièrement Christophe Wasinski. Je crois n'avoir pas passé une journée, depuis que j'ai commencé cette recherche, sans avoir réfléchi sur une idée stimulante de Christophe.

Je ne présenterais pas ces mémoires d'Habilitation à diriger des recherches si je n'avais pas reçu le soutien, depuis la soutenance de ma thèse, des institutions suivantes : le CNRS, le CED de Sciences Po Bordeaux, l'IUE de Florence, l'Université de Montréal, le REPI de l'Université Libre de Bruxelles, la *Colorado University* de Boulder et le CERI de Sciences Po Paris. Je suis très reconnaissant à Antoine Roger, Andy Smith, Xabier Itzaina, Vincent Tiberj, Yves Deloye, Laurence McFalls, Frédéric Mérand et Pascal Vennesson pour la confiance qu'ils m'ont accordée. Ce travail n'aurait pas non plus été possible sans l'aide du personnel administratif et technique de ces institutions. Je remercie tout particulièrement Florence Hallou, Karine Jenart, Constance de Lannoy et Caroline Sagat.

Enfin, je suis aussi extrêmement reconnaissant à Ludivine Bantigny, Alia el Gaied et à mon père Hubert pour leurs relectures et commentaires sur des versions précédentes de ces textes.

A. PARCOURS DE RECHERCHE : DE PIERRE BOURDIEU A RANAJIT GUHA

Paul Ricoeur a écrit que la mémoire et l'écriture narrative fonctionnent de la même manière. Elles imposent "à la suite indéfinie des incidents le sens du point final"¹. Je rédige ces lignes en mars 2020, c'est-à-dire 41 ans après ma naissance et douze ans après la soutenance de ma thèse. Il est donc possible que ce récit ne rende pas tout à fait justice aux hésitations qui ont été les miennes. J'ai toutefois essayé de me les remémorer en essayant de prendre en compte le poids de mon itinéraire personnel - c'est-à-dire de ma socialisation et de mes rencontres - sur mes orientations et choix professionnels.

Ce parcours est jalonné par quelques balises objectives. J'ai effectué mes études et ma thèse à Sciences Po Grenoble en séjournant au passage dans des institutions universitaires se trouvant en Allemagne, en l'occurrence la *Rheinische Friedrich-Wilhelms Universität* de Bonn et le Centre Marc Bloch de Berlin. Après la soutenance de ma thèse en juin 2008, je suis parti faire trois post-doctorats d'un an chacun à l'étranger : à l'Institut Universitaire Européen (IUE) de Florence (2008/2009), à l'Université de Montréal (2009/2010) puis de nouveau à l'IUE (2010/2011). J'ai passé le concours de chargé de recherche en section 40 à mon retour de Florence et j'ai pris mes fonctions au Centre Emile Durkheim de Sciences Po de Bordeaux le 1er octobre 2011. Je m'apprête aujourd'hui à "repartir" au Centre Marc Bloch de Berlin. En effet, le CNRS a accepté ma demande d'affectation qui débutera le 1er septembre 2020.

J'ai principalement travaillé sur deux objets : les représentations de l'ennemi (ou de l'autre) dans les relations franco-allemandes au cours du XXe siècle d'une part et dans les guerres euro-atlantiques contemporaines d'autre part. Il existe des points communs entre les deux objets. Le principal réside dans le fait que les représentations de l'autre ont souvent penché, dans les deux cas, du côté de ce que Carl Schmitt appelle les conceptions "morales" ou "privées" de l'inimitié, celles qui suscitent de la haine et rendent difficile la recherche d'une

¹ Paul Ricoeur, *Temps et récit. Tome 1/ L'intrigue et le récit historique*, Paris, Gallimard, 1983, p. 131.

paix négociée, voire d'un rapprochement². Pourtant, ces deux cas ont connu des développements historiques très différents. Les relations franco-allemandes sont passées d'une logique antagonique à la coopération. A l'inverse, les guerres euro-atlantiques contemporaines ne semblent pas prêtes de s'arrêter. Cela a conféré à mes travaux des orientations différentes. Les premiers ont porté sur la construction de la paix, les seconds sur la reproduction de la violence. Si l'on ajoute à cela le fait que je me suis intéressé au passage à la question des théories des sciences sociales, on est tenté de dire que le fil rouge de cette première partie de ma carrière de chercheur ne doit pas être recherché du côté des objets.

Ce fil rouge me semble être une réflexion sur ce qui fonde la scientificité d'un discours sur la paix, la guerre ou la sécurité. Je ne suis ni philosophe ni historien des sciences. Cette réflexion a donc pris la forme d'allers-retours entre mes objets de recherche successifs et mes lectures théoriques. Si je devais résumer ce parcours, je dirais que je suis parti de la sociologie critique de Pierre Bourdieu pour me trouver, aujourd'hui, proche des approches poststructuralistes et postcoloniales qu'on trouve, notamment, sous la plume de Ranajit Guha.

Bien qu'ils s'inscrivent dans des traditions théoriques différentes, Bourdieu et Guha possèdent un point commun. Ils se tiennent à distance de ce qu'on appelle parfois le positivisme méthodologique, c'est-à-dire l'idée selon laquelle le raffinement méthodologique constituerait le principal critère de distinction entre un discours scientifique et un discours non-scientifique. Dans un livre co-écrit avec Jean-Claude Passeron et Jean-Claude Chamboredon, Pierre Bourdieu a eu des mots très sévères contre les "méthodologues" qui essaient d'importer la démarche poppérienne dans les sciences sociales : "Devant certaines recherches conçues pour les besoins de la cause logique ou méthodologique, on ne peut manquer de songer, avec Abraham Kaplan, à la conduite de l'ivrogne qui, ayant perdu la clé de la maison, la cherche obstinément au pied d'un réverbère sous prétexte qu'il y fait plus clair"³. Ranajit Guha a développé un argument similaire dans le

² Carl Schmitt, "La notion de politique", in Carl Schmitt (eds), *La notion de politique. La théorie du partisan*, Paris, Flammarion, 1992 (1927), p. 41-204.

³ Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon et Jean-Claude Passeron, *Le métier de sociologue*, Paris, Mouton Editeur, 1983, p. 21.

domaine des sciences historiques. Il montre qu'il ne suffit pas d'ouvrir un carton d'archive et de le soumettre à tous les examens prévus par la méthode critique⁴ pour le faire parler. Il peut même arriver, écrit Guha, que le carton d'archive constitue un obstacle à la compréhension historique quand ces documents effacent ou travestissent la parole d'une partie des acteurs. C'est souvent le cas, selon lui, avec les archives coloniales. Bourdieu et Guha ne rejettent pas la démarche empiriste des sciences sociales. Cependant, ils soulignent que la mise à l'épreuve des théories est une condition nécessaire mais non suffisante de la compréhension scientifique du monde social. Cette dernière possède un préalable : la réflexivité par rapport aux "prénotions" et au "discours hégémonique".

Je raconte dans les pages qui suivent comment je suis passé de Pierre Bourdieu à Ranajit Guha en me nourrissant, au passage, des réflexions d'auteurs tels que Paul Ricœur, Michael Bakhtine, Roland Barthes, Michel Foucault ou encore Judith Butler. Ces personnes présentent un point commun : elles n'ont pas une conception disciplinaire des sciences humaines et sociales ou de la philosophie. C'est la raison pour laquelle je suis heureux d'avoir atterri, pour des raisons contingentes, dans la discipline carrefour qu'est la science politique française⁵. J'estime aussi avoir eu de la chance d'avoir été formé à la recherche par des politistes qui n'ont pas non plus une conception disciplinaire de la recherche. Valérie Rosoux, ma directrice de mémoire de DEA, a reçu une formation de philosophe avant de "rejoindre" la science politique. Quand je me suis inscrit en thèse, mon directeur Yves Surel m'a donné pour première consigne de lui rendre une fiche de lecture sur des livres de Tocqueville, Marx et Weber, trois auteurs qui ont décrit le monde avant que la division du travail académique ne fragmente celui-ci en disciplines.

Je découvre la sociologie à l'âge de six ans

Je ne sais pas quel âge j'avais quand j'ai entendu le mot "sociologie" pour la première fois. En revanche, je peux facilement me remémorer mes expériences "pré-sociologiques".

⁴ Nicolas Offenstadt, "Archives, documents, sources", in Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia and Nicolas Offenstadt (eds), *Historiographies*, Paris, Gallimard, 2010, p. 68-79.

⁵ Pierre Favre, "Retour à la question de l'objet. Ou-faut il disqualifier la notion de discipline?", *Politix*, 8-29, 1995, p. 141-157, p. 145.

J'entends par là les situations qui m'ont intrigué sur le moment et que je peux décoder, aujourd'hui, comme riches de dynamiques sociales.

Mes familles paternelles et maternelles sont originaires de diverses régions françaises mais je les ai toujours connues habitant dans la métropole lyonnaise. Un océan social séparait ces deux familles. Les parents de ma mère ont vécu dans un HLM d'une des immenses tours du quartier de La Duchère d'où partent régulièrement ce que certains appellent des "émeutes" et d'autres des "révoltes". Ceux de mon père vivaient à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or dans l'aile d'une sorte de château dont leur fille aînée, la sœur de mon père, était propriétaire. Cette immense maison se trouvait dans un jardin boisé qui me semblait plus grand que tous les parcs publics. Il ne faut qu'une quinzaine de minutes pour se rendre de la Duchère à Saint-Cyr. Par conséquent, il n'était pas rare de finir un repas chez les uns pour aller prendre le café chez les autres et débarquer dans un autre monde.

Je suis aujourd'hui capable de mettre des mots sur les réalités que j'avais sous les yeux en basculant d'un monde à un autre. Ceux qui me viennent en tête se trouvent, pour l'essentiel, dans les livres de Pierre Bourdieu. Je ne connaissais pas les notions de capital (économique, social, culturel) ni d'*habitus* mais certaines singularités m'apparaissaient tout de même clairement. A La Duchère, j'appréhendais l'odeur d'urine dans l'ascenseur mais je me sentais très vite "à la maison". L'accueil était simple et immédiat. La télévision était généralement allumée et personne ne se formalisait si mes frères et sœurs et moi nous précipitions sur le canapé pour la regarder. A Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, la première impression sensorielle - visuelle en l'occurrence - était agréable mais le temps se déroulait de manière différente. Mon oncle et ma tante nous installaient dans un de leurs salons où une immense bibliothèque et un piano à queue avaient remplacé la télévision. Nous attendions de longues minutes avant de les voir arriver avec des rafraichissements. La chaleur était la même dans les deux familles mais elle s'installait différemment.

Je suis issu de ce qu'on pourrait appeler un couple socialement mixte. Dans la famille de mon père, il existe une sorte d'enchaînement normal et chronologique entre la classe de terminale, la classe préparatoire et la grande école. Mon père a lui-même enchaîné le lycée Claude Bernard à Paris, la classe préparatoire à Janson de Sailly et l'Ecole Centrale. Dans la

famille de ma mère, l'école s'arrêtait après le certificat d'étude. Personne n'a jamais passé les épreuves du baccalauréat et ma mère a suscité une admiration méritée de toute sa famille en obtenant son diplôme d'éducatrice spécialisée.

Mes parents se sont rencontrés à La Duchère au milieu des années 1970. Ma mère travaillait comme éducatrice dans un centre pour personnes en situation de handicap. Mon père a rejoint ce centre comme employé de ménage. Il n'est pas courant de choisir d'exercer ce métier quand on a un diplôme de l'Ecole Centrale. C'est encore moins fréquent quand il ne s'agit pas d'un acte militant. Mon père, qui est issu d'une famille conservatrice, n'était pas le catholique de gauche sécularisé qu'il est devenu. Il n'est pas devenu employé de ménage comme d'autres se sont "établis" en usine. Il sortait d'une expérience désagréable dans une grande entreprise. Il avait une obligation de résultat or le stress a toujours eu un fort impact sur une infirmité apparue pendant son enfance : le bégaiement. Il voulait connaître une autre ambiance. Il a travaillé dans ce centre pendant trois ans.

L'écart entre les origines sociales de mes parents ne se faisait pas vraiment sentir dans le quotidien de la vie familiale. Cependant, j'ai perçu à l'adolescence une différence très nette entre les attitudes de mon père et de ma mère sur une question précise : le rapport aux études. J'ai commencé à faire ce constat quand j'ai voulu, vers l'âge de 17 ans, partir en vacances à l'étranger avec ma copine. J'avais besoin d'un peu d'argent pour financer le voyage et le séjour. Deux options se trouvaient sur la table : gagner cet argent moi-même en trouvant un "job" d'été ou recevoir cet argent de mes parents et mettre à profit le temps ainsi épargné pour préparer, en bibliothèque, la rentrée en classe de terminale. Pour ma mère, la première option était une sorte d'évidence. Il ne m'a pas fallu plus de trois minutes, au début de l'été, pour convaincre mon père que la seconde était préférable. A deux contre une, ma mère a cédé. Après la rentrée, le débat s'est déplacé vers la question des études universitaires. Je voulais faire Sciences Po. Tout le monde disait que l'Institut d'Etudes Politiques (IEP) de Paris était le meilleur mais il existait un IEP de qualité à Grenoble. La location d'un studio ou d'une chambre à Paris aurait impliqué un coût difficile à absorber pour ma famille. Mon père m'a dans un premier temps soutenu dans ce projet. Ma mère, en revanche, a opposé un refus très ferme. Il lui semblait absurde de faire subir à toute la

famille un effort important pour un gain marginal. Mes parents m'ont donc dissuadé de passer le concours parisien.

Je suis entré à Sciences Po Grenoble en octobre 1997. A l'époque, les sciences humaines et sociales constituaient 80% des enseignements et le principal débat portait sur les thèses de Pierre Bourdieu. La rumeur étudiante le présentait comme "le sociologue de gauche". C'était à l'époque important pour moi car j'étais révolté, pour des raisons que je pense être principalement familiales, par les injustices sociales⁶. Par ailleurs, la présentation qu'un enseignant avait donnée de la notion d'*habitus* m'avait intéressée, et ce d'autant plus qu'il l'avait illustrée en donnant un exemple qui me parlait : les attitudes parentales vis-à-vis de l'école. Une deuxième notion reprise et développée par Bourdieu m'avait intrigué : la "vigilance épistémologique"⁷. Cet enseignant avait eu la bonne idée pédagogique de nous la faire découvrir à partir d'un texte plus accessible que *Le métier de sociologue* et, a fortiori, *La formation de l'esprit scientifique* de Gaston Bachelard : le chapitre "La démarche sociologique" du manuel de sociologie politique de Jean-Pierre Cot et Jean-Pierre Mounier⁸. Je n'étais pas encore certain de vouloir faire de la recherche mais j'avais acquis, en fin de troisième année, un goût pour les sciences sociales ou, plus précisément, pour la sociologie critique.

De Willy Brandt à Willi Münzenberg

Si un océan social séparait mes grands-parents paternels et maternels, ils avaient partagé une même expérience historique : la Seconde Guerre mondiale. Mes deux grands-pères avaient été faits prisonniers à Dunkerque en juin 1940 avec des dizaines de milliers d'autres soldats français. Ils avaient ensuite passé l'essentiel de la guerre à travailler dans des fermes à proximité de leurs *Stalags* respectifs. Après leur retour en France, ni l'un ni l'autre n'a

⁶ Mes parents ont adopté deux enfants issus d'un milieu très défavorisé quand j'avais huit ans. Pendant mon enfance et mon adolescence, j'ai vu mes deux sœurs adoptives se battre contre des traumatismes hérités de leur prime enfance.

⁷ Gaston Bachelard, *La formation de l'esprit scientifique. Contribution à une psychanalyse de la connaissance objective*, Paris, Vrin, 1938. Bourdieu reprend à son compte cette notion et la "sociologise", avec Jean-Claude Passeron et Jean-Claude Chamboredon dans : Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon et Jean-Claude Passeron, 1983, *op. cit.*, p. 24.

⁸ Jean Pierre Cot et Jean Pierre Mounier, *Pour une sociologie politique*, Paris, Seuil, 1974.

voulu parler de cet épisode. Mes grands-mères n'étaient pas non plus très enclines à évoquer cette période sans que je ne sache jamais si cela découlait d'un mauvais souvenir général ou de traumatismes personnels plus précis. Même si ma grand-mère maternelle aimait rappeler qu'un soldat de l'armée d'occupation s'était bien comporté en leur offrant une barre de chocolat, mes grands-parents semblaient envisager l'Allemagne comme un bloc et le discours était guère positif. C'était compréhensible mais un point m'intriguait : ils ou elles reprochaient moins à l'Allemagne nazie ses crimes contre l'humanité que le fait d'avoir attaqué la France.

Ce discours contrastait avec celui de mon père. Pour lui, la Seconde Guerre mondiale n'était pas une répétition de la première. Les crimes commis contre les civils, et les Juifs en particulier, constituaient l'élément primordial. Par ailleurs, il me parlait souvent d'une personnalité qu'il avait rencontrée un jour par hasard en Bretagne : Willy Brandt. Brandt le fascinait car il s'était opposé, de la première à la dernière heure, au nazisme. L'ancien chancelier de l'Allemagne fédérale lui apparaissait comme un antidote par rapport à la notion de culpabilité collective. M'étant toujours trouvé dans un curieux état d'imbrication intellectuelle, morale et sensible avec mon père, j'ai bu ses paroles et j'ai commencé à m'intéresser, vers l'âge de vingt ans, à Willy Brandt. Je me disais à l'époque socialiste et je militais au parti du même nom. J'ai donc fait une place à Brandt dans mon panthéon politique aux côtés de Jaurès, Mendès-France, Blum et Rocard.

J'expose ce débat intrafamilial sur l'Allemagne car il est, indirectement, à l'origine de la deuxième étape de mon cheminement vers la recherche en sciences sociales. A Sciences Po Grenoble, les étudiants avaient la possibilité de partir faire une année d'étude à l'étranger. Celles et ceux qui choisissaient de le faire obtenaient leur diplôme en quatre ans au lieu de trois. J'hésitais. Quelques semaines avant de devoir faire ce choix, je suis parti rendre visite à un copain se trouvant, justement, en séjour Erasmus à Milan. J'ai adoré l'ambiance internationale et festive et j'ai fait la connaissance d'un étudiant allemand nommé Peter. L'alcool aidant, j'ai eu l'impression que mon anglais scolaire devenait plus fluide et je me suis mis à le questionner sur l'histoire allemande. Il admirait, lui-aussi, l'homme qui s'est agenouillé devant le mémorial du ghetto de Varsovie le 7 décembre 1970. Si l'ambiance de cette petite communauté Erasmus m'avait convaincu de candidater pour un séjour à

l'étranger, la conversation avec Peter avait déterminé la destination. Je voulais découvrir ce pays où les jeunes semblaient admirer un chancelier qui avait demandé pardon, bien que son propre comportement ait été irréprochable, pour les crimes commis pendant la guerre au nom de son pays. A l'époque, le président français Jacques Chirac avait reconnu les responsabilités de la France dans la déportation des Juifs et Juives de France mais le "devoir de mémoire" - comme on disait à l'époque - semblait stagner à propos de la guerre d'Algérie. Je percevais l'Allemagne comme un pays plus mature dans son rapport au passé criminel national.

Mon projet de partir faire une année Erasmus en Allemagne se heurtait à un problème : ayant choisi l'anglais et l'espagnol en première et deuxième langue vivante étrangère, je ne parlais pas un mot d'allemand. Le responsable du service international de Sciences Po Grenoble hésitait à me laisser partir. D'un côté, ma motivation lui paraissait originale et sincère. D'un autre côté, le séjour d'étude à l'étranger est, au moins en théorie, un séjour d'étude. Or il était fort probable que je ne comprenne rien ou presque aux premiers enseignements que je suivrais dans le pays d'accueil, et ce même si je lui promettais de prendre un cours de langue intensif pendant l'été. Il me fallait donc un argument pédagogique pour gonfler mon dossier. A l'époque, les étudiants de Sciences Po Grenoble devaient écrire un mémoire de recherche. J'ai choisi un sujet en relation avec l'Allemagne : l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ), une organisation issue du traité de l'Élysée de 1963 chargée d'encourager les rencontres de jeunes entre les deux pays. Coup de chance : le siège de cette organisation se trouvait à Bad Honnef, près de Bonn. Or Sciences Po Grenoble envoyait chaque année quatre étudiants à la *Rheinische Friedrich Wilhelm Universität* de l'ancienne capitale allemande. Je déménageais donc à Bonn six mois plus tard.

Les six années qui ont suivi s'inscrivent dans la continuité de la bifurcation évoquée ci-dessus. Pendant mes recherches de mémoire, j'ai fait la connaissance du Secrétaire général adjoint de l'OFAJ de l'époque : Michel Cullin. Nous partageons un intérêt pour Willy Brandt. Nous sommes donc rapidement devenus amis. Universitaire de formation, il m'a encouragé à faire une thèse sur l'OFAJ. Ce projet m'intéressait d'autant plus que je voulais continuer d'apprendre l'allemand. Une thèse sur l'OFAJ me permettrait de retourner régulièrement en

Allemagne. Il fallait passer, avant, par la case du DEA. Je me suis donc inscrit en DEA à Sciences Po Grenoble à mon retour de Bonn en septembre 2001.

Mon projet de recherche de DEA portait, cette fois, sur le rapport au passé de l'OFAJ. Le sujet semblait intéressant car cette organisation avait développé un curieux discours sur les jeunes, les rencontres de jeunes et la Seconde Guerre mondiale. Pendant les années 1960 et 1970, sa direction encourageait les organisateurs et organisatrices de rencontres à ne pas pratiquer ce qu'on appelle aujourd'hui le "travail de mémoire". Celles et ceux qui proposaient une rencontre sur un lieu de mémoire de la Seconde Guerre mondiale se voyaient expliqués que ce n'était pas possible ou pas souhaitable pédagogiquement. L'OFAJ disposait par ailleurs d'un centre de documentation où les organisateurs et organisatrices de rencontres pouvaient se documenter sur le pays voisin. La personne en charge de ce centre avait reçu pour consigne de ne pas se procurer de livre portant sur la période antérieure à 1945. Ai-je perçu une sorte de mimétisme entre le rapport à la Seconde Guerre mondiale de mes grands-parents et celui de l'OFAJ ? Toujours est-il que celui-ci m'intriguait. Coup de chance : le DEA venait de recruter une spécialiste des questions de mémoire dans les relations franco-allemandes : Valérie Rosoux. Elle a accepté de diriger mon mémoire.

Dans le livre issu de sa thèse, Valérie Rosoux observait que les responsables politiques français et allemands ont développé, à partir des années 1960, un symbolisme de la réconciliation qui travaillait les mémoires dans un sens favorable au rapprochement mais écliprait, lui-aussi, la Seconde Guerre mondiale. Les principaux éléments de ce symbolisme étaient le mythe de l'union franco-allemande à l'époque de Charlemagne et une multitude de références à la Première Guerre mondiale. Verdun subsumait tous ces éléments. Lors du cinquantième anniversaire de la bataille de Verdun de 1916, de Gaulle a par exemple évoqué le martyre partagé de cette bataille mais aussi le fait "qu'à Verdun même, il y a 1123 ans, se divisa l'Empire de Charlemagne"⁹. Valérie Rosoux analysait cette éclipse de la Seconde guerre mondiale comme un choix pragmatique : "Le but est d'évoquer le souvenir le moins

⁹ Cité par V. Rosoux dans : Valérie Rosoux, *Les usages de la mémoire dans les relations internationales : le recours au passé dans la politique étrangère de la France à l'égard de l'Allemagne et de l'Algérie de 1962 à nos jours*, Bruxelles, Edition Bruylant, 2002, p. 41.

consensuel [la Seconde Guerre mondiale] par le biais d'un épisode à ce point glorieux [la victoire de Verdun côté français] qu'il 'détente' en quelque sorte sur le premier, qu'il en relativise l'amertume"¹⁰.

Ma perspective était probablement moins analytique et plus critique sur le plan normatif que celle de ma directrice de mémoire. L'évocation rituelle de l'union carolingienne me gênait en raison du mésusage que les nazis et les collaborationnistes en avaient fait pendant la guerre quand ils avaient dénommé "Charlemagne" une division de la *Waffen SS* accueillant de nombreux Français. Quant à l'évocation du martyr partagé de Verdun, elle me semblait ne pas avoir le souffle politique du geste de Willy Brandt devant le mémorial du ghetto de Varsovie. Enfin, l'éclipse de la Seconde Guerre mondiale possédait une base sociologique dans le cas de l'OFAJ. Dans les années 1960, environ la moitié des membres allemands du Conseil d'administration de cette organisation étaient des anciens nazis. Des jeunes avaient tenté de dénoncer ce fait pendant mai 1968 en occupant le siège de cette organisation mais leur demande avait été étouffée.

J'ai eu l'occasion de traduire ces considérations autant empiriques que normatives dans un numéro spécial de la revue *Les cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* (2.1)¹¹. Le numéro spécial s'intitulait : "Réconciliation franco-allemande : les oublis de la mémoire". Le sous-titre était assez mal choisi. L'oubli n'est pas l'antonyme de la mémoire. Il disait toutefois bien le thème du recueil. Celui-ci revisitait de manière critique les principaux tropes du symbolisme de la réconciliation et quelques ellipses du grand récit du même nom. J'étais à l'époque en troisième année de thèse. Je pense que n'écirais pas, aujourd'hui, que la symbolique de la réconciliation franco-allemande est "en panne d'idées" (3.6). Je me suis de nouveau intéressé ces dernières années à ce sujet à partir d'une approche moins normative (3.7 ; 3.10 ; 4.12). Ma principale contribution sur ce sujet se trouve dans la partie "D/ Publications annexées" de ce mémoire (annexe 2).

¹⁰ *Ibid.*, p. 169

¹¹ Je fais référence dans ce texte à des publications numérotées entre parenthèses et annexées. La liste des publications numérotées se trouve dans la section C et les textes annexés dans la section D.

Je me suis inscrit en thèse en octobre 2002 en élargissant le sujet à la généalogie et l'histoire de l'OFAJ. J'avais découvert pendant mes recherches de DEA que l'OFAJ n'avait pas toujours été ce qu'il est aujourd'hui, à savoir une petite organisation binationale qui répond à la demande sociale en matière de rencontres franco-allemandes de jeunes. Entre 1963 à 1973, les gouvernements français et ouest-allemands ont consacré dix fois plus d'argent à cette action publique bilatérale qu'aux rencontres avec des jeunes du reste du monde. Cela se matérialisait dans une politique de mise en relation d'un maximum de jeunes. Pendant environ dix ans (jusqu'en 1973), environ 300 000 jeunes Français et Allemands sont partis chaque année dans le pays voisin pour participer à des rencontres. Des discours utopiques et idéalistes accompagnaient ce volontarisme. Joseph Rovin, un des premiers administrateurs de l'OFAJ, avait par exemple assigné à cette organisation la mission de "réaliser la plus grande migration de peuples de l'histoire"¹². Tout ceci m'intriguait.

Les historiens, germanistes ou romanistes qui avaient écrit sur l'OFAJ présentaient cette organisation comme le "fleuron"¹³ de la réconciliation. Ils ou elles expliquaient, sans toujours apporter d'argument empirique, qu'il avait apporté une "contribution exemplaire à l'unité de l'Europe"¹⁴. Ce récit résonnait fortement avec celui, "enchanté"¹⁵, produit par quelques témoins, ce qui me semblait incompatible avec la notion de "vigilance épistémologique" de mon cher Pierre Bourdieu. Mes propres recherches sur les origines de l'OFAJ confirmaient un mécanisme bien connu des politistes, à savoir le fait que cette action publique était le fruit de l'agrégation contingente d'une multitude d'intérêts hétérogènes. En l'occurrence, la diplomatie française espérait surtout s'appuyer sur ce dispositif pour promouvoir une image positive de la France en RFA après le scandale de l'enrôlement de jeunes Allemands dans la Légion étrangère en Algérie. Le ministère fédéral des questions "panallemandes" voulait

¹² Joseph Rovin, "Les relations franco-allemandes dans le domaine de la jeunesse et de la culture populaire (1945-1971)", *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 4, 1972, p. 675-704, p. 701.

¹³ Corine Defrance et Ulrich Pfeil, "Au service du rapprochement franco-allemand. Dialogue d'historiens de part et d'autre du Rhin", in Georges Mink and Laure Neumayer (eds), *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007, p. 91-103, p. 101.

¹⁴ Tel est le sous-titre d'un livre de Henri Ménudier sur l'OFAJ : Henri Ménudier, *L'Office franco-allemand pour la Jeunesse. Une contribution exemplaire à l'unité de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 1988.

¹⁵ Sandrine Lefranc a relevé que les politiques de réconciliation sont souvent "enchantées" par les acteurs. Sandrine Lefranc, "Introduction. Créer du lien social", *Après le conflit, la réconciliation ? Actes révisés des journées d'études organisées les 12 et 13 décembre 2005 par l'Institut des sciences sociales du politique, l'Université de Paris X et ENS Cachan*, Paris, M. Houdiard, 2006, p. 7-26, p. 8.

faire venir en RFA des millions de jeunes français pour contrecarrer l'influence (supposée) des communistes et de la RDA sur ce groupe social. Des diplomates des deux pays qui avaient négocié le traité de l'Élysée voyaient dans l'OFAJ une manière de symboliser la réussite de cette négociation après le rejet par le Bundestag en avril 1963 de ses clauses relatives à la politique étrangère et à la défense, etc.

L'argument développé dans la thèse était qu'il fallait prendre en compte tous les volets de la généalogie de l'OFAJ, y compris les moins héroïques, pour comprendre la politique mise en œuvre par cet organisme après 1963. En effet, les intérêts évoqués plus haut étaient fort divers mais ils possédaient un point commun. L'OFAJ était moins envisagé comme un instrument au service du dialogue entre les deux sociétés que comme un outil de politique symbolique. Cela expliquait en partie l'idéalisme de la génération qui a animé ce dispositif dans les années 1960. Cela éclairait aussi l'énigme empirique rencontrée pendant le DEA : dans les années 1960 et 1970, les jeunes ne devaient pas parler des "sujets qui fâchent" - comme le nazisme et la collaboration - car les rencontres devaient symboliser les enjeux évoqués plus haut, notamment l'idée de l'émergence d'une France et d'une Allemagne "nouvelles" après les épisodes douloureux de la guerre d'Algérie et du nazisme.

J'ai provisoirement abandonné les relations franco-allemandes après la soutenance de ma thèse en 2008 pour me consacrer à un sujet sur lequel je reviens plus loin : les guerres occidentales contemporaines. J'y suis revenu quatre ans plus tard pour une raison contingente. Mes parents venaient d'emménager à Montagne, un petit village situé dans ce qu'on appelle parfois la "Drôme des collines". Nous y avons reçu en 2012 la visite d'une amie : Alice Corbet. Alice est curieuse de nature et anthropologue de métier. Elle ne se rend jamais quelque part sans faire quelques recherches sur le lieu. Nous prenions un verre en regardant les collines drômoises quand elle m'a posé la question suivante : "sais-tu qu'un Allemand célèbre est enterré au cimetière de Montagne ?". Je ne le savais pas et cela me semblait curieux : pourquoi un Allemand célèbre viendrait-il se faire enterrer dans un village d'une centaine d'habitants où n'ont vécu depuis un siècle, de mémoire locale, que quelques familles bien identifiées. Alice avait grappillé suffisamment d'informations sur Internet pour pouvoir fournir un résumé. Willi Münzenberg s'était retrouvé en France dans les années 1930 comme de nombreux Allemands antinazis. Lorsque la guerre a commencé, les autorités

françaises l'ont interné dans le camp de Chambaran situé à une vingtaine de kilomètres de chez mes parents. L'article 19 de la convention d'armistice prévoyait de livrer à Hitler tous les Allemands internés en France. Le commandant du camp a-t-il pressenti que les internés risquaient le pire ? Toujours est-il qu'il a ordonné l'ouverture des portes du camp. Münzenberg s'est enfui avec d'autres détenus pour gagner le port de Marseille. On a retrouvé son corps dans un bois près du village de Montagne quelques mois plus tard. L'enquête a conclu à un suicide. La plupart des historiens pensent qu'il a été tué par les anciens détenus staliniens avec lesquels il se trouvait. En effet, Münzenberg avait qualifié publiquement Staline de "traître" après la signature du pacte germano-soviétique. Il était activement recherché par le NKVD.

Je me suis passionné pour la biographie de Münzenberg. Né à Erfurt en 1889 dans une famille éclatée (il n'a pas connu sa mère), il a rapidement arrêté l'école pour devenir ouvrier. En 1910, il a déménagé à Zurich pour y trouver du travail. Il y est rapidement devenu un cadre de l'organisation de jeunesse du parti social-démocrate suisse. Contrairement à la plupart de ses camarades français et allemands, il n'a pas rallié l'union sacrée (allemande) en 1914. Il a déserté pour, au contraire, faire la "guerre à la guerre"¹⁶. En 1914, le bureau de l'Internationale des Jeunes Socialistes avait fermé "temporairement pour cause de guerre"¹⁷. Münzenberg a essayé de le faire rouvrir avant de fonder en 1915 à Berne une nouvelle "Union Internationale des Organisations de Jeunes Socialistes". À l'aide de cette petite structure, Münzenberg s'est efforcé de diffuser auprès des jeunes les thèses du groupe de *Zimmerwald*¹⁸ ainsi que quelques mots d'ordres plus radicaux : manifestations pour empêcher les trains de partir au front, appels à la désertion, à la solidarité à l'égard des mutins, etc. Il a par exemple créé pendant la Première Guerre mondiale un journal de propagande antimilitariste à destination des jeunes soldats : *Jugend Internationale*. Imprimé

¹⁶ Titre du premier éditorial signé par Münzenberg dans *Freie Jugend*. Voir : Alain Dugrand et Frédéric Laurent, *Willi Munzenberg. Artiste en révolution*, Paris, Fayard, 2008, p. 89.

¹⁷ *Ibid.*, p. 90

¹⁸ Nom donné aux quelques socialistes qui ont refusé le ralliement de leurs partis aux unions sacrées. Ces socialistes antimilitaristes se sont retrouvés du 5 au 8 septembre 1915 dans le village de Zimmerwald pour réfléchir à l'attitude à adopter face à la guerre. Ils ont adopté un manifeste rédigé par Léon Trotski comprenant plusieurs résolutions symboliques comme une "Déclaration franco-allemande commune aux socialistes et syndicalistes français et allemands" qui condamnait l'impérialisme et le militarisme.

à plusieurs milliers d'exemplaires, ce journal a circulé sous le manteau dans les tranchées allemandes. Münzenberg a remporté quelques batailles symboliques. Il est par exemple parvenu à faire adopter par la nouvelle Internationale des jeunes socialistes une résolution intitulée "les jeunes contre la guerre". Sa petite Internationale a aussi décrété l'organisation annuelle, dans tous les pays, d'une journée internationale de la jeunesse contre la guerre (3 octobre 1915, 3 septembre 1916, 2 septembre 1917)¹⁹. Bien que déserteur, Münzenberg a échappé à la pendaison grâce à une amnistie en 1918.

Cette partie de la biographie de Münzenberg m'a intrigué. J'ai découvert, à travers lui, une histoire que je ne connaissais pas : le mouvement internationaliste et antimilitariste juvénile du début du XXe siècle. Je n'avais alors pas publié le livre issu de ma thèse. J'ai décidé de le faire en élargissant le cadre chronologique jusqu'au prélude de la Première Guerre mondiale. L'argument général restait le même mais il était plus étayé historiquement. Je montrais que trois traditions avaient contribué, au cours de la première moitié du XXe siècle, à naturaliser l'idée selon laquelle la jeunesse pourrait devenir une catégorie d'action publique privilégiée pour la coopération franco-allemande : le courant libéral idéaliste que l'historiographie hagiographique²⁰ de la réconciliation franco-allemande érigeait en origine unique, un courant nazi qui avait culminé en 1942-1944 quand Vichy et l'ambassade du Reich avaient expliqué que les jeunes Français qui partiraient travailler en Allemagne ou qui s'engageraient dans la *Waffen SS* "seront les meilleurs pionniers de la réconciliation franco-allemande"²¹ et, enfin, le courant internationaliste et antimilitariste incarné par Willi Münzenberg. Des personnes étaient passées d'un courant à un autre mais sur le plan idéologique, ils relevaient de traditions très différentes. Or les hommes et les femmes qui avaient animé ces trois réseaux n'avaient pas tous cessé leurs activités franco-allemandes après 1945. Par exemple, le nazi francophile cité plus haut (Fritz Bran) était devenu une personnalité importante dans le monde des jumelages franco-allemands dans les années 1950. Quand des jeunes avaient occupé le siège de l'OFAJ à Paris pour protester contre la

¹⁹ Voir à ce propos : Willi Münzenberg, *Die Dritte Front*, 1930, p. 133-209.

²⁰ J'emprunte cette expression à Yves Deloye : Yves Deloye, "Introduction: éléments pour une approche socio-historique de la construction européenne", *Politique Européenne*, 18, 2006, p. 5-15, p. 8.

²¹ Fritz Bran, *La jeunesse allemande et l'avenir de l'Europe*, Paris, Groupe Collaboration, 1942, p. 28.

présence d'anciens nazis dans son Conseil d'administration, ils avaient fait référence au mouvement internationaliste et antimilitariste évoqué plus haut.

Le livre paru en 2016 chez Peter Lang est le fruit de cette réflexion (1.2 et annexe 1). Je me suis appliqué à valoriser ces nouvelles recherches dans divers textes publiés au milieu des années 2000 (3.8 ; 3.9 ; 3.11 ; 4.6 ; 4.10 ; 4.11 ; 4.14).

"Statistiquement, le positivisme est de droite"

On ne soulignera jamais assez l'importance des machines à café, ou plutôt des interactions qu'elles suscitent, dans l'émergence des collaborations scientifiques. Un jour de l'hiver 2006-2007, Sabine Saurugger et moi nous sommes retrouvés par hasard, entre deux cours, devant la machine à café de Sciences Po Grenoble. Nous avons commencé à parler du sujet d'un de ses cours : la théorie du choix rationnel (TCR). Sabine trouvait cette théorie intéressante. Comme tout jeune bourdieusien orthodoxe, je n'en pensais a priori que du mal²². Le contexte d'une cafétéria n'étant pas celui d'un séminaire d'épistémologie des sciences sociales, je résumais ma pensée en disant que, selon moi, la TCR est une "théorie de droite". Sabine n'était pas d'accord. Elle connaissait plusieurs collègues qui mobilisent cette théorie sans pouvoir être suspectés de vouloir naturaliser des rapports de pouvoir. Me souvenant d'une formule de Roland Barthes que je venais de lire dans ses *Mythologies*, j'ai répliqué quelque chose comme : "La théorie du choix rationnel est à l'image des mythes étudiés par Roland Barthes. Il doit exister des théoriciens du choix rationnel critiques mais, *statistiquement*, la TCR est de droite"²³. Sabine et moi nous sommes dits, en plaisantant à moitié, qu'il serait bien d'étudier la question de manière plus approfondie. C'est ainsi que je me suis retrouvé, quelques mois plus tard et pour deux ans (2006-2007), co-responsable

²² Bourdieu critique cette théorie dans : Pierre Bourdieu, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994.

²³ La formule de Barthes est : "statistiquement, le mythe est à droite". Roland Barthes, *Mythologies*, Paris, Seuil, 1957, p. 236.

d'un programme de formation-recherche financé par le CIERA²⁴ sur les soubassements politiques et normatifs de la théorie du choix rationnel.

Alors que je voulais critiquer la TCR, j'ai fini par me retrouver coéditeur d'un ouvrage perçu comme une apologie de cette théorie (2.2). Le hiatus a commencé à prendre forme au moment de l'organisation des trois journées d'étude prévues par notre projet. L'idée était de confronter les points de vue de partisans et d'adversaires de la TCR sans oublier, bien entendu, les "centristes". Le panel de personnes que nous avons contactées était représentatif de cette diversité mais un biais s'est introduit au niveau des réponses. Les partisans de cette théorie se sont montrés très enthousiastes, notamment du côté allemand. Quelques "centristes" qui avaient répondu mollement se sont laissés convaincre de participer. En revanche, tous les adversaires de cette théorie ont refusé. Seul Frédéric Vandenberghe, dont je venais de lire une critique originale de la TCR²⁵, m'a répondu qu'il aimerait venir mais qu'il venait d'accepter un poste au Brésil. Il nous était difficile de lui payer un aller-retour transatlantique et lui-même avait pris d'autres engagements.

Le produit final, un livre en coédition publié aux Presses Universitaires de Rennes (2.2), est en grande partie le résultat de cette petite histoire. Le livre comprend une moitié de contributions de thuriféraires de la TCR comme Gerald Schneider et une moitié de chapitres favorables à un usage "raisonné"²⁶ de ce paradigme. Toutes les contributions m'apparaissent encore aujourd'hui intéressantes mais il est clair que le centre de gravité du livre n'est pas exactement celui que j'avais imaginé. Frédéric Vandenberghe, avec lequel j'étais resté en contact, me l'a fait remarquer de manière cinglante à la lecture du sommaire : "Vous vouliez critiquer le choix rationnel, vous en faites l'apologie !".

La réception du livre nous a complètement échappé quand Pierre Favre a décidé d'en faire une recension. Elle a pris la forme d'un long article dans la *Revue Française de Sciences*

²⁴ Centre Interdisciplinaire d'Études et de Recherches sur l'Allemagne

²⁵ Frédéric Vandenberghe, *Une histoire critique de la sociologie allemande. Aliénation et réification. Tome 2: Horkheimer, Adorno, Marcuse, Habermas.*, Paris, La découverte/ Mauss, 1998.

²⁶ Yves Schemel, "La mégère apprivoisée : Vers un usage raisonné de l'approche par les choix rationnel en France ", in Mathias Delori, Delphine Deschaux-Beaume and Sabine Saurugger (eds), *Le choix rationnel en Science Politique. Débats Critiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009.

Politiques (RFSP) où Pierre Favre comparait deux livres : le nôtre et le *Nouveau manuel de science politique* édité par Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort²⁷. Pierre Favre a écrit des dizaines de livres et d'articles qui m'ont profondément nourri intellectuellement. Celui dont il est question ici ne m'a pas semblé être le meilleur. Il se montrait à la fois trop laudatif à l'égard de notre livre, qualifié "d'événement immense", et injustement critique à l'encontre de celui d'Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort. Il reprochait surtout à ce nouveau manuel la trop grande place donnée à la socio-histoire et regrettait que leurs auteurs aient consacré un "vaste ouvrage au service d'un paradigme qui disparaît"²⁸.

Luis Macebo de Souza, un collègue rencontré à l'Institut Universitaire Européen de Florence, m'a un jour dit qu'il existe deux manières de réagir quand quelqu'un vous adresse des félicitations. La première consiste à les prendre au sérieux. Ce n'est pas une bonne idée, selon lui, car cela génère des pathologies comme celle, contre laquelle le champ académique n'est pas complètement immunisé, dont le principal symptôme est un gonflement non-maîtrisé de l'égo. La seconde manière, beaucoup plus saine, consiste à prendre le discours comme un compliment du même type que celui qu'on peut recevoir à propos d'une nouvelle coupe de cheveu, c'est-à-dire comme un commentaire léger et sympathique. C'est agréable et inoffensif.

La lecture de l'article de Pierre Favre me fut donc agréable. Cependant, je me suis trouvé quelques mois plus tard victime d'une scène qui l'était beaucoup moins. La revue *Cultures et Conflits* fêtait ses vingt ans autour d'un cocktail auquel participait une partie de la communauté des politistes français. Bernard Lacroix, un des auteurs du livre critiqué par Pierre Favre, m'a alors apostrophé devant une vingtaine de convives : "C'est vous, Mathias Delori, l'auteur de ce livre immonde qui défend la théorie du choix rationnel ?". J'étais d'autant plus embêté que je me sentais beaucoup plus proche théoriquement de Bernard Lacroix et de la socio-histoire que de la TCR. Par ailleurs, l'attaque était injuste à mon

²⁷ Antonin Cohen, Bernard Lacroix et Philippe Riutort, *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009.

²⁸ Pierre Favre, "Vers un basculement des paradigmes dans la science politique française. A propos de l'ouvrage "Le choix rationnel en science politique. Débats critiques"', *Revue Française de Science Politique*, 60-5, 2010, p. 997-1022, p. 1000-1001.

propos. Si le sommaire était déséquilibré pour les raisons explicitées plus haut, ma propre contribution (4.2), l'introduction co-écrite avec Sabine Saurugger, était nuancée et plutôt critique à l'encontre de la TCR. Sabine et moi développons l'idée selon laquelle la TCR n'est pas neutre mais "moins colorée axiologiquement" qu'on ne le dit parfois. Plus précisément, nous développons trois idées.

La première, moyennement originale, était que la TCR révèle des séquences ou des dimensions réelles du monde social tout en développant un immense point aveugle : les déterminations sociales. Nous prenions un exemple qui me parlait du fait de mes origines familiales : le débat entre Raymond Boudon (partisan de la TCR) et Pierre Bourdieu au sujet des raisons de la moindre réussite scolaire des enfants issus de milieu populaires²⁹. Le premier expliquait, en substance, que ces enfants font le "choix" de filières courtes car leurs parents ne peuvent pas leur donner l'argent dont ils ont besoin, lors de l'adolescence, pour pouvoir partir en vacances avec leur copine ou leur copain. Le second soulignait, au contraire, qu'une multitude d'acteurs déterminés socialement contribuent à fabriquer cette différence, notamment les parents qui encouragent ou non leurs enfants à se montrer ambitieux et les enseignants quand ils mesurent le potentiel intellectuel des élèves à leur maîtrise des codes sociaux bourgeois. Pour les raisons familiales exposées ci-dessus, les deux explications me semblaient valables et complémentaires. L'argument plus général présenté dans cette introduction était que le problème de la TCR ne réside pas dans le diagnostic - il est probablement vrai que le fait de venir d'un milieu modeste incite rationnellement à opter pour des filières plus courtes - mais dans le fait qu'il est réducteur et, surtout, qu'il peut nourrir des actions publiques problématiques si on l'érige en explication exclusive. Les boudonniers proposaient par exemple de lutter contre la reproduction sociale à l'école en offrant des bourses aux enfants issus de milieu populaire qui veulent faire des études supérieures. C'est très bien mais cela ne doit pas exonérer l'institution scolaire d'une réflexion sur la manière d'enseigner, de repérer les "bons élèves" et d'encourager peut-être un peu plus ceux dont les parents calment les ambitions.

²⁹ Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Editions de minuit, 1964; Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron, *La reproduction*, Paris, Editions de minuit, 1970; Raymond Boudon, *L'inégalité des chances*, Paris, Fayard/Pluriel, 1973.

Le deuxième argument exposé dans l'introduction était que la TCR embarque un biais au niveau de la caractérisation des "préférences" des acteurs. Le biais a pour origine l'appétence méthodologique de ces théoriciens pour la formalisation. Ils ont besoin de postuler les préférences pour pouvoir formaliser les comportements sous la forme d'équations et de courbes d'utilité. Or ce choix méthodologique a une implication pratique : les théoriciens du choix rationnel ont une prédilection pour les préférences triviales. On le comprend aisément : une étude sur les marchés financiers où les traders auraient des préférences altruistes apparaîtrait absurde, quel que soit le raffinement méthodologique de l'étude. Pour qu'un modèle de choix rationnel soit convaincant, il faut que ses préférences soient crédibles. A partir du moment où ils ou elles postulent les préférences des acteurs, les théoriciens et théoriciennes du choix rationnel sont automatiquement tentés de recycler le sens commun du moment. Ce faisant, ils ne peuvent pas envisager le changement historique ni, par conséquent, le progrès ou l'émancipation au sens de la théorie critique³⁰. Dans le domaine de l'économie politique internationale, un théoricien du choix rationnel qui aurait remis en cause le dogme de la croissance productiviste dans les années 1970 serait passé pour un fou. Il a fallu effectuer un pas de côté critique pour imaginer des politiques économiques sensibles à la question du développement durable.

Le troisième argument était qu'un usage réfléchi de cette théorie peut, néanmoins, alimenter la critique de certains discours hégémoniques particulièrement oppresseurs. Je le pense toujours. Nous avons vu se développer ces dernières années une littérature qui présente une religion - l'islam - comme une des sources des états de violence contemporains. Le chapitre 1/ du manuscrit que j'ai soumis aux Presses de Sciences Po en février 2020 (1.3) présente des études de théoriciens du choix rationnel sur la guerre contre le "terrorisme". Elles révèlent qu'il n'existe aucune corrélation statistique entre la variable religieuse et les quelque 10 000 attaques "terroristes" recensées depuis la Seconde Guerre mondiale de par le monde. Le principal facteur explicatif est, de très loin, l'interventionnisme militaire. Un pays qui déploie des troupes dans un autre pays a statistiquement 60 fois plus de chances de recevoir un attentat d'un citoyen du pays visé qu'un pays qui n'intervient

³⁰ Robert W Cox, "Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory", in R. O Keohane (eds), *Neorealism and Its Critiques*, New York, Columbia University Press, 1986 (1981), p. 204-254.

pas³¹. Ces études montrent également que les attentats contre les civils augmentent avec la "mécanisation" des interventions militaires à l'étranger, notamment quand on opte pour des frappes aériennes³². Les partisans de l'explication culturaliste du "terrorisme" ne voient pas ces faits car ils ne font pas l'hypothèse de la rationalité stratégique des personnes qui organisent ou perpètrent des attentats. Il suffit d'ajouter cette hypothèse à toutes les autres pour se rendre compte, grâce à l'analyse de régression, qu'elle est de loin la plus heuristique.

Si je devais aujourd'hui résumer ces trois idées et mon analyse sur la TCR, je dirais qu'elle constitue une théorie simpliste si l'on veut comprendre les phénomènes dans leur profondeur sociale, qu'elle ne permet pas de penser le changement historique ni, par conséquent, l'émancipation mais qu'elle permet de capter quelques dynamiques sociales et, surtout, qu'elle peut constituer un antidote contre les explications encore plus simplistes comme celle qu'on a vu émerger, ces dernières années, au sujet du lien entre l'islam et la violence. Un texte (4.5) reproduit dans la section D/ (annexe 3/) expose une partie de ces idées.

J'ai continué, depuis, à m'intéresser à la question du positivisme dans les sciences humaines et sociales et, plus précisément, dans le champ des études sur la guerre. Je me suis interrogé, dans un numéro spécial pour *Etudes Internationales* codirigé avec Gilles Bertrand, sur la scientificité des études dites "stratégiques" (2.4). Ces études ont fait l'objet de critiques radicales de la part des "nouvelles études de sécurité" pour leur nationalisme méthodologique et épistémologique. Dans sa contribution, Christophe Wasinski ajoute qu'elles sont souvent aussi porteuses d'un biais militariste en contradiction avec l'ambition des pères fondateurs de ce champ, notamment Edward M. Earle³³. L'argument développé avec Gilles Bertrand (3.13) était qu'il importe de distinguer la réflexion stratégique "à la Earle" - un projet épistémologique qui a toute sa place dans les sciences humaines et

³¹ Alex Braithwaite, "Transnational Terrorism as an Unintended Consequence of a Military Footprint", *Security Studies*, 24, 2015, p. 349-375, p. 364.

³² Burcu Savun et Brian Philips, "Democracy, Foreign Policy, and Terrorism", *Journal of Conflict Resolution*, 53-6, 2009, p. 878-904, p. 895.

³³ Christophe Wasinski, "Les sciences humaines et la critique de la raison stratégique", *Etudes Internationales*, 46-2/3, 2016, p. 189-209.

sociales - et les "études stratégiques" en tant que champ social historiquement constitué. Toutes les personnes qui travaillent dans le champ des "études stratégiques" ne sont pas réflexives et toute la réflexion stratégique n'est pas produite dans ce champ. Sur la question de la lutte contre le "terrorisme", par exemple, les études féministes de sécurité et les études sur la paix ont produit des réflexions stratégiques curieusement négligées. J'ai poursuivi ce travail sur les études stratégiques dans ces publications : 1.3 ; 3.17.

Entendre les subalternes

J'ai effectué deux post-doctorats d'un an à l'IUE de Florence entre 2008 et 2011 entrecoupés par un séjour d'une année à l'université de Montréal. L'IUE est une institution particulière. Il ne comprend que trois catégories de chercheurs : les doctorants, les professeurs et les post-doctorants. Ces derniers occupent une place à part. Ils ne restent qu'une année ou deux à l'IUE et leur programme fonctionne de manière autonome. Cela a une incidence sur le contenu des séminaires. Alors que l'IUE est structuré en disciplines ou groupes de disciplines voisines, toutes les activités postdoctorales sont interdisciplinaires. A mon époque, les économistes étaient un peu à l'écart car personne, à part eux, ne comprenait les modèles mathématiques qu'ils utilisaient, ni d'ailleurs pourquoi ils avaient autant recours à la formalisation mathématique. En revanche, les historiens, les anthropologues, les sociologues et les politistes parlaient la même langue, c'est-à-dire celle, "naturelle", décrite par Jean-Claude Passeron dans *Le raisonnement sociologique*³⁴. Ils ou elles n'étaient pas allergiques aux théories à condition qu'elles n'écrasent pas la singularité historique des phénomènes sociaux.

Même si les passeports étaient très divers, la majorité des collègues post-doctorants avaient fait leurs thèses dans des universités états-uniennes. Les débats étaient donc assez décalés par rapport à ceux dont j'étais familier. Les sciences humaines et sociales francophones occupaient certes une place de choix dans ces discussions mais elles se résumaient au

³⁴ Jean-Claude Passeron, "Le raisonnement sociologique : un espace non poppérien de l'argumentation", Paris, A. Michel, 2006 (1991), p. 666, p. 18.

courant de la "French theory"³⁵ et à un auteur dont je n'avais jamais entendu parler : Franz Fanon. Etant assez familier avec les travaux de Michel Foucault, et satisfait de faire jouer des préjugés positifs à mon égard, je laissais tout le monde me cataloguer comme le "French theorist" de service. Il existait cependant un problème. La formation que j'avais reçue avant d'arriver à Florence était relativement riche mais elle possédait un énorme point aveugle : les questions postcoloniales. Je ne connaissais donc pas Franz Fanon. Son prénom m'avait laissé penser qu'il devait être allemand mais on m'interpellait régulièrement : "Mathias, is my pronunciation of 'Fenonne' correct ?". J'ai rapidement réalisé que je ferais bien de le lire.

J'ai fait la connaissance au même moment d'une collègue postdoctorante : Nadia Fadil. Racisée et travaillant elle-même dans une perspective postcoloniale et intersectionnelle, Nadia m'a éclairé sur la richesse de ces paradigmes. Elle m'a fait lire les classiques - Fanon, Edward Said, Ranajit Guha notamment - avant de m'inviter à me familiariser avec des auteurs comme Talal Asad, Saba Mahmood ou encore Judith Butler. Ces lectures m'ont conduit à jeter un nouveau regard sur la démarche critique des sciences humaines et sociales.

Dans l'espace francophone, le principal débat portait sur les fondements théoriques et méthodologiques de la sociologie critique de Pierre Bourdieu et sur la proposition, formulée par Luc Boltanski, de passer de la sociologie critique à une sociologie "de la critique"³⁶. Cette proposition découlait d'une insatisfaction par rapport à la prétention des sociologues critiques à pouvoir dévoiler des intérêts, des *illusionēs* et des *habitus* dont les acteurs ne sont pas conscients, y compris quand ces acteurs contestent les interprétations des sociologues. Boltanski notait malicieusement que le sociologue critique a "tendance à voir dans les réticences que manifestent les acteurs à reconnaître la vérité du rapport qu'il établit une confirmation du bien-fondé de son analyse, semblable en cela au psychanalyste dont le

³⁵ François Cusset, *French Theory : Foucault, Derrida, Deleuze, & Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2003.

³⁶ Luc Boltanski, "Sociologie critique et sociologie de la critique", *Politix. Revue des sciences sociales et du politique*, 10-11, 1990, p. 124-134; Luc Boltanski et Laurent Thévenot, *De la justification : les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

système d'interprétation prévoit et intègre les résistances de l'analysé"³⁷. Boltanski ajoutait que cette prétention à parler au-dessus voire contre les acteurs s'adossait à un geste - le pas de côté critique ou réflexif -, dont les sociologues n'ont pas le monopole. Selon lui, les acteurs sociaux font ces pas de côté quand ils se justifient ou dénoncent les justifications des autres. Il convenait donc de faire descendre le sociologue de son piédestal et de l'inviter à entendre les opérations critiques des acteurs.

La critique boltanskienne de la posture du dévoilement de la sociologie critique me semblait pertinente. En effet, il est épistémologiquement délicat de supposer qu'on peut observer et analyser les acteurs sociaux comme les physiciens observent et analysent les atomes et, a fortiori, à expliquer aux acteurs qu'on comprend mieux qu'eux le sens qu'ils donnent à leurs actions. En revanche, sa proposition de "renoncer à l'intention critique de la sociologie classique"³⁸ m'apparaissait inacceptable. Le monde social est structuré par des rapports de pouvoir qui engendrent des injustices inouïes. Même si je n'étais pas sûr que la critique des soubassements épistémologiques de ces injustices soit la seule raison d'être des sciences humaines et sociales, il me semblait que ces sciences se tireraient une balle dans le pied en renonçant à ce projet³⁹. J'étais d'autant moins enclin à vouloir renoncer à la vocation critique de la sociologie que j'avais découvert, entre temps, de nouvelles structures de pouvoir. J'avais grandi dans un monde marqué par les inégalités de classe. Nadia (évoquée ci-dessus) m'avait convaincu que celles liées au genre et à la racialisation étaient au moins aussi puissantes et arbitraires.

Il m'est apparu que les approches postcoloniales offrent une clef, parmi d'autres, pour sauver la démarche critique tout en abandonnant l'idée de dévoilement tel que le concevait la sociologie bourdieusienne. Comme Luc Boltanski, les approches postcoloniales partent du principe selon lequel toutes les problématisations (critiques ou non) se trouvent dans le monde social mais elles soulignent, simultanément, que des structures de pouvoir confèrent à ces problématisations des statuts très différents. S'appuyant sur le philosophe Antonio

³⁷ Luc Boltanski, 1990, art. cit., p. 125.

³⁸ *Ibid.*

³⁹ D'ailleurs, Boltanski est revenu, depuis, sur cette affirmation. Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

Gramsci, elles formulent la triple interpellation suivante : "qui participe à la construction du discours dominant ? Qui est à l'origine des contre-discours ? Qui se trouve, au contraire, constitué en pur objet de tous ces discours ?". Dans le jargon des études postcoloniales, on appelle "subalternes" (4.16, annexe 5) les personnes de cette troisième catégorie, celles qui, pour reprendre une expression célèbre de Gayatri Spivak, "n'ont pas droit à la parole"⁴⁰. Elles peuvent parler, se justifier, contester les justifications des autres mais elles ne sont pas entendues.

Un texte des *subaltern studies* m'a particulièrement intéressé : "La prose de la contre-insurrection" de Ranajit Guha⁴¹. L'auteur critiquait l'historiographie de l'Inde coloniale qui, d'après lui, ne rendait pas justice à la dimension politique des révoltes paysannes à l'époque coloniale. Cette dimension était omise au travers de métaphores assimilant ces révoltes à des phénomènes naturels : "elles éclatent comme des orages, se soulèvent comme des tremblements de terre, se répandent comme des incendies, infectent comme des maladies"⁴². Pour Guha, cette phraséologie découlait du fait que les historiens recycloient sans protocole critique les catégories cognitives et normatives présentes dans les documents d'archives produits par les administrations coloniales. Ces dernières s'étant trouvées en état de guerre permanent contre des "insurgés", les historiens reproduisaient sans s'en rendre compte une "prose de la contre-insurrection".

L'argument de Guha résonnait avec une notion dont m'avait parlé Valérie Rosoux : le "dialogisme". Le linguiste Michael Bakhtine a forgé ce concept pour décrire le procédé linguistique par lequel un locuteur incorpore la "voix" d'une autre personne. Bakhtine a d'abord appliqué ce concept à des œuvres de fiction. Dans les "romans polyphoniques" de Dostoïevski, écrit Bakhtine, le narrateur semble converser avec ses personnages sur un pied d'égalité. Cela génère un effet littéraire où le lecteur a l'impression d'être confronté à une multitude de voix ou de consciences autonomes. Ce type de roman contraste avec celui,

⁴⁰ Gayatri Chakravorty Spivak, "Can the Subaltern Speak?", in Nelson Cary and Larry Crossberg (eds), *Marxism and the interpretation of Culture*, Chicago, University of Illinois Press, 1988, p. 271-316.

⁴¹ Ranajit Guha, "The prose of counter-insurgency", in Ranajit Guha (eds), *Subaltern studies II. Writings on South Asian history and society*, Oxford University Press, 1983, p. 1-42.

⁴² *Ibid.*, p. 47

"monophonique" ou "monologique", où un narrateur unique et souvent omniscient raconte une histoire⁴³.

Dans *L'imagination dialogique*⁴⁴, Bakhtine a élargi la portée de son concept aux pratiques humaines et sociales "réelles". Il soutient que toute pratique signifiante possède, au moins *a minima*, une dimension dialogique. Ce dialogisme irréductible est lié, selon lui, à la nature du langage : "Le langage n'est pas un support neutre qui passe librement et facilement dans le domaine privé des intentions du locuteur ; il est peuplé - surpeuplé - par les intentions des autres"⁴⁵. Les mots jouent un rôle central dans ce mécanisme de mise en connexion des consciences. A l'exception des néologismes, tous les mots sont des héritages. Ils portent donc la voix - fusse de manière subliminale - des personnes qui les ont utilisés par le passé. De plus, "chaque mot est dirigé vers une réponse et ne peut échapper à l'influence profonde du mot de réponse qu'il anticipe"⁴⁶. Cependant, tous les mots ne se situent pas au même endroit sur l'échelle allant du dialogisme minimal à la polyphonie pure et complète.

Mon intuition est que la notion de dialogisme aide à sociologiser la théorie du discours des approches postcoloniales. Plutôt que de se demander qui façonnent le discours hégémonique, qui peut construire des discours contre-hégémoniques et qui est réduit à l'état d'objet du discours, on peut essayer d'identifier des acteurs puissants (car institutionnels) et chercher à comprendre avec qui ils dialoguent et quelles voix ils n'entendent pas. On peut illustrer cette idée en prenant comme exemple le mot "pacification". Dans les années 1950 et 1960, ce mot était utilisé par des acteurs puissants - certaines armées européennes - pour décrire leurs opérations de police ou de guerre dans les colonies. Face à ce mot, les sociologues peuvent effectuer un travail de dévoilement. C'est ce que fait George Orwell quand il nous décrit la réalité qu'il masque : "des villages sans défense sont bombardés depuis les airs, des habitants chassés dans la campagne, le bétail mitraillé, les huttes incendiées par des balles incendiaires : c'est ce qu'on appelle la

⁴³ Mikhail Bakhtine, *La poétique de Dostoïevski*, Paris, Seuil, 1970.

⁴⁴ Michael Bakhtin, *The Dialogic Imagination*, Austin and London, University of Texas Press, 1992.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 294

⁴⁶ *Ibid.*, p. 279

pacification"⁴⁷. Cette approche peut se justifier mais elle risque de nous faire perdre de vue le fait que le terme "pacification" fait probablement sens pour les personnes qui l'utilisent. Or ce sens n'est pas neutre. Dans la "prose de la contre-insurrection", l'euphémisation de la violence est ce qui donne sens à la violence. Michael Bakhtine et/ou Ranajit Guha invitent à jeter un autre regard sur ce mot et, plus généralement, sur cette prose. Cette dernière constitue moins un discours faux qu'un discours ultra monophonique au sens où il ne dialogue pas avec toutes les personnes concernées.

La plupart des travaux que j'ai produits depuis s'inspirent de cette idée. Je me demande pourquoi certaines pratiques signifiantes accèdent, dans un espace social et un temps historique particulier, au statut de vérité du moment, pourquoi d'autres sont entendues mais marginalisées et pourquoi d'autres apparaissent tout simplement inaudibles. Pour ce faire, j'accorde une attention particulière aux mots. Je me demande quelles voix ils charrient, avec qui ils dialoguent et, surtout, avec qui ils ne dialoguent pas.

Cette problématique centrée sur les mots (de la guerre) se trouvait au cœur du programme de recherche que j'ai animé sur les représentations de l'ennemi dans les guerres occidentales contemporaines. Ce projet financé par le dispositif Projet Exploratoire Premier Soutien (PEPS) de l'université de Bordeaux et du CNRS, par le Centre Emile Durkheim, le CERI et le REPI (Université Libre de Bruxelles) a réuni une vingtaine de spécialistes pendant trois ans. Il a débouché sur deux conférences⁴⁸ et un numéro spécial dans la revue *Critical Military Studies* en co-édition avec Vron Ware (2.5). L'objectif était de s'interroger sur la dialectique actions/représentations dans les guerres anti-"terroristes" et "humanitaires" en plaçant la focale sur le champ militaire. L'argument général du numéro spécial est que les figures militaires de l'inimitié ne sont pas la simple déclinaison des discours politiques ou médiatiques sur les "terroristes", "djihadistes" et autres "criminels". Le champ militaire

⁴⁷ George Orwell, "Politics and the English Language", *Collected Essays*, London, Secker and Warburg, 1954, p. 337-351, p. 136.

⁴⁸ "The faces of enmity in contemporary Western wars", Centre Emile Durkheim, Bordeaux, 20 intervenants, 5-6 avril 2016 ; "Do people hate their enemies?", CERI, Paris, 15 intervenants, 18-19 mai 2017

produit ses propres représentations et certaines prennent le chemin inverse : du champ militaire vers le champ médiatique.

Je participe aussi depuis 2017 au réseau OCTAV (Observatoire Collaboratif sur le Terrorisme, l'Antiterrorisme et les Violences). Ce réseau regroupe des chercheurs et chercheuses d'une vingtaine d'universités françaises et belges qui entendent étudier de manière réflexive les violences "terroristes" et anti-"terroristes". Notre hypothèse est que ces deux violences se répondent mutuellement. Cet argument est trivial en ce qui concerne l'enchaînement "terrorisme" → anti-"terrorisme". En effet, le discours dominant présente l'anti-"terrorisme" comme une solution au problème de la violence "terroriste". Le réseau OCTAV fait l'hypothèse que la causalité fonctionne, aussi, dans l'autre sens, autrement dit que les violences anti-"terroristes" sont un des principaux facteurs de ce que les médias et certains chercheurs appellent le "terrorisme", c'est-à-dire les attentats. Nous nous appuyons sur la notion girardienne de "violence mimétique" pour éclairer ce mécanisme⁴⁹. Les réflexions collectives menées dans le cadre de ce réseau m'ont inspiré le livre soumis en février 2020 aux Presses de Sciences Po. Ce livre s'intitule "Pompiers ou pyromanes ? Critiques de la guerre contre le 'terrorisme'". Il explique comment les guerres anti-"terroristes" fabriquent le phénomène qu'elles prétendent combattre (1.3).

Cette problématique des mots et des voix de la guerre m'a aussi conduit à effectuer des recherches sur les émotions guerrières. Ces travaux ont pour point de départ un article publié sur mon blog de Mediapart pendant les attentats de janvier 2015. La France bombardait depuis quatre mois l'organisation "Etat Islamique" et celle-ci avait fait savoir à plusieurs reprises qu'elle allait frapper la France. Les attentats de janvier 2015 ne m'ont donc pas surpris. En revanche, j'ai été très impressionné par les réactions sociales que ces attentats ont suscitées. Dès le 7 janvier au soir, des centaines de milliers de personnes se sont retrouvées dans des lieux symboliques comme la place de la République à Paris pour rendre hommage aux morts de Charlie Hebdo. Ma thèse, butlérienne⁵⁰, était que la guerre

⁴⁹ René Girard, *La violence et le sacré*, Paris, Grasset, 1972.

⁵⁰ Judith Butler, *Frames of War. When is Life Grievable?*, London, Brooklyn, Verso, 2010; Judith Butler, *Precarious Life: the Powers of Mourning and Violence*, London, Brooklyn, Verso, 2004.

ne prend pas seulement racine dans les émotions négatives telles que la haine ou le désir de vengeance mais, aussi, dans l'identification extrême avec des personnes érigées en symboles du corps politique. Je prédisais donc que le gouvernement français traduirait cette émotion collective en intensifiant les bombardements. Un éditeur m'a contacté pour que je développe plus longuement cette analyse, ce que j'ai fait dans un petit livre co-écrit avec Gilles Bertrand en 2015 (2.3). J'ai publié dans la foulée plusieurs textes sur la question plus générale du rôle des émotions dans la guerre (3.12 ; 4.13 ; 4.18).

Retour à Berlin

J'ai demandé et obtenu de la part du CNRS un rattachement au Centre Marc Bloch (CMB) de Berlin à partir du 1er septembre 2020. Je compte y poursuivre une recherche débutée il y a quelques mois sur deux expertises militaires relatives aux bombardements alliés qui ont détruit la plupart des villes allemandes pendant la Seconde Guerre mondiale : le *United States Strategic Bombing Survey* (USSBS) et le *British Bombing Survey Unit* (BBSU). L'objectif de ces deux expertises était de comprendre les effets - stratégiques ou non - des millions de tonnes de bombes larguées par les aviateurs britanniques et états-uniens sur les populations et les infrastructures civiles allemandes entre 1941 et 1945. En d'autres termes, les expertises devaient mesurer les effets des bombardements sur la production de guerre allemande et le "moral" des Allemands.

Ces deux expertises présentent plusieurs points communs. Elles sont toutes deux presque contemporaines des événements. Les principaux rapports du USSBS ont paru en novembre 1945. Ceux du BBSU ont été édités quelques mois plus tard en 1946 (même s'ils ne furent publiés qu'en 1998). Par ailleurs, ces deux expertises s'appuient sur les mêmes données : des documents allemands saisis au moment de la prise du territoire du *Reich* (des archives du ministère de l'armement et de la production de guerre, des comptes-rendus des services de renseignement allemands sur le "moral" des populations, des lettres écrites par des personnes bombardées) ainsi qu'une enquête par questionnaire auprès de 3000 survivants.

Pourtant, ces expertises jumelles sont parvenues à des résultats totalement opposés. Les experts du BBSU ont conclu que la stratégie à l'origine de cette guerre aérienne a

"clairement échoué"⁵¹. Pour les auteurs du principal rapport du USSBS, en revanche, les bombardements des villes allemandes ont joué "un rôle décisif dans la guerre en Europe occidentale"⁵². Ce deuxième résultat - celui du USSBS - a eu des conséquences importantes. Il a servi de justification lors de la décision, prise en 1947, de conserver les "forces stratégiques" états-uniennes et leurs forteresses volantes dans une *US Air Force* indépendante de l'*US Army*. Ces forces stratégiques ont été réutilisées quelques années plus tard lors des guerres en Corée et au Vietnam.

La littérature sur le sujet s'est principalement intéressée à la question du statut épistémologique du USSBS⁵³. Ces spécialistes ont objectivé un fait important : des intérêts bureaucratiques et industriels puissants ont pesé sur la production de cette expertise. Sophia Dafinger s'est par exemple intéressée au parcours, après la guerre, des principaux "experts civils" du USSBS, notamment Paul Nitze et Rensis Lickert. Elle a montré qu'ils ont noué des liens, au moment de l'étude, avec le lobby industriel des partisans des bombardements "stratégiques", en particulier la *Douglas Aircraft Company*, l'entreprise qui a produit la plupart des forteresses volantes états-uniennes. P. Nitze a par exemple participé à la création, grâce au soutien de la *Douglas Aircraft Company*, du "project Rand"⁵⁴ qui est devenu, en 1948, la *Rand corporation*, un des principaux *think tanks* des "études stratégiques" états-uniennes. R. Lickert a fondé en 1949 le *Institute for Social Research* de

⁵¹ BBSU, *The strategic air war against Germany*, British Bombing Survey Unit, 1946 (not published until 1998), p. 79. Les experts de la BBSU ne relevaient qu'un seul succès partiel : les bombardements sur les systèmes de transports.

⁵² USSBS, *United States Strategic Bombing Survey. Summary Report (European war)*, 1945, p. 15. Sur les 207 rapports produits par le USSBS, un seul jetait un regard critique sur les bombardements des villes allemandes : le rapport sur "les effets des bombardements stratégiques sur l'économie de guerre allemande". (USSBS, "United States Strategic Bombing Survey. The effects of strategic bombing on the German war economy. Overall economic effect division. October 31 1945", 1945. Ce rapport fut publié mais ne fut pas pris en compte lors de la communication des résultats.

⁵³ Gian P Gentile, *How effective is strategic bombing? Lessons learned from World War II to Kosovo*, New York University Press, 2001; Stewart Halsey Ross, *Strategic bombing by the United States in World War Two: The myths and the facts*, Jefferson, London, McFarland and Company inc Publishers, 1986; Sophia Dafinger, "Experten für den Luftkrieg", in Franck Reichherzer, Emmanuel Droit and Jan Hansen (eds), *Den Kalten Krieg vermessen. Über Reichweite und Alternativen einer binären Ordnungsvorstellung*, Berlin, De Gruyter Oldenburg, 2018, p. 93-105.

⁵⁴ La Rand corporation a produit en 1976 une histoire (officielle) du "Project Rand". Ce document de 15 pages est téléchargeable ici : <https://www.rand.org/pubs/papers/P5737.html> (consulté le 4 février 2019)

l'université de Michigan, un pilier de l'hybridation des champs militaires et académiques à l'époque de la Guerre froide dans le domaine des sciences humaines et sociales.

Mon projet de recherche vise à éclairer un point aveugle de cette littérature : le processus concret de production de ces expertises. Il s'agit d'un point aveugle car les études mentionnées plus haut se sont focalisées sur les acteurs (leurs positions, leurs parcours, leurs réseaux, etc.). Elles n'ont pas étudié le contenu précis des rapports ni le processus de production des données. Mon hypothèse est que les conclusions divergentes de ces expertises prennent racine dans les opérations dialogiques et non-dialogiques des auteurs de ces textes. Pour dire les choses simplement, tous disent vouloir mesurer les effets des bombardements sur le moral des populations mais pour ce faire, certains dialoguent davantage avec les industriels de la *Douglas Aircraft Company* qu'avec les principaux intéressés : les survivants des bombardements.

J'ai effectué une recherche exploratoire dans les archives du USSBS à Washington et découvert un fait intéressant. Alors que le USSBS s'adossait à une enquête par entretiens auprès de 3000 survivants des bombardements, les expériences des personnes bombardées sont pratiquement absentes des rapports. Plus précisément, ces expériences sont traduites sous la forme de graphiques où l'on apprend que tel ou tel tonnage de bombes a tel ou tel effet - toujours stratégiquement intéressant - sur le "moral" de la population. La violence est euphémisée comme dans le schéma suivant extrait d'un des rapports clefs du USSBS :

VARIATIONS IN MORALE FACTORS AND INTENSITY OF BOMBING



* No measure was made on this variable in unbombed cities

Document 1/ Un graphique du USSBS illustrant l'effet "stratégique" des bombardements sur le moral des Allemands. Source : USSBS, United States Strategic Bombing Survey. The Effects of strategic bombing on Japanese morale. Morale Division, June 1947, 1947, p. 50.

La langue des rapports du USSBS ressemble beaucoup à celle analysée par Carol Cohn dans son étude sur les théoriciens de la dissuasion nucléaire aux Etats-Unis pendant la guerre froide. Ces hommes utilisaient un sociolecte, que Cohn appelle le "langage techno-stratégique", dont la principale caractéristique réside dans son haut degré d'abstraction. Il se compose d'acronymes militaires, de modèles mathématiques et de périphrases qui euphémisent la violence. Dans ce langage, une guerre nucléaire sur le continent européen est par exemple qualifiée de "guerre nucléaire limitée" ou de "engagement sub-

holocauste"⁵⁵. Cohn a témoigné du pouvoir que ce langage a exercé sur elle-même : "plus je participais à des conversations en utilisant ce langage, moins j'étais effrayée par la perspective d'une guerre nucléaire"⁵⁶.

J'ai découvert dans les archives du USSBS que deux poètes ont participé à l'enquête auprès des 3000 survivants allemands des bombardements : Wystan Auden et James Stern. Ils avaient été recrutés par le USSBS car ils possédaient une compétence rare : ils parlaient allemand. Auden et Stern ne semblaient pas prédisposés à développer de la sympathie pour la population allemande. Comme de nombreux intellectuels de l'époque, ils avaient été déçus par l'Allemagne. Par ailleurs et surtout, ils avaient perdu des personnes proches pendant l'Holocauste. Au moment de la réalisation de l'enquête - c'est à dire en 1944-1945 -, ils ne faisaient pas encore de distinction entre "Allemands" et "nazis". Selon eux, tous les Allemands restés en Allemagne étaient a priori coupables des crimes commis par le régime. Cette assimilation était, du reste, assez du courante à l'époque, y compris de la part de personnes qui avaient voyagé et aimé le pays de Goethe et Schiller⁵⁷. D'une manière générale, les premiers sentiments compassionnels de Auden et Stern étaient dirigés vers les victimes de la barbarie nazie, à commencer par celles de l'Holocauste, pas vers les bombardés allemands.

Cependant, leur regard sur "les Allemands" a évolué quand ils ont été confrontés, dans le contexte de l'enquête du USSBS, au spectacle des villes allemandes. En 1945, Auden a par exemple écrit à l'épouse de James Stern : "Vous ne pouvez pas imaginer ce à quoi une ville comme Nuremberg, détruite à 90%, ressemble, sauf si vous le voyez avec vos propres yeux. Le travail est intéressant mais je suis souvent au bord des larmes"⁵⁸. Stern a également fait preuve d'une certaine empathie quand il a observé que les interviewés parlaient des bombardements "comme, peut-être, les survivants de Hiroshima ont parlé de leur

⁵⁵ Carol Cohn, "Sex and Death in the Rational World of Defense Intellectuals", *Signs*, 12-4, 1987, p. 687-718, p. 705.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 704

⁵⁷ On la retrouve par exemple chez Albert Camus: Albert Camus, *Lettres à un ami allemand*, Paris, Gallimard, 1972 (1948).

⁵⁸ Cornelia D. J. Pearsall, "The Poet and the Postwar City", *Poetry review*, 17-2, 1947, p. 5.

expérience personnelle moins d'un an après, comme un Cauchemard (sic) que ceux qui n'en ont pas fait l'expérience ne peuvent pas imaginer"⁵⁹.

Ma petite découverte empirique est la suivante : Auden et Stern se sont étonnés du contraste entre leur expérience d'enquêteur et le contenu des rapports du USSBS. Auden a qualifié de "jargon socio-politique"⁶⁰ le langage utilisé dans ce texte. Il a aussi formulé ce commentaire à propos de l'usage du terme "moral" dans le titre du rapport : "this Morale title still makes me squirm... it is illiterate and absurd... Morale with an 'e' at the end is psycho-sociological non-sense". En anglais, "le moral" s'écrit "morale" avec un 'e' à la fin alors que "la morale" se traduit par "moral" (sans e). On pourrait donc traduire la réflexion de Auden de la manière suivante : "ce terme 'moral' me torture... il est analphabète et absurde... Parler de moral au masculin est un non-sens psycho-sociologique"⁶¹. En d'autres termes, Auden proposait d'abandonner le cadrage imposé par les rapport du USSBS et d'entendre l'interpellation éthique produite par le visage - au sens lévinassien du terme - des bombardés⁶². Prenant le contrepied de ce sociolecte, il a écrit en 1947 un poème intitulé "Memorial for the city" qui offre une autre image de l'effet des bombardements sur la ville de Nuremberg.

Compte tenu de ce qui précède, je fais l'hypothèse que le mode de production des données et la langue des rapports a joué un rôle dans les conclusions opposées des uns et des autres. Plus précisément, je suppose que les rapports du USSBS, lesquels furent en partie produits et écrits par le très positiviste Rensis Lickert⁶³, ont donné un sens "stratégique" aux bombardements en évacuant la voix, au sens bakhtinien du terme, des personnes bombardées.

⁵⁹ James Stern, *The hidden damage*, Chelsea Press London, 1990 (1947), p. 94.

⁶⁰ Cité dans : Stephen Brockmann, *Nuremberg goes global*, Carmen House, 2006, p. 222.

⁶¹ Cité dans : *ibid.*

⁶² Emmanuel Levinas, *L'éthique et l'infini*, Paris, Le livre de poche, 1984.

⁶³ Le psycho-sociologue Rensis Lickert (1903-1981) a participé à la fondation en 1949 du célèbre *Institute for Social Research* de l'Université de Michigan, un des temples du béhaviorisme états-unien. Il a dirigé cet institut pendant des années.

Je doute que ce projet valide absolument cette hypothèse. En effet, seuls les scientifiques imaginés par Carl Popper ont (parfois) le bonheur de se dire que leur théorie a totalement résisté à l'épreuve des faits. Les autres reformulent leurs idées dans des allers et retours entre théorisations et observations. En ce sens, une hypothèse comme celle-ci, formulée après quelques mois d'enquête, n'a guère d'intérêt scientifique ; elle sera probablement morte dans quelques mois. Cependant, il me semble intéressant de la photographier en l'état car elle subsume de nombreux éléments de mon parcours : une intention critique, un terrain allemand, un intérêt pour l'épistémologie positiviste et une focale sur ces mots de la guerre qui dialoguent de manière si sélective avec les acteurs et les victimes de la violence.

B. CURRICULM VITAE

Données personnelles

- Né à Décines-Charpieu le 9 avril 1978
- Résidant au 27 rue Jean Descas, apt. B13, 33 800 Bordeaux
- Tel : 00 33 6 50 71 16 94

Coordonnées professionnelles

- Centre Emile Durkheim de Sciences Po Bordeaux, 11 Allée Ausone, 33 607 Pessac
- Bureau B.139
- Tel : 00 33 5 56 84 41 70
- m.delori@sciencespobordeaux.fr
- Site web : <http://www.MathiasDelori.com>

Affiliations au 1er janvier 2020

- Principale : chargé de recherche CNRS au Centre Emile Durkheim de Bordeaux (UMR 5116)
- Secondaires : CERI (UMR 7050) de Sciences Po Paris (chercheur associé depuis 2016) ; REPI de l'Université Libre de Bruxelles (collaborateur scientifique depuis 2015) ; *Colorado University* Boulder (professeur invité, semestre d'été 2020).

Parcours professionnel

- Depuis 2019, préparation d'une Habilitation à diriger des recherches sous la direction de Nicolas Mariot, Université Paris 1 (soutenance prévue en juin 2020).
- Depuis le 1er octobre 2011 : Chargé de recherche au Centre Émile Durkheim, Sciences Po Bordeaux, France (promu CR 1 en 2015)
- 2010-2011 : Max Weber *Visiting Fellow* à l'Institut Universitaire Européen (IUE) de Florence ; chargé de cours à la Faculté de Droit et de Science Politique de l'Université Lyon II et à l'IEP de Grenoble
- 2009-2010 : Post-doctorant (bourse du CERIU) et chargé de cours à l'Université de Montréal
- 2008-2009 : Max Weber *Fellow* à l'IUE de Florence

- 2002-2008 : Thèse de doctorat de science politique (IEP de Grenoble / PACTE, UMR 5194). Thèse financée par une allocation du ministère de la recherche (2002-2005) puis par un emploi d'ATER à l'IEP de Grenoble (2005-2007)

Titres universitaires

- 2010-2011 : Admis au concours chercheur du CNRS, section 40 (classé 7ème)
- 2009 : Qualification du Conseil National des Universités (CNU) aux fonctions de maître de conférence en section 04 (Science politique) et en section 22 (Histoire et civilisations)
- 2002-2008 : Thèse de doctorat intitulée *De la réconciliation franco-allemande à la 'guerre des dieux'. Analyse cognitive et discursive d'une politique publique volontariste d'éducation à la cause de la paix : l'Office franco-allemand pour la jeunesse* (IEP de Grenoble, 792p). Thèse soutenue le 23 juin 2008 devant un jury composé de Pierre Muller, Christine Musselin, Henry Rouso, Guy Saez et Yves Surel (directeur). Mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité.
- 2001-2002 : DEA de l'IEP de Grenoble (classé 2ème)
- 1997-2001 : Diplôme de l'IEP de Grenoble (mention Assez bien, mention "Études à l'Étranger" pour l'année Erasmus à la *Rheinische Friedrich-Wilhelms Universität* de Bonn
- 1996-1997 : Lettres supérieures, Lycée Champollion (admis en Première supérieure)
- 1996 : Baccalauréat scientifique (mention Très bien)

Prix ou bourses sur critères universitaires

- *Short term visiting scholar fellowship* de la *Colorado University* Boulder, semestres d'été 2018, 2019 et 2020
- Bourse postdoctorale du Centre d'Étude des Relations Internationales de l'Université de Montréal, Canada (CERIUM, 2009-2010)
- Bourse postdoctorale "Max Weber" de l'IUE de Florence, Italie (2008-2009)
- Allocation de recherche du ministère de l'enseignement et de la recherche, France (2002-2005)
- Prix "Jeunes chercheurs" de l'Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire, France, 2005
- Bourse "In-doc" de l'Université Pierre Mendès France, séjour de recherche au *Deutsch-Französische Institut* de Ludwisbourg, Allemagne (août-novembre 2004)
- Bourse du Centre Marc Bloch (CMB), séjour de recherche à Berlin, Allemagne (mai-juillet 2003)
- Bourse de la région Rhône-Alpes, séjour ERASMUS à la *Rheinische Friedrich Wilhelms Universität* de Bonn, Allemagne (2000-2001)

- Bourse du DEA sur critères universitaires de l'IEP de Grenoble, France (2001-2002)

Langues

- Français (langue maternelle)
- Anglais (courant)
- Castillan (courant)
- Allemand (avancé)
- Italien (notions)
- Catalan (notions)

Logiciels utilisés

- Word, Excel
- Endnote
- NVivo
- SPSS

C. ACTIVITES DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT

PUBLICATIONS

1/ Monographies

- 1.3/ *Pompiers ou pyromanes ? Critique de la guerre contre le terrorisme*, Presses de Science Po, manuscrit en cours d'évaluation, 126p.
- 1.2/ *La réconciliation franco-allemande par la jeunesse (1871-2014). La généalogie, l'événement, l'histoire*, Peter Lang, 2016, 291p.
- 1.1/ *De la réconciliation franco-allemande à la 'guerre des dieux'. Analyse cognitive et discursive d'une politique publique volontariste d'éducation à la cause de la paix : l'Office franco-allemand pour la jeunesse*, Thèse de doctorat de l'IEP de Grenoble, Presses de l'ANRT, 2010, 792p.

2/ Direction d'ouvrages collectifs ou de numéros spéciaux

- 2.5/ "The faces of enmity in current Western Wars", *Critical Military Studies*, vol 5-4, 2019 (avec Vron Ware)
- 2.4/ "Études critiques de sécurité", *Études Internationales*, XLVI, 2-3, 2015 (avec Gilles Bertrand)
- 2.3/ *Terrorisme, émotions et relations internationales. Essai d'actualité*, sous la direction de Gilles Bertrand et Mathias Delori, Myriapode, 2015, 81p
- 2.2/ *Le choix rationnel en sciences politiques. Débats critiques*, sous la direction de Delphine Deschaux-Beaumes, Mathias Delori et Sabine Saurugger, Presses Universitaires de Rennes, 2009, 360p.
- 2.1/ "Réconciliation franco-allemande : les oublis de la mémoire", *Les Cahiers d'Histoire*, Revue d'Histoire critique, n°100, 2007

3/ Articles de recherche dans des revues à comité de lecture

- 3.17/ "Que faire des interventions militaires dans le champ académique ? Réflexions sur la nécessaire distinction entre expertise et savoir scientifique", *20 & 21. Revue d'histoire*, 1/145, 2020, p. 135-150. (avec Thibaud Boncourt, Marielle Debos, Christophe Wasinski et Benoît Pelopidas)
- 3.16/ "Humanitarian violence. How French airmen kill or let die in order to make live", *Critical Military Studies*, 5/4, 2019, p. 322-340.

- 3.15/ "The faces of enmity in international relations. An introduction", *Critical Military Studies*, 5-4, 2019, p. 299-303. (avec Vron Ware)
- 3.14/ "Brüssel bombardieren! Einige Widersprüche im Krieg gegen den Terrorismus". *Berliner Debatte Initial*, 27-1, 2017, 94-99.
- 3.13/ "Introduction" (numéro spécial sur les études critiques de sécurité), *Études Internationales*, XLVI, 2-3, 2015
- 3.12/ "Killing without hatred : the politics of (non)-recognition in contemporary Western wars", *Global Discourse*, vol 4-4, 2014, 516-531
- 3.11/ "Was ist aus den „Rittern der Lüfte" geworden ? Asymmetrische Kriege und das Ethos des Militärs". *Berliner Debatte Initial*, n° 25 (2), 2014, pp 90-103
- 3.10/ "L'Office franco-allemand pour la jeunesse : une politique d'éducation tournée vers l'avenir", *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 204, avril-juin 2013, pp 18-30
- 3.9/ "How (not) to Teach History", *Ukraina Moderna*, 19, December 2012, 89-103
- 3.8/ "Le poids de la mémoire sur la politique étrangère", *Politique Européenne*, 34, 2011, pp 231-241
- 3.7/ "Les pères fondateurs de l'OFAJ croyaient-ils en leurs mythes ?", *Allemagne d'aujourd'hui*, n°187, 2009, pp 47-61
- 3.6/ "La symbolique franco-allemande en panne d'idées ? Pour un retour critique sur le grand récit de la réconciliation. Introduction", *Les Cahiers d'Histoire, Revue d'Histoire critique*, n°100, 2007, pp 11-21
- 3.5/ "Entretien avec Sonia Combe", *Les Cahiers d'Histoire, Revue d'Histoire critique*, n°100, 2007, pp 37-49
- 3.4/ "La mémoire de l'exil et de la résistance antifasciste comme ciment d'une identité supranationale", *Les Cahiers d'Histoire, Revue d'Histoire critique*, n°100, 2007, pp 99-117
- 3.3/ "La genèse de la coopération franco-allemande au début des années 1960. L'apport de l'analyse des politiques publiques", *Revue Française de Science Politique*, n°3, 2006, pp 409-428
- 3.2/ "L'Office franco-allemand pour la jeunesse. Une réflexion sur la question du poids des idées sur l'action publique", *Politique européenne*, n°14, automne 2004, pp 193-201
- 3.1/ "La pédagogie interculturelle entre travail de réconciliation et travail de mémoire", *Allemagne d'aujourd'hui*, n°162, octobre-décembre 2002, pp 205-221

4/ Chapitres d'ouvrages

- 4.18/ "The politics of emotions in contemporary wars", in : S. C. Roach (eds), *Handbook of critical international relations*, Cheltenham, UK ; Northampton, MA, USA, Edgar Elgar Publishing, 2020, p. 305-323

- 4.17/ "Colonisation / Néocolonisation", in : P. Bonditti and A. MacLeod (eds), *Relations internationales. Théories et concepts*, Outremont (Québec), Athena Editions, 2019, p. 63-66
- 4.16/ "Subalternité, études de", in : P. Bonditti and A. MacLeod (eds), *Relations internationales. Théories et concepts*, Outremont (Québec), Athena Editions, 2019, p. 550-555
- 4.15/ "Guerres humanitaires", in : P. Bonditti and A. MacLeod (eds), *Relations internationales. Théories et concepts*, Outremont (Québec), Athena Editions, 2019, p. 262-265 (avec Julien Pomarède)
- 4.14/ "Controverse entre Laure Bardès et Mathias Delori. Conflits armés et terrorisme : quelle place pour les militaires ?", in : P. d. S. Po (Ed.), *L'Enjeu mondial. Guerres et conflits armés au XXIe siècle*. Paris : Presses de Sciences Po, 2018. (avec Laure Bardès)
- 4.13/ "A Plea for a Discursive Approach to Emotions : The Example of the French Airmen's Relation to Violence", In : M. Clément & E. Sangar (éds.). *Researching Emotions in International Relations : Methodological Perspectives on the Emotional Turn*. Houndmills, Palgrave Macmillan 2018, pp 129-149
- 4.12/ "Amity Symbolism as a Resource for Conflict Resolution. The Case of Franco-German Relations", in : *Reconciling with the Past. Resources and Obstacles in a Global Perspective*, sous la direction de Annika Frieberg et C. K. Martin Chung, Routledge, 2017, pp 29-53
- 4.11/ "Les réactions émotionnelles aux attentats de janvier 2015 du point de vue des sciences sociales", in : *Terrorisme, émotions et relations internationales. Essai d'actualité*, sous la direction de Gilles Bertrand et Mathias Delori, Bordeaux : Myriapode, 2015, pp 42-76
- 4.10/ "Conclusion" (avec Gilles Bertrand), in : *Terrorisme, émotions et relations internationales. Essai d'actualité*, sous la direction de Gilles Bertrand et Mathias Delori, Bordeaux : Myriapode, 2015, pp 77-81
- 4.9/ "Introduction" (avec Gilles Bertrand), in : *Terrorisme, émotions et relations internationales. Essai d'actualité*, sous la direction de Gilles Bertrand et Mathias Delori, Bordeaux : Myriapode, 2015, pp 9-11
- 4.8/ "Réconciliation", In : *Dictionnaire des relations franco-allemandes*, sous la dir. d'Astrid Kufer, Isabelle Guinaudeau et Christophe Premat, Bordeaux : Presses Universitaires de Bordeaux, 2015 (réédition, pp 201-204)
- 4.7/ "Office franco-allemand pour la jeunesse", In : *Dictionnaire des relations franco-allemandes*, sous la dir. d'Astrid Kufer, Isabelle Guinaudeau et Christophe Premat, Bordeaux : Presses Universitaires de Bordeaux, 2015 (réédition), pp 168-171
- 4.6/ "Relations internationales", in : *Genre et science politique*, sous la dir. De Catherine Achin et Laure Bereni, Paris : Presses de Science Po, 2013, pp 444-455
- 4.5/ "Néo-institutionnalisme du choix rationnel", in : *Dictionnaire des politiques publiques*, sous la dir. de Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot et Pauline Ravinet, Paris : Presses de Science Po, 2010, pp. 359-366

- 4.4/ "Aussöhnung", In : *Handwörterbuch der deutsch-französischen Beziehungen*, sous la dir. d'Astrid Kufer, Isabelle Guinaudeau et Christophe Premat, Berlin : NOMOS, 2009, pp 30-32
- 4.3/ "Deutsch-französisches Jugendwerk", In : *Handwörterbuch der deutsch-französischen Beziehungen*, sous la dir. d'Astrid Kufer, Isabelle Guinaudeau et Christophe Premat, Berlin : NOMOS, 2009, pp 46-49
- 4.2/ Mathias Delori et Sabine Saurugger, "Pour un plus grand pluralisme théorique et méthodologique en science politique", in M. Delori, D. Deschaux-Beaumes et S. Saurugger (eds), *Le choix rationnel en science politique. Débats critiques*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 9-36
- 4.1/ "Coopération binationale, changement d'arène et grands récits", In : *Action publique et changements d'échelles : les nouvelles focales du politique*, sous la dir. d'Alain Faure, Jean-Philippe Leresche, Pierre Muller et Stéphane Nahrath, Paris, L'Harmattan, 2004, pp 135-146

5/ Lectures critiques

- 5.5/ "Sur quelques effets des politiques de mémoire. À propos de Sarah Gensburger, Sandrine Lefranc, À quoi servent les politiques de la mémoire ?", *Revue Française de Science Politique*, 68/4, 2018, pp 720-724
- 5.4/ "National Identities and International Relations, de Richard N. Lebow", *Revue Française de Science Politique*, 68/2, 2018, pp 389-393
- 5.3/ "Le sacrifice politique de soi. A propos de Karin Marie Fierke, Political Self Sacrifice. Agency, Body and Emotion in International Relations", *Revue Française de Science Politique*, 64-2, avril 2014, pp 303-307
- 5.2/ "Thomas Hörber, The Foundations of Europe. European Integration Ideas in France, Germany and Britain in the 1950's", *Politique Européenne*, 26, 2008, pp 225-230
- 5.1/ "The Politics of Europeanization. Lecture critique", *Politique européenne*, n°14, automne 2004, pp 207-213

6/ Vulgarisation

- 6.16/ "Nous sommes en guerre ou pas ?", dans P. Boursier and W. F. C. Pelletier (eds), *Manuel indocile de sciences sociales*, Paris, *La Découverte*, 2019, p. 554-564
- 6.15/ "Pour des études indépendantes sur la guerre", <https://zilsel.hypotheses.org/3052>, publié le 30 mai 2018 (avec 7 autres co-auteurs)
- 6.14/ "Love from Daech. A propos du lien bombardements/attentats", billet de blog Mediapart, 6 juin 2017
- 6.13/ "Événement du Louvre : une attaque terroriste, vraiment ?", billet de blog Mediapart, 4 février 2017

- 6.12/ "Guerre en Libye. Un rapport lucide sur des décideurs qui le sont moins", billet de blog Mediapart, 28 septembre 2016 (avec C. Wasinski)
- 6.11/ "Le Monde. Journal en guerre", billet de blog Mediapart, 27 juillet 2016
- 6.10/ "Charlie : Humanist and Warmonger", *European University Institute of Florence, Max Weber Programme Newsletter*, Summer issue 2015, feature articles
- 6.9/ "Bombarder Bruxelles ? Ou quelques contradictions de la guerre contre le terrorisme...", billet de blog Mediapart, 18 novembre 2015
- 6.8/ "Franco-German symbolism", *Academic Foresights*, n°14 – July-december 2015
- 6.7/ "Pour prolonger la réflexion", billet de blog Mediapart, 14 janvier 2015
- 6.5/ "Ces morts que nous n'allons pas pleurer", billet de blog Mediapart, 8 janvier 2015
- 6.4/ "L'Union franco-allemande par la jeunesse. Enquête sur la signification d'un mythe politique". *Notes de la Fondation Jean Jaurès*, note n°152, 21 janvier 2013, pp 1-11
- 6.3/ "L'Office franco-allemand pour la jeunesse : de la réconciliation à l'interculturel", *Französisch Heute*, 43-4, 2012, 171-178
- 6.2/ "From an Old Foe to a New Friend ? Analyzing the Shift in France's Security Policy Towards Germany after WWII from a Pragmatist Perspective", *EUI Max Weber Working Paper*, 2009
- 6.1/ "Les Allemands dans la Résistance en France. Histoire d'une mémoire inaudible.", in : *Le Mensuel de l'Université*, avril 2008

7/ Mémoires ou études

- 7.3/ Mémoire de DEA (Diplôme d'Etudes Approfondies de l'IEP de Grenoble) : *L'OFAJ et la mémoire des relations franco-allemandes. La remise en cause tardive du paradigme anhistorique de la réconciliation* (sous la direction de Valérie Rosoux), 327p
- 7.2/ Mémoire de l'IEP de Grenoble : *La coopération culturelle franco-allemande : comment penser la coopération culturelle au-delà de la réconciliation ?* (sous la direction de Sylvie Lemasson), 224p
- 7.1/ Etude : *Le bonheur des européens. Analyse à partir des données de l'enquête Valeurs*, Ecole thématique 2004 du CIDSP (sous la direction de Pierre Bréchon), 42p

COMMUNICATIONS DANS DES CONFERENCES INTERNATIONALES

- "The Memory of the Colonial Wars in the French and British Military Organizations", *EISA conference* (European International Studies Association), Prague, 12-15 September 2018

- "Critical Military Studies", co-section chair, *EISA conference*, Barcelona, 13-16 September 2017
- "Professional attitudes and colonial heritages in the French armies" (avec C. Olsson), *International Conference "From Colonial War to the War on Terror ?"*, Centre Marc Bloch, 7-8 December 2017, Berlin, Germany
- "The French "German studies" during the Cold War. War Propaganda or genuine attempt to study the neighbour country ?", *IPSA conference*, 23-28 juillet 2016 (conférence annulée, je n'ai pas encore représenté ce papier)
- "Do modern technologies of war really generate PTSD ?", *EISA conference*, Izmir, 7-10 September 2016 (conférence annulée, je n'ai pas encore représenté ce papier)
- "How soldiers make sense of the act of killing ?", *9th EISA Conference*, Giardini Naxos (Italy), 23-26 septembre 2015
- "Making Live and Letting Die. The Biopolitical Logic of Western Humanitarian Wars", *9th EISA Conference*, Giardini Naxos (Italy), 23-26 septembre 2015
- "Studying International Politics as a Novel", *9th EISA Conference*, Giardini Naxos (Italy), 23-26 septembre 2015
- "The Image of the Other as a Mirror Image of the Self. The Representation of Islamic Terrorists in the French Air Force", *ECPR General Conference*, Montreal, 26-29 août 2015
- "La mise en sens de la violence armée occidentale", *"Penser la mémoire en France et en Allemagne : quel dialogue entre histoire et sociologie ?"*, conférence organisée par l'ISP (Paris) et le CMB (Berlin), Berlin, 28-29 mai 2015
- "Killing without Hatred ? the Social Construction of the Consent to Kill in Modern Warfare", *International Sociology Association World Congress*, Yokohama university, 13-19 juillet 2014
- "The Franco-German Reconciliation Revisited", *Global Lecture Series of the University of Sogang*, Seoul, 28 mai 2014
- "The Franco-German Elysée Treaty of 1963. Genesis and Meaning of a Utopian Reconciliation Policy", *International Conference on Political Reconciliation in Comparative Perspective*, Hong Kong Baptist University, 5 au 6 juin 2014
- "Languages of Reification. The Libyan Case", *International Studies Association Annual Convention*, San Francisco, 3 au 6 avril 2013
- "Policy Narratives and Interest Aggregation", *6th ECPR General Conference*, Reykjavik, 25-27 août 2011
- "How Foreign Policy Actors Learn From History. A Constructivist Approach Based on the Notion of Memory", *Max Weber Programme Lustrum Conference*, 8-10 juin 2011
- "A Narrative Policy Analysis of the Franco-German Reconciliation", *Fourth International Conference in Interpretive Policy Analysis*, Université de Kassel, Allemagne, 24 juin 2009
- "Falsification Falsified. A Swansong for Lord Popper", (avec F. Vandenbergue), *Max Weber Programme Conference "On Objective knowledge in the Social Sciences and*

Humanities. Karl Popper and Beyond", Institut Universitaire Européen de Florence, 13 mars 2009

- "Ideas, Persuasion and Foreign Policy Analysis. The Creation of the Franco-German Youth Office", *ECPR Joint Sessions*, Grenade, Espagne, 14-19 avril 2005

ORGANISATION DE CONFERENCES OU ATELIERS

Conférences ou écoles d'été

- Co-responsable de la section "Critical Military Studies" (10 panels), *EISA conference*, Barcelone, 12-16 septembre 2017
- Organisateur principal d'une conférence internationale sur "Do people hate their enemies ?", CERI, Paris, 15 intervenants, 18-19 mai 2017
- Organisateur principal d'une conférence internationale sur "The faces of enmity in contemporary Western wars", Centre Emile Durkheim, Bordeaux, 20 intervenants, 5-6 avril 2016
- Co-organisateur entre 2012 et 2014, avec G. Bertrand, du séminaire de l'axe "International" du Centre Emile Durkheim (six intervenants extérieurs chaque année)
- Membre du comité d'organisation de l'Ecole d'Eté du Centre Emile Durkheim "La comparaison pourquoi faire ?", Biarritz, 10 au 14 juin 2013
- Membre du comité d'organisation de la Max Weber Program Conference "On Objective knowledge in the Social Sciences and Humanities. Karl Popper and Beyond", European University Institute, Florence, 13 mars 2009
- Responsable, avec Sabine Saurugger, d'un programme de formation recherche pour étudiants en Master CIERA-IEP Grenoble. Ce programme, d'une durée d'un an (2005-2006) comprenait 3 journées d'études et 2 séminaires. Il associait des étudiants de Grenoble, Constance et Berlin

Panels ou journées d'étude

- "The new faces of enmity in International Relations", *EISA conference*, Izmir, 7-10 September 2016 (conférence annulée, le panel a été réintégré dans la conférence organisée au CERI en mai 2017)
- "The Representations of the Enemy in Contemporary Western Wars", *ECPR General Conference*, Université de Montréal, 26-29 août 2015, panel co-animé avec Christophe Wasinski
- "The Weight of History on International Relations", *ECPR General Conference*, Sciences Po Bordeaux 4-7 Septembre 2013, panel co-animé avec Gilles Bertrand et Ulrich Krotz

- "Les émotions en relations internationales", journée d'étude de l'axe "International" du Centre Emile Durkheim, 28 mars 2013, co-organisée avec Evelyne Ritaine
- "Revisiting Language Based Approaches to Policy Analysis", ECPR General Conference, Reykjavik, 25-27 août 2011, panel co-animé avec A. Durnova
- "An Author Meets Critics : Marc Bevir's Democratic Governance, Princeton, Princeton University Press, 2010, 5th Interpretive Policy Analysis Conference, Grenoble, 23-25 juin 2010, directeur de panel

Groupes de recherche

- "Les représentations de l'ennemi dans les guerres occidentales modernes", projet de recherche PEPS financé par le CNRS et l'IDEX de l'université de Bordeaux, animateur du groupe, 2014-2015 (séminaire trimestriel et deux conférences)
- "Observatoire Collaboratif du Terrorisme, de l'Anti-terrorisme et des Violences" (OCTAV) : co-animateur du réseau depuis 2017 (séminaire bimensuel)

RESEAUX

- *Colorado University Boulder* : professeur invité, semestres d'été 2018, 2019 et 2020
- Presses Universitaires de Bordeaux : membre du comité de rédaction depuis octobre 2019
- Centre de Recherches Internationales (CERI), Sciences Po Paris : chercheur associé depuis octobre 2016
- Revue "Cultures et Conflits": membre du comité de rédaction depuis janvier 2016
- Recherche et Enseignement en Politique Internationale (REPI), Université Libre de Bruxelles : collaborateur scientifique depuis octobre 2015
- Centre Interdisciplinaire d'Études et de Recherches sur l'Allemagne (CIERA) : coordination en 2006-2007, avec Sabine Saurugger, d'un programme de formation recherche financé par le CIERA
- *Humboldt Universität* de Berlin : chargé de cours au *Institut für Sozialwissenschaften* dans le cadre du programme Max Weber de l'IUE de Florence (2008-2009)
- Institut d'Études Politiques de Grenoble : représentant des doctorants à l'école doctorale et à la Commission scientifique de l'IEP (2005-2006) ; représentant des doctorants au laboratoire PACTE (ex CERAT, 2005-2006) ; ATER puis chargé de cours (2005-2007 et 2010-2011)
- Institut Universitaire Européen de Florence : ancien Max Weber *Fellow* (2008-2009) ; *visiting fellow* (2010-2011) ; *alumnus* depuis 2011
- Université Lyon II : chargé de cours à la faculté de droit et de sciences politiques (2010-2011)

- Université de Montréal : *alumnus* du Centre d'Excellence sur l'Union Européenne et du Centre Canadien d'Études Allemandes et Européennes ; chargé de cours au département de science politique (2009-2010)
- Université de Stuttgart : chargé de cours dans le cadre du programme FIFA, IEP de Bordeaux/université de Stuttgart (2012,2014, 2018)
- Université McGill : chercheur associé au *Center for International Peace and Security Studies* (CEPSI) en 2009-2010
- *University of California* de Berkeley : deux séjour de recherche en 2012 en collaboration avec J. Butler
- *European International Studies Association* : co-animateur avec Julia Welland de la section *Critical Military Studies* de la 11ème conférence pan européenne de la EISA, Barcelone, 2017 (10 panels)

RESPONSABILITES ADMINISTRATIVES

- Elu au Conseil d'Administration de Sciences Po Bordeaux depuis octobre 2019
- "Correspondant formation" du CNRS au Centre Emile Durkheim entre 2011 et 2015
- Co-animation de l'axe "Sociologies de l'international" du Centre Émile Durkheim depuis janvier 2015

ENSEIGNEMENTS

Cours magistraux

- "Current Affairs in International Relations", Bachelor, Colorado University Boulder, 39 heures, depuis 2017
- "Introduction aux relations internationales", Bachelor, 3ème année, Université Libre de Bruxelles, 25 heures, 2017-2018
- "Critical Theories of International Relations", Master 1. Sciences Po Bordeaux, Master Politique internationale, 18 heures, depuis septembre 2012
- "The Politics of European Security", Master 2. Sciences Po Bordeaux, Master Politique internationale, 18 heures, depuis septembre 2012
- "Administration publique comparée", Licence 3, Université de Montréal, Canada, 39 heures, 2009-2010
- "Méthodes de la recherche en politique", Licence 1, Université de Montréal, Canada, 39 heures, 2009-2010

- "Franco-German Symbolism", Cours public, Université Humboldt de Berlin, Allemagne, 3 heures, 2008-2009
- "France and NATO", Master 2, Université de Bologne, Italie, 3 heures, 2008-2009
- "Sociology of collective memory", Licence 1, Université Humboldt de Berlin, Allemagne, 6 heures, 2008-2009

Conférences de méthodes, travaux dirigés ou séminaires

- "Séminaire de Méthodes des Sciences Sociales", Master 1, IEP de Bordeaux, 18 heures, depuis septembre 2013
- "Séminaire sur les relations franco-allemandes depuis 1945", Master 1, université de Stuttgart, programme FIFA Sciences Po Bordeaux / université de Stuttgart, 12 heures, depuis 2012
- "Conférence de méthode d'analyse des politiques publiques", Licence 3, IEP de Grenoble, France, 36 heures, 2010-2011
- "Conférence de méthode de droit constitutionnel", Licence 1, IEP de Grenoble, France, 36 heures, 2010-2011
- "Travaux Dirigés de politiques publiques", Master 1, Faculté de droit et de science politique de Lyon II, France, 21 heures, 2010-2011
- "Conférence de méthode de science politique", Licence 2, IEP de Grenoble, France, 36 heures, 2005-2007
- "Conférence de méthode de méthodes des sciences sociales", Licence 2, IEP de Grenoble, France, 36 heures, 2005-2007
- "Séminaire sur les politiques européennes de jeunesse", Agents de la fonction publique territoriale, CNFPT de Toulouse, France, 12 heures, 2004-2005

Autres activités pédagogiques

- Animation de l'atelier doctoral "L'écriture en sciences sociales", Centre Emile Durkheim, une séance par mois, 2011-2012
- Encadrement de mémoires de Master (environ 5 chaque année)
- Participation à des jurys de thèse : thèse soutenue par M. Arihir en 2014 (E.D. 41, université de Bordeaux, président du jury)

D. PUBLICATIONS ANNEXEES

Toutes mes publications sont téléchargeables sur mon site internet (www.MathiasDelori.com). J'ai sélectionné ici celles qui me semblent les plus représentatives de mes recherches. Je les ai classées par thèmes : les relations franco-allemandes, les théories des sciences sociales et les guerres contemporaines.

Deux textes illustrent les travaux que j'ai réalisés depuis la thèse sur les relations franco-allemandes. Le premier est l'introduction de mon livre publié en 2016 chez Peter Lang. Le livre comprend deux parties remaniées de ma thèse et une partie originale. Le second porte sur le symbolisme de la réconciliation.

- "Introduction", in : Mathias Delori, La réconciliation franco-allemande par la jeunesse (1871-2014). La généalogie, l'événement, l'histoire, Peter Lang, 2016, 291p.
- "Amity Symbolism as a Resource for Conflict Resolution. The Case of Franco-German Relations", in : Annika Frieberg et C. K. Martin Chung (eds), Reconciling with the Past. Resources and Obstacles in a Global Perspective, Routledge, 2017, pp 29-53

Annexe 1/ Introduction, *La réconciliation franco-allemande par la jeunesse* (Peter Lang 2016)

Au cours du XX^e siècle, les gouvernements européens rivalisèrent d'énergie et d'ingéniosité pour motiver les jeunes à faire la guerre. Cette politique prit une forme exacerbée pendant la Première guerre mondiale. À cette époque, l'école, l'armée et toutes les instances étatiques de socialisation se mirent en branle pour réaliser ce que Stéphane Audouin-Rouzeau a appelé la "guerre des enfants", à savoir une entreprise sans précédent de propagande nationaliste et militariste tournée vers la jeunesse⁶⁴. Cette politique éducative produisit le résultat que l'on sait : de 1914 à 1918, les jeunes Français et Allemands se massacrèrent au rythme de 1000 personnes par jour.

Si l'éducation des jeunes à la cause de la guerre connut une grande fortune, plus rares furent les initiatives visant à leur inculquer les valeurs de paix ou de réconciliation. En effet, les politiques d'éducation sont restées – comme leur nom l'indique dans de nombreux pays – "nationales"⁶⁵. Par ailleurs, les initiatives supranationales – comme celles de la Commission européenne - semblent marginales et ne concernent, de surcroît, que les étudiants.

Il existe néanmoins quelques exceptions dans ce paysage, des hésitations de l'histoire, des moments au cours desquels le projet de socialiser la nouvelle génération à la compréhension internationale fut mis à l'ordre du jour, voire mis en œuvre pendant quelques années. Cet ouvrage s'intéresse à un de ces épisodes, aujourd'hui largement oublié : le lancement, lors du traité de l'Élysée de 1963, d'une politique publique visant à faire se rencontrer un maximum de jeunes Français et Allemands.

⁶⁴ Audouin-Rouzeau, S., 2004, *La guerre des enfants : 1914-1918*, Paris, A. Colin.

⁶⁵ Même s'il est vrai que leur contenu a bien changé au cours du XX^e siècle. Voir : Emmanuel Droit, "Entre histoire croisée et histoire dénationalisée. Le manuel franco-allemand d'histoire", *Pédagogies de l'histoire*, 114, 2007, p. 151-162.

Réaliser la "plus grande migration de peuple de l'histoire"

L'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) – l'administration en charge de cette politique – existe encore aujourd'hui. La politique qu'il met en œuvre n'a toutefois pas grand-chose à voir avec celle des premières années. De nos jours, l'OFAJ répond aux demandes sociales en matière de mobilité des jeunes dans l'espace franco-allemand. Il s'apparente à une sorte de programme Erasmus franco-allemand, à ceci près qu'il s'adresse à tous les groupes de jeunes (pas seulement aux étudiants). En d'autres termes, il ne poursuit pas d'objectif extraordinaire. Il dispose d'ailleurs, en monnaie constante, d'environ trois fois moins de ressources que l'Office franco-allemand pour la jeunesse des premières années.

En 1963, en revanche, cette politique prit un caractère à la fois massif et ambitieux. Pendant dix ans (de 1963 à 1973), l'OFAJ essaya de faire se rencontrer un maximum de jeunes. L'objectif affiché était simple : toucher toute la nouvelle génération de Français et d'Allemands⁶⁶. Quand ils comprirent que le volume des échanges ne dépasserait pas les 300 000 participants chaque année, les responsables de cette action publique se tournèrent vers un objectif à peine moins ambitieux : "réaliser la plus grande migration de peuples jamais organisée en temps de paix par des moyens et avec des intentions pacifiques"⁶⁷.

Cet ouvrage s'interroge sur l'origine et le sens de cette politique de réconciliation par les rencontres de jeunes. Nous nous demanderons pourquoi cette action publique vit le jour à cette époque – en 1963 – et à cette échelle – franco-allemande – alors que la construction européenne était déjà bien engagée. Nous nous interrogerons également sur son efficacité du point de vue des objectifs affichés : déconstruire les préjugés des jeunes Français et Allemands, susciter un intérêt mutuel, contribuer au rapprochement entre les deux pays...

⁶⁶ François Altmayer, "L'Office franco-allemand pour la jeunesse", *L'Europe en formation*, numéro de mars, 1968.

⁶⁷ Ce mot de Joseph Rován a commencé à circuler dès la création de l'Office. Voir : Joseph Rován, 1972, art. cit., p. 701.

Enfin, nous nous demanderons pourquoi cette idée relativement simple – promouvoir la paix en multipliant les contacts entre les êtres humains – n’a pas été reproduite ailleurs⁶⁸.

Une politique (dés)enchantée

Plusieurs auteurs se sont intéressés, directement ou indirectement, à cette action publique. Ces spécialistes viennent de divers horizons disciplinaires et théoriques. On peut schématiquement les regrouper en deux grandes familles : les études de science politique qui adoptent, pour la plupart, une posture démythologisante et celles, dominantes dans l’historiographie des relations franco-allemandes, qui appréhendent au contraire l’OFAJ comme le "fleuron"⁶⁹ de la réconciliation.

Dans la littérature de science politique, l’Office franco-allemand pour la jeunesse est souvent présenté comme un épiphénomène relevant, essentiellement, de la rhétorique politique. On retrouve par exemple cette idée dans l’étude séminale de G. Ziebura intitulée *Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945. Mythen und Realitäten*⁷⁰ ou dans les travaux plus récents de C. Buffet sur les mythes des relations franco-allemandes⁷¹. Ces auteurs opposent généralement les "mythes" aux "réalités" et voient dans les premiers des stratagèmes inventés par les élites pour légitimer des choix controversés. Selon cette littérature, les principaux auteurs du traité de l’Élysée poursuivaient des objectifs de politique étrangère définis en termes de sécurité ou de puissance et auraient mis en avant ce discours sur la "réconciliation par la jeunesse" afin de légitimer leur rapprochement stratégique.

Ce récit des origines débouche la plupart du temps sur une évaluation prudente de l’importance de cette action publique. Pascal Vennesson a par exemple collecté différentes études sur les effets des séjours à l’étranger. Il est parvenu à la conclusion qu’ils "suscitent

⁶⁸ Des organismes formellement semblables ont vu le jour : l’Office franco-québécois pour la jeunesse, l’Office germano-polonais pour la jeunesse, etc. Aucun n’a cependant mis en œuvre une politique de socialisation de toute une génération comme celle étudiée dans cet ouvrage.

⁶⁹ Corine Defrance et Ulrich Pfeil, 2007, *op. cit.*, p. 101.

⁷⁰ Gilbert Ziebura, *Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945. Mythen und Realitäten*, Pfullingen, G. Neske, 1970.

⁷¹ Cyril Buffet et Béatrice Hauser, *Haunted by History. Myths in International Relations*, Oxford, Bergham Books, 1998.

en proportion à peu près équivalente une réaffirmation du nationalisme et une allégeance plus grande envers son propre langage, sa culture et son peuple"⁷².

Cyril Buffet est parvenu à la même conclusion en ce qui concerne le volet symbolique de cette action publique. D'après lui, les discours sur la réconciliation par la jeunesse ou sur le "mythe" du couple franco-allemand constitueraient, au mieux, un symbolisme "creux"⁷³. Ils contribueraient, à la marge, à la déconstruction des préjugés réciproques mais ne pèsent guère sur la définition de la politique étrangère, notamment en ce qui concerne les questions de sécurité ou de défense :

Si le test de la confiance mutuelle et même de la volonté d'organiser une défense commune était appliqué, on se rendrait compte que la relation ne se pare que de symbolisme : alors que les éléments lourds de la concertation sur le nucléaire opérationnel et doctrinal sont conçus avec le Royaume Uni ou même avec les USA, les relations franco-allemandes dans le domaine de la défense tournent autour de parades symboliques et de la création de gentilles brigades communes qui sont inutiles du point de vue opérationnel et même amputées de leur symbolique avec la fin de la conscription en France⁷⁴.

Cette approche est parfois qualifiée de "réaliste" - au sens de la théorie réaliste des relations internationales - car elle postule que les États sont les principaux acteurs des relations internationales et que ceux-ci restent déterminés, en dernière instance, par des raisonnements en termes de sécurité ou de puissance.

Elle présente l'intérêt d'adosser ses analyses à une solide problématisation. En effet, ses auteurs utilisent des outils théoriques pour faire parler leur matériau empirique, à commencer par les récits des témoins. Comme le remarque Sandrine Lefranc, cette posture est d'autant plus importante, dans le cas des politiques de réconciliation, que celles-ci sont constamment "enchantées par les acteurs"⁷⁵.

Toutefois, cette perspective matérialiste et statocentrique a été critiquée par des historiens des relations franco-allemandes. À la suite de Henri Ménudier⁷⁶, Hans Manfred Bock,

⁷² Marie-Claude Smouts, Dario Battistella et Pascal Vennesson, *Dictionnaire des relations internationales : approches, concepts, doctrines*, Paris, Dalloz, 2006, p. 409.

⁷³ Cyril Buffet et Béatrice Hauser, 1998, *op. cit.*, p. 202.

⁷⁴ Idem p. 203.

⁷⁵ Sur l'enchantement des politiques de réconciliation par les acteurs, voir : Sandrine Lefranc, 2006, *op. cit.*, p. 8.

⁷⁶ Henry Ménudier, 1988, *op. cit.*

Corinne Defrance, Gilbert Krebs et Ulrich Pfeil se sont par exemple intéressés à la construction historique de cette action publique en se focalisant sur les "organisations privées de rapprochement et d'échanges en RFA et en France qui contribuèrent au 'changement de climat' dans les deux sociétés entre 1945 et 1963"⁷⁷. Selon cette grille de lecture, l'OFAJ serait le produit d'une histoire culturelle portée par les hommes et les femmes qui s'engagèrent après 1945 pour le rapprochement entre les deux pays⁷⁸. L'argument général est que ces animateurs du dialogue culturel franco-allemand des années 1945-1963 auraient contribué à l'évolution des mentalités "conduisant les gouvernements des deux pays à envisager la création de l'OFAJ dans le traité de l'Élysée"⁷⁹.

Ce récit des origines débouche généralement sur une évaluation positive de la politique en question. Pour H. Ménudier par exemple, l'Office franco-allemand pour la jeunesse constituerait une "contribution exemplaire à l'unité de l'Europe"⁸⁰. C. Defrance et U. Pfeil expliquent pour leur part que l'OFAJ constitue le "fleuron (...) d'un 'modèle' de réconciliation réussie entre deux anciens 'ennemis héréditaires'"⁸¹. Les partisans de cette approche mettent en avant un chiffre pour étayer leur thèse : en cinquante ans, l'Office franco-allemand pour la jeunesse a permis la rencontre de plus de sept millions de jeunes. Ils suggèrent par ailleurs que l'OFAJ aurait servi de "modèle" pour d'autres programmes de coopération culturelle, notamment au niveau européen.

Cette littérature a le mérite d'éclairer des points aveugles de l'approche réaliste. Ses partisans ont raison de souligner que les États ne sont pas les seuls acteurs des relations internationales, qu'ils ne doivent pas être appréhendés comme des blocs homogènes et que leurs intérêts ne sont pas dictés par une logique intemporelle. Par ailleurs, il est pertinent de souligner le rôle joué par les militants du rapprochement franco-allemand. Enfin, cette

⁷⁷ Hans Manfred Bock et Ulrich Pfeil, "Les acteurs culturels et la coopération franco-allemande: formes, objectifs, influences", in Corine Defrance and Ulrich Pfeil (eds), *Le traité de l'Élysée et les relations franco-allemandes. 1945-1963-2003*, Paris, CNRS Editions, 2005, p. 193-209, p. 203.

⁷⁸ Ce récit des origines est d'abord apparu sous la plume d'anciens membres du Conseil d'administration de l'OFAJ comme A. Grosser, J. Rován et H. Ménudier. Voir : Joseph Rován, "L'Office franco-allemand pour la jeunesse", *Revue d'Allemagne*, 3, 1972; Alfred Grosser, *L'Allemagne de notre temps*, Paris, Fayard, 1970; Henry Ménudier, 1988, *op. cit.*

⁷⁹ Hans Manfred Bock et Ulrich Pfeil, 2005, *op. cit.*, p. 203.

⁸⁰ Henry Ménudier, 1988, *op. cit.*

⁸¹ Corine Defrance et Ulrich Pfeil, 2007, *op. cit.*, p. 101.

littérature fournit des indications intéressantes sur les programmes concrets développés par l'Office franco-allemand pour la jeunesse⁸².

Ceci étant, cette approche présente les mêmes défauts que ce qu'Yves Deloye a appelé l'historiographie "hagiographique" de la construction européenne. À travers cette expression, cet auteur désigne cette littérature qui reprend à son compte les mythes des origines produits par les institutions européennes et insiste sur "la capacité des 'Pères fondateurs' à changer le cours de l'histoire de notre continent"⁸³. Comme le remarque Henry Rousso, la perspective est biaisée par le fait que "l'Europe y est à la fois l'objet scientifique principal de la recherche, la source de financement privilégiée et parfois le destinataire des résultats dans l'optique d'une amélioration des politiques publiques européennes"⁸⁴.

Les discours présentant l'OFAJ comme le "fleur de la réconciliation" ou comme une "contribution exemplaire à l'unité de l'Europe" participent de ce genre littéraire. Ils ne posent guère problème quand ils se présentent pour ce qu'ils sont, à savoir des discours de communication institutionnelle⁸⁵. Il importe cependant d'être conscient qu'ils sont parfois factuellement faux. C'est notamment le cas quand l'historiographie hagiographique des relations franco-allemandes attribue de faux brevets de résistance à la plupart des "pionniers" de la réconciliation. Nous croiserons par exemple plus loin l'exemple de Jean du Rivau, un ancien aumônier des Chantiers de jeunesse (1940-1944) qui resta toute sa vie fidèle à ses engagements vichystes. Sous la plume de C. Defrance et U. Pfeil, celui-ci devient

⁸² Voir par exemple : Corinne Defrance, Gilbert Krebs, Ulrich Pfeil et Hans Manfred Bock, *Les jeunes dans les relations franco-allemandes. L'Office franco-allemand pour la jeunesse (1963-2008)*, Paris, Sorbonne nouvelle (OFAJ), 2008.

⁸³ Yves Deloye, 2006, art. cit., p. 8.

⁸⁴ Henry Rousso, *Les dilemmes d'une mémoire européenne*, Paris, Editions de La Découverte, 2009, p. 203-221. Ce mélange entre les registres diplomatiques et scientifiques a pris une forme éclatante lors des commémorations du cinquantième anniversaire du traité de l'Élysée. Voir par exemple : Stefan Seidendorf, *Le modèle franco-allemand: les clés d'une paix perpétuelle ? Analyse des mécanismes de coopération (préface Erwin Teufel ; postface Alfred Grosser)*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2013; Sylvia Calmes-Brunet, *Le Traité de l'Élysée: le socle d'une coopération exemplaire 50 ans après : colloque, Rouen, 27-28 juin 2013, Hanovre 8 novembre 2013 (Préface de Laurent Fabius ; propos introductif par Alfred Grosser)*, Paris, Société de législation comparée, 2014.

⁸⁵ Voir à ce propos les remarques de Gilbert Casaus sur l'ouvrage publié par l'OFAJ à l'occasion de son quarantième anniversaire dans : Gilbert Casaus, "Le quarantième anniversaire de l'OFAJ", *Documents, revue des questions allemandes*, 3, 2003. L'ouvrage en question est : Hans Manfred Bock, *Deutsch-französische Begegnung und europäischer Bürgersinn*, Opladen, Leske, OFAJ, 2003. Il a été publié en français sous une forme remaniée : Corinne Defrance, Gilbert Krebs, Ulrich Pfeil et Hans Manfred Bock, 2008, *op. cit.*

un résistant de la première heure et un ancien "déporté à Mauthausen et à Dachau"⁸⁶. De même, nous déconstruirons plus loin le mythe selon lequel l'OFAJ aurait servi de modèle pour les politiques européennes de jeunesse. L'OFAJ a au contraire freiné le développement de ces politiques. La direction de l'Office a construit ce discours de communication à une époque où elle était critiquée à ce propos.

Bien que très différentes du point de vue théorique, les deux catégories d'études présentées ci-dessus se retrouvent sur un point : elles recherchent la nature première ou l'essence de cette action publique. Les uns mettent l'accent sur les forces froides de la *Realpolitik*, les autres sur l'idéalisme des militants (privés) du rapprochement. Dans les deux cas, il s'agit de déterminer le principe originel de cette politique de réconciliation par la jeunesse.

L'argument central développé dans ce livre est que la politique mise en place en 1963 est une action publique comme les autres. Elle n'est ni le fruit d'un calcul fondé sur des intérêts immuables, ni la conséquence de l'engagement précoce de "pionniers de la réconciliation". Elle est le fruit d'interactions entre ces deux problématisations et de nombreuses autres. Dès lors, l'analyse ne consiste pas à évaluer quelle logique immanente l'a emporté mais à retracer les options validées, celles qu'on a abandonnées au fil de cette "lutte discursive"⁸⁷, ainsi que les synthèses partielles ou "traductions"⁸⁸. Pour ce faire, nous nous appuyons sur une grille de lecture inspirée des travaux de Michel Foucault.

⁸⁶ Corine Defrance et Ulrich Pfeil, "Le traité de l'Elysée et les relations franco-allemandes", in Corine Defrance and Ulrich Pfeil (eds), *Le traité de l'Elysée et les relations franco-allemandes. 1945-1963-2003*, Paris, CNRS éditions, 2005, p. 7-41, p. 30. Les auteurs l'ont probablement confondu avec le père (jésuite) Michel Riquet, un proche de Jean du Rivau qui participa effectivement à la Résistance et fut déporté à ce titre à Mauthausen et Dachau. L'attribution de faux brevets de résistance aux personnes qui s'engagèrent après 1945 pour le rapprochement entre les deux pays date de l'immédiat après-guerre. Ils s'agissait alors d'un choix tactique pour ne pas se voir accusé de prolonger l'esprit de collaboration. Voir à ce propos : Martin Strickmann, *L'Allemagne nouvelle contre l'Allemagne éternelle. Die französische Intellektuellen und die deutsch-französische Verständigung 1944-1950.*, Frankfurt am Main, PeterLang, 2004, p. 124.

⁸⁷ Sur cette notion, voir : Franck Fischer et Herbert Gottweis, "Introduction", in Franck Fischer and Herbert Gottweis (eds), *The Argumentative Turn re-visited. Public Policy as communicative practice*, Duke University Press., 2012, p. 1-27, p. 7.

⁸⁸ Pierre Lascoumes, "Traduction", in Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot and Pauline Ravinet (eds), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de la FNSP, 2004, p. 437-443.

Pour une "histoire effective" de cette action publique

L'œuvre de M. Foucault a fait l'objet d'un regain d'intérêt ces dernières années dans le champ des travaux sur l'action publique⁸⁹. Elle invite à appréhender l'action publique comme un "discours" ou un ensemble "d'énoncés" dont on peut retracer la généalogie, le sens et les effets.

Cette approche centrée sur le "discours" a donné lieu à de nombreuses équivoques. En effet, la notion foucauldienne de "discours" a un sens différent du sens commun. Elle désigne autant des actes discursifs au sens courant du terme (une déclaration, une parole, un article, etc.) que des actions concrètes ou des dispositifs porteurs de sens. En d'autres termes, la notion de discours est entendue dans un sens métaphorique. Paul Veyne a bien résumé les choses en notant que le discours "est cette partie invisible, cette pensée impensée où se singularise chaque événement de l'histoire"⁹⁰. Foucault a explicité cette métaphore dans *L'Archéologie du savoir*. La métaphore oppose le "discours" – support de la réalité historique existante et composé par un nombre fini d'énoncés - à la "langue", entendue comme le medium permettant la construction d'un nombre infini de réalités ou d'énoncés :

Une langue constitue toujours un système pour des énoncés possibles : c'est un ensemble fini de règles qui autorise un nombre infini de performances. Le champ des événements discursifs en revanche est l'ensemble toujours fini et actuellement limité des seules séquences linguistiques qui ont été formulées ; elles peuvent bien être innombrables, elles peuvent bien, par leur masse, dépasser toute capacité d'enregistrement, de mémoire ou de lecture : elles constituent cependant un ensemble fini⁹¹.

En d'autres termes, le discours sur la réconciliation par la jeunesse des années 1960 regroupe à la fois les entreprises de mise en sens explicite de cette action publique – comme l'affirmation utopique selon laquelle l'OFAJ réaliserait la "plus grande migration de peuples de l'histoire" - que les pratiques concrètes associées à celles-ci : le budget de 40 Millions de DM, l'administration en charge de ce fonds, les rencontres de jeunes, etc.

⁸⁹ Pierre Lascombes et Patrick Le Galès, "L'action publique saisie par ses instruments", in Pierre Lascombes and Patrick Le Galès (eds), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Science Po, 2004, p. 11-46; Pascale Laborier et Danny Trom, "Introduction", in Pascale Laborier and Danny Trom (eds), *Historicités de l'action publique*, Paris, PUF, 2003, p. 5-22.

⁹⁰ Paul Veyne, *Foucault, sa pensée, sa personne*, Paris, Albin Michel, 2008, p. 30.

⁹¹ Michel Foucault, *Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, p. 41.

Cette approche permet d'opérer un triple décentrement par rapport aux travaux présentés plus haut. Elle invite à comprendre la signification du discours sur la réconciliation par la jeunesse en retraçant sa généalogie (1), son caractère événementiel (2) et son historicité (3).

La généalogie (1). Foucault définit l'approche généalogique comme une manière de rendre compte de "'l'histoire effective' par opposition à une "tradition de l'histoire (théologique ou rationaliste) qui tend à dissoudre l'événement singulier dans une continuité idéale - mouvement téléologique ou enchaînement naturel"⁹². Cette approche pousse à son paroxysme le postulat anti-essentialiste selon lequel il n'existe pas "d'origine secrète - si secrète et si originaire qu'on ne peut jamais la ressaisir tout à fait en elle-même"⁹³.

En l'occurrence, cette approche permet de comprendre que la politique de réconciliation par la jeunesse instituée en 1963 ne reflète pas le projet intellectuel d'un groupe particulier. Au moment de la signature du traité de l'Élysée, par exemple, elle intéressa des acteurs aux intérêts très dissemblables : un président français souhaitant légitimer une alliance controversée, un chancelier allemand désireux de parachever sa carrière politique par un geste remarquable, un groupe de fonctionnaires inquiets de l'influence de la RDA sur la jeunesse française (pour ne citer que quelques exemples). Dès lors, la question pertinente n'est pas "qui a lancé cette politique et quelles étaient ses intentions" (stratégiques, morales, etc.) mais plutôt : comment expliquer l'émergence de ce "champ de possibilités stratégiques"⁹⁴ ? L'approche généalogique invite à retracer le processus de naturalisation du "régime de savoir" (M. Foucault) qui a rendu ces raisonnements possibles.

On découvre alors que ce régime de savoir s'est constitué par "sédimentation" (M. Foucault) ou "épigénèse" (P. Veyne) d'épisodes aussi disparates que l'internationalisme juvénile de la fin du XIX^e siècle, le pacifisme éthique des années 1920, l'instrumentalisation par les nazis du

⁹² Roger Chartier, "La chimère de l'origine. Foucault, les Lumières et la Révolution Française", in Roger Chartier (eds), *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétude*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 132-160, p. 136.

⁹³ Michel Foucault, 1969, *op. cit.*, p. 38.

⁹⁴ Roger Chartier, 1998, *op. cit.*, p. 139.

thème de la "réconciliation par la jeunesse", le projet de rééduquer les jeunes Allemands après l'épisode du nazisme (1945-1949), etc. Pour reprendre une image chère à Foucault, ces événements se sont "déposés lentement" pour construire un monde dans lequel les "énoncés" sur la réconciliation franco-allemande par la jeunesse – les discours idéalistes, le dispositif concret des rencontres de jeunes, la foi dans les capacités de la jeunesse à se déprendre ses préjugés, etc. - devinrent peu à peu prononçables, audibles puis naturels. Les acteurs qui instituèrent l'OFAJ en 1963 n'avaient pas forcément en mémoire tous ces épisodes. Ils vivaient cependant dans un monde dont "l'implicite" est un héritage de tous ces épisodes⁹⁵.

Par ailleurs, cette approche généalogique permet d'introduire une perspective critique en mettant en évidence les "possibles non-institutionnalisés"⁹⁶ - c'est-à-dire les options marginalisées par cette lutte discursive. Nous montrerons par exemple que la Seconde guerre mondiale conduisit à la marginalisation d'une tradition qui avait pendant longtemps tenu le haut du pavé : l'internationalisme antimilitariste centré sur la jeunesse. Cette tradition consistait à enseigner aux jeunes des techniques concrètes pour empêcher la guerre : grève générale, objection de conscience, refus de tirer, etc. Cette tradition disparut au milieu du XXe siècle. Il n'en fut donc jamais question à l'OFAJ.

Enfin, l'approche généalogique permet de dévoiler les tensions entre les problématisations victorieuses. Nous montrerons par exemple que le discours qui a donné sens à l'OFAJ s'est constitué dans une hésitation entre deux conceptions du pacifisme de jeunesse. La première envisage le pacifisme sur le mode éducatif et la jeunesse comme "génération". Selon cette vision du monde, les jeunes ne perçoivent pas la réalité de manière adéquate. Ils sont par exemple réputés être animés de préjugés négatifs par rapport aux autres pays. Les rencontres de jeunes sont alors perçues comme un moyen permettant de déconstruire ces préjugés.

⁹⁵ Paul Veyne, 2008, *op. cit.*, p. 30.

⁹⁶ Renaud Payre, "Un possible non institutionnalisé. Socio-histoire de la "science communale" (1900-1950)", in Yves Déloye and Bernard Voutat (eds), *Faire de la science politique : pour une analyse socio-historique du politique*, Paris, Belin, 2002.

La deuxième conception du pacifisme de jeunesse appréhende le pacifisme sur le mode symbolique⁹⁷ et la jeunesse comme "âge de la vie"⁹⁸. Les jeunes sont alors réputés être naturellement "ouverts sur le monde" ou "disposés aux bons sentiments". Selon cette approche, le pacifisme de jeunesse ne consiste pas à travailler les représentations des jeunes mais à inviter les populations à prendre exemple sur ces jeunes déjà réconciliés.

Ces deux répertoires d'action se fondant sur des conceptions opposées de la jeunesse, leur combinaison aboutit à des énoncés logiquement contradictoires, comme quand le président de la République Fédérale Allemande assigna à l'OFAJ l'objectif de faire évoluer les mentalités des jeunes (autrement dit de se réconcilier) tout en affirmant que ceux-ci "se rencontrent sans préjugés et amicalement"⁹⁹ (suggérant qu'ils sont déjà réconciliés). En hésitant entre ses vocations symboliques et éducatives, l'OFAJ a parfois brouillé son message et compliqué la tâche de ses pédagogues.

L'évènement (2) Deuxièmement, cette approche centrée sur la construction sociale du discours permet de comprendre le caractère événementiel de la politique en question. En effet, la littérature existante appréhende cette action publique comme un bloc mettant en œuvre un principe originel (la *Realpolitik* ou la morale). Nous distinguerons au contraire dans la suite de ce livre deux phases. La première, qui débute avec le traité de l'Élysée et s'achève dix ans plus tard, s'apparente, en première analyse, à une sorte d'âge d'or. Au cours de cette période, l'OFAJ subventionna la rencontre d'environ 300 000 jeunes chaque année dans le but - affiché et effectivement poursuivi - de socialiser toute une nouvelle génération. À partir de 1973, en revanche, l'OFAJ abandonna ce principe d'action des échanges de masse. Depuis

⁹⁷ Sur l'importance des symboles en politique, voir notamment : Maurice Agulhon, *Marianne au pouvoir. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, Paris, Flammarion, 1989; Georges Burdeau, *La politique au pays des merveilles*, Paris, PUF, 1979; Murray Edelman, *The Symbolic Uses of Politics*, Urbana, Chicago, University Press of Illinois, 1985 (1967); Raoul Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986.

⁹⁸ Sur les conceptions de la jeunesse comme "âge de la vie" ou comme "génération", voir : Gérard Mauger, "Formes et fonction des discours sociaux sur la jeunesse", in Michèle Perrot (eds), *Les jeunes et les autres*, Vauresson, CRIV, 1986, p. 85-93, p. 92.

⁹⁹ OFAJ – "Extraits des allocutions du président Heinemann et du président Pompidou" - In : *OFAJ Informations*, 1971

cette date, il s'efforce, plus modestement, de répondre à la demande sociale en matière de séjours des jeunes Français et Allemands dans l'autre pays. La deuxième partie de ce livre porte donc exclusivement sur le "premier OFAJ" (1963-1973). Elle cherche à comprendre la genèse de cette politique volontariste et utopique de mise en relation de tous les jeunes Français et Allemands.

L'explication avancée dans ce livre met en avant un phénomène spectaculaire d'agrégation d'intérêts. Au cours des années précédentes (1871-1962), le projet de socialisation des jeunes à la cause de la paix avait intéressé divers groupes d'acteurs de manière désynchronisée. En 1963, en revanche, plusieurs acteurs s'intéressèrent simultanément à cette idée : de Gaulle et Adenauer, des fonctionnaires des ministères des Affaires étrangères, des fonctionnaires des ministères en charge des questions de jeunesse, etc. Ces acteurs politico-administratifs poursuivaient des objectifs très différents. Ils s'accordèrent sur des éléments concrets – créer un organisme franco-allemand chargé d'encourager les rencontres de jeunes, le doter d'un budget substantiel, etc. – avant de construire le récit associé à ces pratiques.

Ce point signifie que la politique d'échanges de masse des années 1963-1973 n'est pas seulement une réponse logique au problème énoncé par le traité de l'Élysée : comment ancrer la réconciliation dans les esprits ? Cette politique possède aussi une infrastructure moins enchantée : la coordination pragmatique d'acteurs poursuivant des objectifs hétérogènes et, parfois, peu avouables. Le caractère absolument contingent de cette coordination explique des dimensions importantes de cette action publique : son caractère anachronique¹⁰⁰, le choix d'une approche quantitative, le fait que cette expérience ne fut jamais reproduite ailleurs, etc.

L'histoire (3) Troisièmement, la démarche foucauldienne permet d'historiciser l'étude de la politique de réconciliation par la jeunesse. En effet, la lutte discursive évoquée plus haut

¹⁰⁰ De nombreux acteurs qui avaient milité, au lendemain de la Seconde guerre mondiale, pour le rapprochement franco-allemand se trouvèrent à l'étroit, en 1963, dans le cadre binational proposé par l'OFAJ. Ils espéraient alors la création d'un office européen pour la jeunesse. Voir le chapitre 8.

reprit son cours après quelques années. La synthèse de l'année 1963 s'effondra au début des années 1970 sous l'effet de la "crise" de Mai 1968, de la publication d'évaluations suggérant que la politique de l'OFAJ n'avait pas d'effet positif sur les mentalités et de l'arrivée d'une nouvelle génération d'artisans du rapprochement franco-allemand. Cette crise paradigmatique aboutit à la révision du système de croyances initial dans plusieurs directions.

Premièrement, la crise déboucha sur le développement d'une approche plus "qualitative" des rencontres. L'OFAJ abandonna, de facto, le projet de socialisation de toute une classe d'âge, orienta son action vers des groupes sociaux plus ciblés (les jeunes professionnels, les scolaires...) et accentua la réflexion sur la "pédagogie de la rencontre interculturelle"¹⁰¹.

Deuxièmement, cette crise paradigmatique aboutit à l'accentuation de la dimension symbolique de cette action publique. Depuis les années 1980, les jeunes de l'OFAJ participent à la plupart des grand-messes symboliques franco-allemandes. Nous montrerons que ce symbolisme de la réconciliation par la jeunesse n'a pas toujours sonné creux. Au cours des années 1980 et 1990, la prophétie de la fraternisation des jeunes s'est articulée avec d'autres parcelles de l'imaginaire franco-allemand – comme le mythe de l'union carolingienne ou l'image du couple/*Tandem* franco-allemand – pour constituer une métaphore politique significative, ce que R. Picht a appelé le "fantasme d'une fusion bilatérale presque mystique des deux nations"¹⁰².

Plus récemment, un autre discours est venu frapper à la porte de l'OFAJ. En 2004, l'Assemblée nationale et le *Bundestag* ont publié un rapport s'interrogeant sur le sens de l'OFAJ dans l'après réconciliation. À la suite de cette publication, les gouvernements ont réformé les structures de cette organisation et lui ont assigné de nouvelles missions : se mettre au service des politiques de jeunesse et d'éducation françaises et allemandes, devenir un "centre de compétence" pour les relations entre les deux pays, etc. Nous nous demanderons à la fin de ce livre si les compagnons de route historiques de l'OFAJ ont raison

¹⁰¹ Cette expression traverse toute la littérature produite par l'institution depuis les années 1980.

¹⁰² Robert Picht, "Amitié", in Robert Picht and Jacques Leenhardt (eds), *Au jardin des malentendus: le commerce franco-allemand des idées*, Arles, Actes sud, 1997, p. 133-139, p. 138.

d'affirmer que cette réforme a "détruit la création majeure du général de Gaulle et du chancelier Adenauer"¹⁰³.

Origines de cet ouvrage

Un livre est toujours le fruit d'une petite cuisine singulière. Celui-ci est une version remaniée de notre thèse de doctorat. Le manuscrit a été raccourci afin de se conformer au "format livre". Sur le fond, nous avons modifié l'argumentation sur deux points. Le premier concerne l'élargissement du cadre chronologique. Alors que la thèse faisait débiter l'histoire lors de la Seconde guerre mondiale, le présent ouvrage retrace la généalogie de cette action publique depuis 1871. Ce choix fut dicté par une réévaluation de l'importance des épisodes précédents - le pacifisme des années 1871-1914, le traumatisme de la Première guerre mondiale, la période complexe de l'entre-deux-guerres, etc. - dans la construction du (double) répertoire d'action à l'origine de l'OFAJ.

Le second changement concerne la perspective théorique. M. Foucault n'apparaissait que de manière épisodique dans la thèse. Il constitue le point d'ancrage théorique principal de ce livre. La lecture approfondie de Foucault nous a permis de simplifier l'argumentation en synthétisant les trois traditions théoriques qui sous-tendaient la thèse : la sociologie historique des relations internationales¹⁰⁴, les approches constructivistes de l'analyse des politiques publiques (l'approche "cognitive"¹⁰⁵ principalement) et l'histoire de la mémoire collective¹⁰⁶. La démarche foucauldienne a permis d'embrasser ces trois perspectives théoriques dans un même questionnement sur la construction historique de la réalité sociale.

¹⁰³ Alfred Grosser, "La chute annoncée d'un Office indépendant", *La Croix*, 2005.

¹⁰⁴ Stephen Hobden et John M Hobson, *Historical Sociology of International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

¹⁰⁵ Pierre Muller, "L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique", *Revue française de science politique*, 50 (2), 2000, p. 189-207; Yves Surel, "Approche cognitive", in Laurie Boussagué, Sophie Jacquot and Pauline Ravinet (eds), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Science Po, 2004, p. 80-87.

¹⁰⁶ Au sens de H. Rousso : Henry Rousso, "Pour une histoire de la mémoire collective", in Denis Peschanski, Michael Pollak and Henry Rousso (eds), *Histoire politique et sciences sociales*, Paris, Editions complexes, 1991, p. 243-264.

Compte tenu du caractère foisonnant de l'œuvre de M. Foucault, il est peut-être utile de préciser quels textes ont structuré la grille de lecture. Nous nous sommes surtout inspiré de Foucault généalogiste (qu'on appelle parfois le "dernier Foucault"). Celui-ci apparaît de manière systématique dans un texte intitulé "Nietzsche, la généalogie, l'histoire"¹⁰⁷.

Ce point signifie que nous ne reprendrons pas à notre compte la critique adressée par Foucault à l'encontre de l'herméneutique à savoir l'idée, martelée dans *L'Archéologie du savoir*, selon laquelle on n'aurait pas accès à ce que les gens pensent mais seulement à ce qu'ils disent ou font¹⁰⁸. Comme le remarque G. Deleuze, il existe un "positivisme" ou un "pragmatisme" foucauldien consistant à postuler qu' "il n'y a que des pratiques, ou des positivités, constitutives du savoir : pratiques discursives d'énoncés, pratiques non-discursives de visibilités"¹⁰⁹. Ce parti pris est intéressant quand il invite à prendre en compte le rôle des dispositifs concrets, des instruments ou des "technologies de gouvernement"¹¹⁰. Il n'invalide cependant pas le projet de compréhension par interprétation¹¹¹ des croyances, des mythes et de ce que R. Barthes appelait les significations "au second degré"¹¹². Pour prendre un exemple très simple, quand le ministre de la jeunesse déclarait que les rencontres de l'OFAJ préparaient la "fusion des deux pays"¹¹³, il ne voulait pas dire que la France et l'Allemagne allaient effectivement fusionner. Il voulait cependant bien dire quelque chose. Nous montrerons qu'il voulait même dire quelque chose de très important¹¹⁴.

De même, nous ne reprendrons pas à notre compte l'idée selon laquelle l'approche foucauldienne ne serait pas soluble dans une démarche sociologique, c'est-à-dire une

¹⁰⁷ Michel Foucault, "Nietzsche la généalogie et l'histoire", *Dits et écrits. 1. 1954-1975*, Paris, Gallimard, 2001 (1994), p. 1006-1024.

¹⁰⁸ Michel Foucault, 1969, *op. cit.*, p. 182.

¹⁰⁹ Gilles Deleuze, *Foucault*, Paris, 2004 (1986), p. 59.

¹¹⁰ Pierre Lascombes et Patrick Le Galès, 2004, *op. cit.*

¹¹¹ Au sens wébérien de "deutend verstehen" : Max Weber, *Economie et société. Volume 1*, Paris, Plon, 1995, p. 28.

¹¹² Roland Barthes, 1957, *op. cit.*, p. 197.

¹¹³ Joseph Comiti, "Les jeunes de France et d'Allemagne veulent aboutir à la fusion des deux pays", *La nouvelle république de Centre-Ouest*, 1970.

¹¹⁴ Sur les raisons qui ont poussé Foucault à négliger l'importance de l'imaginaire, voir : Alexis Masse, "Comment penser l'autonomie des discours? Un moyen: le concept d'imaginaire hégémonique", *Revue du MAUSS*, 17, 2001, p. 355-375.

démarche attentive aux interactions entre les êtres humains¹¹⁵. S'il est vrai que Foucault a plutôt écrit une histoire des forces anonymes, il est évident que les êtres humains sont les seuls véritables auteurs de la construction sociale et historique de la réalité. A l'instar de nombreux auteurs d'inspiration foucauldienne¹¹⁶, nous proposerons donc une histoire plus incarnée que celles présentées par le philosophe.

Enfin, nous sommes d'accord avec P. Veyne quand il écrit que la démarche foucauldienne n'est pas fondamentalement différente, quoi qu'en dise Foucault lui-même¹¹⁷, de celle du bon historien ou de la bonne historienne¹¹⁸. La démarche généalogique conduit simplement à radicaliser le postulat sur le caractère historiquement contingent et accidentel de la réalité historique. Foucault exprime cette idée de manière limpide quand il énonce que sa méthode consiste à :

*Repérer les accidents, les infimes déviations - ou au contraire les retournements complets - les erreurs, les fautes d'appréciation, les mauvais calculs qui ont donné naissance à ce qui existe et vaut pour nous ; c'est découvrir qu'à la racine de ce que nous connaissons et de ce que nous sommes il n'y a point la vérité et l'être, mais l'extériorité de l'accident*¹¹⁹.

Les critiques formulées par Foucault à l'égard des historiens doivent être comprises dans le contexte polémique de l'époque. Foucault avait en ligne de mire une historiographie (marxiste et diplomatique notamment) pétrie de philosophie de l'histoire. Il ne formulerait probablement pas ses critiques dans les mêmes termes aujourd'hui.

En ce qui concerne les sources, cet ouvrage s'appuie sur deux matériaux de première main : les archives (archives gouvernementales françaises et allemandes, archives de l'OFAJ et archives de diverses organisations privées) et les entretiens avec des témoins (soixante-quinze entretiens). On trouvera la liste de toutes ces sources en annexe.

¹¹⁵ Jean-Louis Fabiani, "La sociologie historique face à l'archéologie du savoir", *Le Portique*, 13-14, 2004, p. 1.

¹¹⁶ E. Said a par exemple proposé une généalogie foucauldienne de l'orientalisme tout en montrant le rôle particulier joué par divers écrivains et artistes. Voir à ce propos ses commentaires dans : Edward W Said, *Orientalism*, New York, Vintage Book, 1978, p. 23.

¹¹⁷ Michel Foucault, 2001 (1994), *op. cit.*, p. 1015.

¹¹⁸ Paul Veyne, 2008, *op. cit.*, p. 35.

¹¹⁹ Michel Foucault, 2001 (1994), *op. cit.*, p. 1009.

Enfin, l'argumentation suit un fil chronologique articulé autour des trois moments identifiés plus haut : la généalogie (1871-1962), l'événement (1963-1973) et l'histoire (de 1973 à nos jours).

ABSTRACT : Since the early 1960s, Franco-German (FG) relations have taken place within an idealistic atmosphere which celebrates "reconciliation" with the hereditary enemy, the importance of the Franco-German "couple"/ "tandem", and fraternization between French and German young people. This chapter analyses the political signification of those symbolic practices. We argue that Franco-German amity symbolism does not simply reflect the fact that political actors need to resort to idealism in order to legitimize their decisions. The moral notions of amity and reconciliation also provided the meaning structure within which some concrete Franco-German policies have taken shape. The paper therefore sets out to identify which cultural and symbolic resources contributed towards this development.

Introduction

On September 4th, 2013, French President François Hollande and German President Joachim Gauck visited Oradour-sur-Glane, the Second World War martyr village in central France whose population was massacred by an SS division in 1944 during the Liberation of France. During the ceremony, the two Heads of State stood together in silent commemoration, holding each other's hand. By so doing, they reproduced a symbolic gesture which had resonated strongly in 1984, that of President François Mitterrand and German Chancellor Helmut Kohl holding hands in front of the memorial to the battle of Verdun. These elements illustrate a more general fact : over the last couple of decades, Franco-German (FG) relations have been maintained within an idealistic atmosphere which celebrates "reconciliation" and "friendship" between the two countries. These celebrations take the form of grandiloquent speeches, spectacular political gestures, and commemoration rituals which are intended to give a particular meaning to Franco-German cooperation. This chapter analyzes the forms, the historical importance, and the logic of these symbolic practices. I try to understand whether they have had an impact on Franco-German political relations, and what this tells us, more generally speaking, about how symbolic resources can be used in post-war conflicts.

The text proceeds as follows. The first section presents in more detail the semiotic (form) and semantic (content) elements of those symbolic practices. The latter revolve around three interconnected ideas : the narrative of Franco-German reconciliation, the image of the Franco-German "couple" or "tandem", and the prophecy of fraternization between young people. We shall see that the habit of displaying such fictional elements emerged in the 1960s, and has never been challenged since then.

Secondly, we shall see that specialists diverge when they assess the political significance of those practices. On the one hand, realist scholars analyze them as mere communicational actions, arguing that they reflect the need to give a moral veneer to decision-making which is mainly driven by material interests. On the other hand, some journalists and historians have argued that these idealistic references to Franco-German "friendship" or "reconciliation" reflect genuine moral motivations on the part of the actors concerned. In

what follows, I will put forward a "middle-of-the-road" argument. I will show that these symbolic practices did not revolutionize the course of history but, nevertheless, succeeded in modifying what Gramsci might have called the "common sense" of Franco-German relations.

Finally, I will review the factors which have contributed to these ambivalent but nevertheless remarkable effects. My general argument is that this transnational policy amounts to an embryo of national political symbolism. To put it differently, FG amity symbolism differs from "classical" (national) political symbolisms in magnitude and scope, not in nature. More precisely, it has drawn upon three symbolic resources which proved efficient in fashioning "imagined communities" (Benedict Anderson 1991) at the national level : a well-instituted imaginary ; the ambiguities of natural language ; and the logic of ritualization. All these resources have contributed towards naturalizing the narratives, images and allegories displayed by the actors in this Franco-German theatrical performance.

A Set of Practices which Emerged in the early 1960s

It is important to bear in mind the general chronology of Franco-German rapprochement in order to understand the political significance of FG symbolism. In what follows, I will follow the mainstream periodization of FG post-war relations by distinguishing three timespans : the conflictual aftermath of the war (1945-1950), the pragmatic rapprochement (the 1950s), and the time of FG amity symbolism (since the early 1960s).

Between 1945 and 1949, Germany had ceased to exist as a sovereign state. The German "territories" were officially ruled by the Allied Control Council, an institution bringing together representatives of the four occupying powers : the United States, the United Kingdom, France, and the Soviet Union. In practice, however, each of the Allies conducted separate occupation policies. This holds true in particular for France. From 1945 to 1949, France implemented a materialistic security policy toward Germany. This policy consisted of exploiting German economic resources (in particular coal and steel production), attempting to annex some border territories (such as the Sarre region), and blocking the reconstitution of a (West) German democratic state. It is important to note that France pursued this material security policy until the very end of the occupation regime. Indeed, France did not

follow the US and the UK when these countries revised their policy towards Germany. In 1947, for instance, France refused to join what appeared to be a prelude to the creation of a West German state, namely the merging of the British and American zones. Until 1949, the French seemed obsessed by one single question : how to deprive the Germans of the material capability to invade France again.¹²⁰

Most specialists agree that Franco-German political rapprochement started in the early 1950s in the context of European integration. In this respect, May 9, 1950 undoubtedly constitutes a key date. At that time, French foreign minister Robert Schuman proposed to eliminate "the age-old opposition of France and Germany" by creating a "supranational community" with powers to organize the production of coal and steel. This proposal resonated with German Chancellor Adenauer's policy of *Westintegration*. Consequently, the West German government accepted it without hesitation. Following this, the French government ended the the state of war with Germany (July 26, 1951) and both governments began cooperating within the framework of the European Coal and Steel Community. The prospect of German rearmament thwarted this process for about four years (1950-1954). However, the Paris Agreements of October 1954 solved all the remaining concrete war legacies : French opposition to West German rearmament, the dispute over the Sarre region, and disagreements regarding cultural cooperation. Consequently, European integration recommenced after the signing of the Rome Treaties of 1957.

At that time, during the 1950s, French and German official representatives conceived of Franco-German cooperation on a highly pragmatic basis. They cooperated within the European framework but hardly ever talked about Franco-German "reconciliation" as a goal per se. In the few cases when they did, their discourse appeared abnormal and inaudible to the general public. A good illustration of this is Chancellor Adenauer's proposal of March 1950 to create a "Franco-German Union" with one single Franco-German parliament. In

¹²⁰ This picture offers only one apparent exception, the cultural domain. Throughout this period, the *Direction de l'Education Publique* of the French occupation administration - the administrative department in charge of cultural issues – implemented a policy which appears, with hindsight, to have been more constructive. It is important to note, however, that this policy did not pursue a different goal. See: Monique Mombert, *Sous le signe de la rééducation : jeunesse et livre en Zone Française d'Occupation : 1945-1949*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1995.

contrast to Robert Schuman's "pragmatic" declaration of May 9, 1950, Chancellor Adenauer's ode to Franco-German reconciliation went completely unnoticed¹²¹. Another example is the Schuman Declaration of May 9, 1950 itself. The word "reconciliation" does not appear in the text. The idea is present, notably when Schuman talks about eliminating the "age-old antagonism between France and Germany". Yet it is always framed as a means towards a greater end : the creation of a "unified Europe".

The rapprochement initiated by Adenauer and de Gaulle in the early 1960s constituted an important turning point in this respect. It gave birth to a new social practice : the habit of commenting on Franco-German cooperation through grandiloquent political speeches and symbolic gestures (Cyril Buffet and Béatrice Hauser 1998 : 201 ; Valérie Rosoux 2002 ; Chrystelle Nourry 2005). One might mention, among other examples :

- The "Ceremony of Reims" on July 8, 1962 when de Gaulle and Chancellor Adenauer attended a mass together in Reims Cathedral (about 45 years after its destruction by German artillery) ;
- Charles de Gaulle's speech to German youth in Ludwigsburg, Germany, on September 9, 1962 ;
- The embrace between Adenauer and de Gaulle following the signing of the Elysée treaty in January 22, 1963.

Parallel to this, the Elysée treaty provided for the creation of a Franco-German fund in order to encourage meetings between young people. Although this project featured a strong educational component, it was also highly symbolic. Until then, the most striking images concerning "encounters" between French and German young people had been those of their mutual slaughter in First World War trenches (Stéphane Audouin-Rouzeau 2004; Stéphane Audouin-Rouzeau 2008), and of their unfortunate fraternization within French and German military units : the German *Waffen SS* from 1941 to 1945 and the French *Légion Etrangère*

¹²¹ Hubert Beuve-Méry, "La proposition de M. Adenauer pour une union franco-allemande éveille jusqu'ici peu d'écho, 10 mars 1950, n°1593", *Le Monde*, 1950.

from 1945 to 1962¹²². In this context, the youth exchange policy instituted in 1963 sent a completely different message. French and German young people were asked to meet in a peaceful context on a massive basis, with 300, 000 participants each year.

Besides those numbers, the symbolic dimension of this youth exchange policy emerges from the public statements of the time. A senior official responsible for implementing it repeatedly declared, for instance, that it aimed at "bringing about the largest migration of peoples ever organized in human history in peace time and with pacific intentions"¹²³. The French Minister of Youth went a step further by declaring, in 1970, that "French and German young people want to go beyond reconciliation. They want the fusion of both nations"¹²⁴.

All this illustrates that the early 1960s constituted a turning point for the story under investigation here. It is important to note, in this respect, that this political symbolism has never been seriously challenged since that time. Since the early 1960s, symbolism has revolved around three main tropes: the narrative of Franco-German reconciliation, the image of the Franco-German "couple" or "tandem", and a prophecy of fraternization between young people.

In 2003, for instance, the French and German governments decided to celebrate the fortieth anniversary of the Elysée Treaty. They did so by bringing together all French and German members of parliament in the Palace of Versailles. Like the 1962 ceremony in Reims, this gathering worked upon memories of the war (here the memory of the Treaty of Versailles which imposed drastic terms on Germany after WWI) in order to legitimize a rapprochement between the two countries. Six month later, a Franco-German "youth parliament" sat under the cupola of the German Bundestag in the presence of French President Chirac and German Chancellor Schröder. With historical hindsight, the semantic continuity appears all the more striking.

¹²² During the Second World War, thousands of French young people enlisted in the so called "Charlemagne" *Waffen SS* division. From 1945 to 1962, thousands of young German people enrolled in the French *Légion Etrangère*. They constituted the most important military units during the Indochina and Algerian wars. (See: Bene 2012; Michels 2006).

¹²³ Joseph Rovin, 1972, art. cit., p. 701.

¹²⁴ Joseph Comiti, 1970, art. cit.

Beyond realist and idealist readings of Franco-German reconciliation symbolism

The question of the actual political significance of these symbolic practices has led to stimulating debates within scholarship. Two opposing assessments have emerged in this respect, with the second adopting a more idealistic perspective. The first of these may be called "realist" in the sense of the realist theory of international relations (Robert Gilpin 1996). Realists have pointed out the gap between the literal meaning of FG. amity symbolism and the reality of FG relations. This idea emerges, for instance, from Gilbert Ziebura's seminal book *Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945. Mythen und Realitäten* (Franco-German Relations Since 1945. Myths and realities) (Gilbert Ziebura 1970). As the title suggests, the book opposes "myths" and "realities" and argues that political leaders resort to the former in order to hide their cynical calculations. This view has led to a voluminous literature which argues that de Gaulle and Adenauer were mainly concerned with power and security interests, and that they invented the story of Franco-German reconciliation, the image of the Franco-German "couple", and the topic of fraternization between young people in order to legitimize their controversial strategic alliance. As a matter of fact, some recent findings support this interpretation. For instance, Nassima Bougherara has shown that the Soviet Union and the United States suspected that the Elysée Treaty entailed secret clauses concerning military cooperation in the nuclear field. Consequently, they strongly criticized the treaty. In this context, it seems reasonable to hypothesize that de Gaulle and Adenauer resorted to reconciliation symbols in order to counter the mainstream characterization of the Elysée Treaty as a military alliance (Nassima Bougherara 2006).

A revised version of this realist reading of Franco-German reconciliation symbolism states that de Gaulle and Adenauer invented this set of myths, narratives and allegories for instrumental reasons, and that these became constitutive elements of French and German identities at a later stage. John Baylis has observed a similar mechanism in the context of the Anglo-American special relationship. Quoting Henry Morgenthau, he notes that, more often than not, "the Government fashions an imaginary world that pleases it, and then comes to

believe in the reality of that world and acts as though it were real"¹²⁵. In turn, Valérie Rosoux has convincingly developed this argument concerning Franco-German reconciliation symbolism (Valérie Rosoux 2002). Finally, a number of authors have argued that this political symbolism has had no effect on what really matters (to them), namely defense and security cooperation. Buffet makes a strong statement in this respect in his book on myths and international relations :

If the test of mutual confidence and even of the willingness to organize a common defense is applied, it becomes apparent that the relationship glories in symbolism : while the hard facts of operational and doctrinal nuclear concertation are worked out with Britain or even the US, Franco-German defense relations revolve around symbolic parades and the creation of goodwill-furthering joint brigades which are operationally useless, and stripped even of their symbolism with the abandonment of conscription in France (Cyril Buffet and Béatrice Hauser 1998 : 203).

At the other extreme of the theoretical spectrum, some authors have taken a more idealist perspective, i.e. a perspective which highlights the importance of the moral motivations of the main figures conveying this symbolism. Thus, a significant number of commentators insist on the (alleged) personal friendship between de Gaulle and Adenauer and their "genuine" desire to associate the French and German peoples with their own personal rapprochement. This literature usually argues that de Gaulle and Adenauer inherited an important cultural legacy : the efforts of those private actors who after 1945 restarted the cultural dialogue between France and Germany (Corine Defrance and Ulrich Pfeil 2005).

Given its idealistic bent, this literature stresses the idea that Franco-German reconciliation symbolism changed the course of history in a substantial way. Several authors have reached this assessment in respect of the youth exchange program. According to Ménudier, this program constitutes an "exemplary contribution to the unity of Europe" (Henry Ménudier 1988). Defrance makes a similar point when arguing that the program is the *fleur* or jewel at the in the crown of Franco-German reconciliation policies (Corine Defrance and Ulrich Pfeil 2007 : 101). This literature is often criticized as hagiographic as it heavily stresses the heroic dimension of the reconciliation process (Yves Deloye 2006). It is interesting in the sense that it helps to overcome one limitation of the realist literature on this subject :

¹²⁵ John Baylis, *Anglo-American Defense Relations, 1939-1984 : the Special Relationship*, London Macmillan, 1984, p. 117.

namely the notion that States are be the only actors in international relations, and that they only pursue interests defined in terms of national security and power. However, as noted by Lefranc, this literature suffers from an epistemological bias : it does not distance itself from the testimony given by witnesses of the events. Yet witnesses of the processes of reconciliation are not neutral : rather, they have a strong tendency to lend enchantment to the reconciliation processes in which they participated. Consequently, it is important to deconstruct the discourse of witnesses or, to put this differently, frame this discourse as what it is : a constitutive element of the object under investigation (Sandrine Lefranc 2006 : 8). In what follows, I will take a different stance and analyze this political symbolism as what it is, namely a set of symbolic and ritual practices whose effectiveness has to be studied empirically.

Although co-variation does not mean causality, one can observe that two changes occurred at the same time as the institutionalization of the reconciliation symbolism of Franco-German relations. The first concerns public opinion. Although this change is difficult to assess, it is clear that Franco-German amity symbolism consolidated the pacifying process which began in the early 1950s in the context of European integration. Indeed, quantitative studies reveal that the level of mutual trust increased in the 1960s. Before that time, both French and German public opinion ranked the other country among the countries they trusted the least. From the early 1960s on, mutual representations became "normalized". In concrete terms, French and German respondents started to rank the other country between the fifth and tenth countries they trust the most, a level specialists consider as "normal" if one takes into account the structural determinants of mutual trust : the size of the country, its geographical proximity, its GDP, etc. (Jacques René Rabier and Ronald Inglehart 1984).

Besides this, several qualitative enquiries have shown that the image of the other country changed during the 1960s. Admittedly, French and German people have continued to represent each other in a stereotyped way. However, positive stereotypes have taken the upper hand over negative ones (Jacques Demorgon 2002). For instance, many French people seem to consider that German people have a penchant for being highly organized. Yet this cliché no longer has the negative connotations it used to have. On the contrary, it is often expressed in a positive way in order to make the point that French people could probably

learn from this alleged German talent for organization (Jean Noël Jeanneney 2000). This illustrates a more general trend : positive stereotypes now have the upper hand over negative ones.

A reason for this effect on mutual representations has been proposed by Rosoux in her seminal study of the uses of the past in Franco-German relations. Rosoux shows that French and German political leaders invented various stories in order to legitimize rapprochement between the two countries. She mentions, among others, the narrative presenting the First World War as a "shared martyrdom" (Verdun ceremony in 1984), which frames the various Franco-German wars as a set of "European civil wars" (speech by French President Valéry Giscard-d'Estaing of May 7, 1975), which depicts reconciliation as a return to the original (mythical) union of the Carolingian empire of Charlemagne (de Gaulle's speech of May 26, 1966 in Verdun), etc. All these stories, Rosoux argues, have contributed towards a "working on the past" in Ricoeur's sense. They soothed the memory of the conflictual past and naturalized Franco-German rapprochement.

The second measurable effect concerns a change in the commonplace understanding of the role of Franco-German bilateral cooperation within the European framework. Before the early 1960s, cooperation between France and Germany had been understood as a fortunate consequence of European integration (see above). Franco-German amity symbolism began to tell a different story. Through the notion of reconciliation, bilateral cooperation between France and Germany ceased to be understood as an instrument for the greater good. Rather, it became a "greatness" in Boltanski and Thévenot's sense (Luc Boltanski and Laurent Thévenot 1991) that it is by its very nature something to be aimed at.

Although trivial at first sight, this move from the "realm of technology" to the "realm of morality" (Bruno Latour and Couze Venn 2002) is important. Indeed, it initiated a change within the European integration dynamic by legitimizing what specialists in the field call the Franco-German special partnership, a key idea which has proved its worth several times in the history of European integration. To cite only a few examples, this Franco-German "special relationship" contributed towards, among other key processes :

- outlining the Common Agricultural Policy in the 1960s (John Pinder 1998),

- initiating the institutional reform that led to the direct election of European Parliament in 1979 (Alaistir Cole 2001),
- setting up monetary union in the early 1990s (Chrystelle Nourry 2005).

All this raises the question of the reasons for this (relative) success story. I turn to this question in the next section by investigating the mechanisms which (probably) explain the power of Franco-German amity symbolism.

The Symbolic resources used by French and German reconciliation entrepreneurs

The general argument put forward in this chapter is that Franco-German amity symbolism turned into a meaningful political allegory because it sat well with the grammar of (national) political symbolism. Three mechanisms are worth mentioning in this respect.

1/ Relying on well-institutionalized tropes

Students of domestic political symbolism have demonstrated that it does not come out of the blue. In order to find resonances among its audience, it has to rely on a number of shared images and narratives. This is the reason why political symbolisms often develop in an incremental way. In his famous book on this phenomenon, Pierre Nora argues, for instance, that it took the French national novel more than a century to find an institutionalized shape (Pierre Nora 1997).

This general observation sheds some light on the (relative) power of FG amity symbolism. A good example is the ceremony of Verdun 1984 when French President Mitterrand and German Chancellor Kohl held each other's hand in front of the ossuary of Douaumont. A couple of hours before the famous photograph was taken, the two political leaders accompanied a group of 2,000 French and German young people on the former battle field. Together, they planted seventy "peace trees" in order to commemorate the seventieth anniversary of the start of the First World War.

This theatrical performance was an exact reproduction of another play acted sixty years before. In 1926, French pacifist militant Marc Sangnier invited thousands of French and

German young people to his park at Bierville, near Paris. A number of French official representatives, including the French Deputy Prime Minister and the Crown Prince of Saxony attended the ceremony. Everybody then drove to a battle field of the First World War nearby Reims in order to plant a "Tree of Reconciliation" commemorating the end of the "Great War".

François Mitterrand and Helmut Kohl probably did not have this example in mind when they organized and played out the political liturgy of Verdun in 1984. However, the resonances between the symbolic elements displayed in both cases - the narrative of reconciliation, the First World War sites of memory, the presence of young people and official representatives, the peace/reconciliation trees, etc. – are not mere coincidence. All these tropes (to use Foucault's term) had been employed in different contexts during the entire twentieth century. In 1984, they joined together to form a well-constituted political imaginary.

2/ Playing with ambiguous symbols

Students of national political symbolisms have documented the fact that the best symbols are those which legitimize a given political order or policy whilst leaving some space for varying interpretations. The reason for this is functional. On the one hand, the symbols need to transform social representations in a particular way, for instance by fashioning a national novel. On the other hand, the new idea is unlikely to be found an audience if it completely disrupts or contradicts former narratives. Ambiguity serves this purpose of working on meaning without explicitly contradicting existing narratives and memories.

According to Maurice Agulhon (1989), this logic played a central role in the success of the allegorical figure of Marianne under the French Third Republic, with its origins in the context of national defeat in the Franco-Prussian war of 1870-71. At that time, important segments of French public opinion were nostalgic for previous regimes, in particular the Bourbon or Orleans monarchies and the Napoleonic empires. In this context, republicans tried to come up with myths and allegories likely to rally skeptics to their cause. Agulhon convincingly shows that the figure of Marianne became a powerful symbol because of her "constructive" ambiguity. On the one hand, it was explicitly republican and echoed some popular "left-wing" images such as Delacroix's famous painting *Liberty Leading the People*. On the other

hand, it clearly echoed the image of Virgin Mary and a number of other Catholic and monarchist symbols such as Joan of Arc (Maurice Agulhon 1989).

In the case of Franco-German relations, a similar logic explains the success of the myth of Charlemagne. This myth states, basically, that France and Germany constituted one single country under the reign of Charlemagne, and that this state of being, namely the union of both countries, constitutes the natural form of Franco-German relations. A good illustration of this narrative is de Gaulle's speech at Verdun 1966 when he stated that the Elysée Treaty signed three years before "re-establishes a natural bond, a natural bond that had been unfortunately broken when Charlemagne's Empire broke up 1123 years ago" (Valérie Rosoux 2002 : 66). Now this story did not spring newly-formed to Charles de Gaulle's mind in 1966. The myth of the Franco-German Carolingian union is a venerable social construct. Without mentioning its earliest occurrences (Isabelle Durand-Le Guern and Bernard Ribémont 2009), the Nazis popularized this myth during the Second World War when they grouped all the French voluntary combatants within the SS "Charlemagne" division. This popular image re-emerged, in a peaceful and democratic way, after the creation of the "Charlemagne Prize" in 1949.

From then on, the figure of Charlemagne began to work as an ambiguous and, therefore, powerful symbol of reconciliation. In the post-war context, the myth told a story which resonated with the memories of several social groups : those who conceived of Franco-German rapprochement as a continuation of the peaceful rapprochement of the 1920s, those who wanted to continue the collaboration policy of Marshal Pétain with the victors of 1940, those who assumed that France and Germany were starting a new episode in their common history, and others.

3/ Ritualizing the myth

FG amity symbolism displays a third and last characteristic : its extreme degree of ritualization. Sociologists and anthropologists define rites as embodied symbolic practices which are repeated over time in order to state what a given society holds to be sacred. Those body choreographies which display the Franco-German couple obviously fall into this category. This ritualization dynamic also emerges from the fact that French and German

political leaders have adopted the habit of celebrating the reconciliation itself (instead of working with the conflictual past as they did until the 1980s). Whereas the first few anniversaries of the Elysée treaty had gone largely unnoticed, the 30th, 40th and 50th anniversaries led to some important ceremonies. In September 2012, François Hollande and Angela Merkel commemorated nothing less than the "Speech to German Youth" given by Charles de Gaulle 50 years before!

At first sight, the ritualization of this symbolism suggests that current political leaders lack imagination. I have personally made this observation in a previous publication (Mathias Delori 2007). However, closer investigation may lead one to a different assessment. Indeed, anthropologists and sociologists teach us that political rites – like those displayed at a domestic level – have ambivalent effects. On the one hand, they are noticeably powerless when it comes to giving content to public policies or providing an accurate image of a given community. On the other hand, political rites are successful in shaping a powerful sense of belonging (Emile Durkheim 1912). Several reasons have been put forward in order to explain this ambivalent performance¹²⁶. Whatever the explanation, it is noticeable in the case of Franco-German relations. On the one hand, French and German people know little about the actual cultures and societies of the other country. On the other hand, they show a strong attachment to the general principle of Franco-German cooperation, as we have seen.

Conclusion

This chapter analyzed the origins, consistency, and political signification of Franco-German amity symbolism. I have showed, firstly, that it emerged in the early 1960s and has never been seriously challenged since then. Secondly, I have pleaded for a normalization of the study of this set of symbolic practices, that is to say, for a perspective which would overcome the shortcomings of the realist and idealist literatures on the subject. My central argument is that this symbolism did not revolutionize but instead modified the "common

¹²⁶ The most important of these explanations points to the functional "polysemy" of political rites. The fact that they do not have any clear meaning is both an asset and a drawback. This lack of clarity is an asset when it comes to generating a sense of community belonging, but a drawback in the sense that it cannot provide any clear representation of the signified.

sense" of Franco-German relations in two ways : by "naturalizing" positive stereotypes and by legitimizing the FG special relationship. The reason for this ambivalent performance lies in the allegorical character of the symbolism. It did not provide a clear "policy frame" to French and German political leaders, i.e. a detailed political program to be applied like a road-map. Yet this set of ideas constituted more than a mere diplomatic veneer. It took the form of an embryonic political symbolism. As such, it instituted a sense of belonging and the notion that bilateral relation between France and Germany can be a driver for European integration.

Je me suis principalement intéressé aux théories positivistes, dont celle du choix rationnel, et à ses critiques féministes et postcoloniales.

- "Néo-institutionnalisme du choix rationnel", in : *Dictionnaire des politiques publiques*, sous la dir. de Laurie Boussaguet, Sophie Jacquot et Pauline Ravinet, Paris : Presses de Science Po, 2010, 359-366
- "(Genre et) Relations internationales", in : *Genre et science politique*, sous la dir. De Catherine Achin et Laure Bereni, Paris : Presses de Science Po, 2013, pp 444-455
- "Subalternité, études de", in : P. Bonditti and A. MacLeod (eds), *Relations internationales. Théories et concepts*, Outremont (Québec), Athena Editions, 2019, p. 550-555

Annexe 3/ "Néo-institutionnalisme du choix rationnel" (Presses de Science Po 2010)

Le néo-institutionnalisme du choix rationnel ("institutional rational choice") est la déclinaison dans la constellation néo-institutionnaliste (Trois I) du paradigme utilitariste en sciences sociales. Contrairement à ses cousins "historiques" et "sociologiques", le néo-institutionnalisme du choix rationnel puise principalement ses fondements intellectuels dans la micro-économie. Il se caractérise donc par une attention particulière portée sur la rationalité stratégique des acteurs, un goût prononcé pour la modélisation et (parfois) une prétention à "dire le vrai" d'inspiration positiviste. Alors qu'il constitue un courant d'analyse important aux Etats-Unis, le néo-institutionnalisme du choix rationnel occupe une place marginale dans l'analyse des politiques publiques de l'Europe continentale, et plus particulièrement en France. Ce fait s'explique en partie pour des raisons historiques. Comme l'a montré récemment William Thomas, la théorie du choix rationnel a fait l'objet, aux Etats-Unis, d'un encouragement massif de la part du complexe militaro-industriel états-unien à l'époque de la Guerre froide.

Une grille de lecture micro-économique

Le néo-institutionnalisme du choix rationnel se présente, en première analyse, comme une grille de lecture "micro-économique" des phénomènes sociaux et politiques. Cette approche postule en effet que les individus sont les atomes de la société, qu'ils ont des objectifs (ou préférences) clair(e)s et qu'ils cherchent à déterminer quel est le meilleur moyen pour parvenir à ces fins.

Conformément à une conception aujourd'hui dominante en micro-économie, la plupart des néo-institutionnalistes du choix rationnel font ensuite l'hypothèse que la rationalité des acteurs est limitée. Ce faisant, ils n'entendent pas véritablement souligner l'importance des réactions émotionnelles, le poids des idéologies, des mythes, etc. Ils veulent plutôt dire que les acteurs ont besoin d'information pour rendre leur stratégie la plus optimale possible, que l'acquisition d'information est coûteuse, et qu'il est donc rationnel, quand on estime s'être doté d'une représentation satisfaisante du problème, de suspendre cette quête et de faire un choix. Ces postulats sur la rationalité limitée des acteurs expliquent par exemple le

comportement du trader qui a besoin, avant de prendre une décision, de lire la presse économique mais ne peut passer tout son temps à éplucher les journaux. En bon acteur rationnel, il arrêtera sa quête d'information quand il estimera s'être doté d'une représentation satisfaisante du problème.

Le néo-institutionnalisme du choix rationnel ajoute à cette grille de lecture la prise en compte du rôle des institutions. Un argument central de cette approche est alors que ces dernières façonnent la rationalité des agents. Le *Institutional Analysis and Development Framework* d'Elinor Ostrom postule par exemple que les acteurs agissent de manière d'autant plus rationnelle qu'ils sont incités par le contexte institutionnel à répéter les mêmes comportements et donc à apprendre de leurs erreurs.

Cette proposition a pu être testée empiriquement sur de nombreux cas comme par exemple les penaltys ou séances de tirs aux buts des matchs de football. Les amateurs de ce sport savent que la vitesse du ballon est telle que les gardiens n'ont pas le temps de déterminer le côté choisi par le tireur avant de plonger. Ils savent par ailleurs que les tireurs ont un côté de prédilection (les joueurs tirent majoritairement "croisé", c'est-à-dire à gauche dans 54% des cas). La théorie des jeux prévoit que les gardiens de but n'ont pas intérêt à plonger systématiquement du côté privilégié par les tireurs car ceux-ci s'adapteraient, tireraient de l'autre côté, et marqueraient à chaque fois. Un comportement parfaitement rationnel consiste donc à varier les côtés tout en privilégiant le côté du tir "croisé" dans 54% des cas. Une étude statistique menée sur 286 tirs aux buts a révélé que les gardiens de buts se comportent de manière extrêmement rationnelle. Cet exemple est un cas d'école de la littérature de type néo-institutionnaliste du choix rationnel : quand le contexte institutionnel les y incite (les gardiens de buts sont payés des millions pour arrêter un maximum de penaltys), les êtres humains apprennent à se comporter comme des agents dotés d'une rationalité proche de celle du modèle.

Un outil heuristique pour l'analyse des politiques publiques

Dans le domaine des politiques publiques, le néo-institutionnalisme du choix rationnel a d'abord contribué à éclairer les phénomènes, comme les négociations internationales, où les

acteurs sont institutionnellement incités à agir de manière rationnelle en finalité. On trouvera toujours des diplomates iconoclastes prêts à opter pour un comportement de type communicationnel, affectif, esthétique ou moral lors d'une négociation. Ces cas sont cependant exceptionnels car toutes les règles du champ diplomatique incitent à agir de manière "rationnelle en finalité". Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer les mécanismes de disqualification qui opèrent quand des négociateurs sont convaincus (à tort ou à raison) d'avoir opté pour un autre type de rationalité. En Allemagne, une polémique a par exemple éclaté, au lendemain de la signature du traité de l'Élysée de janvier 1963, au sujet de l'attitude du principal négociateur : K. Adenauer. Toute l'opposition parlementaire social-démocrate et une partie de la majorité chrétienne-démocrate reprochèrent au chancelier d'avoir sacrifié les intérêts vitaux de la RFA sur l'autel de la réconciliation franco-allemande. Cette accusation se fondait sur le constat que le traité prévoyait la constitution d'un partenariat franco-allemand concurrençant l'alliance stratégique avec les États-Unis. L'imposition dans le débat public de l'interprétation sociale selon laquelle le chancelier se serait laissé emporter par sa francophilie, son admiration pour de Gaulle ou son idéalisme franco-allemand aboutit à l'adoption par le Bundestag d'un préambule rendant caduques les principales clauses du traité. Nous avons pris l'exemple des négociations internationales mais le propos se veut plus général : il est des contextes où les acteurs des politiques publiques sont incités à agir de manière rationnelle en finalité.

Le néo-institutionnalisme du choix rationnel a également permis d'expliquer la genèse de nombreuses institutions de régulation ou de contrôle. Plusieurs auteurs se sont par exemple intéressés aux politiques publiques d'organisation de l'accès aux "biens communs", c'est-à-dire aux ressources rares directement accessibles (l'eau par exemple). La célèbre fable de la tragédie des biens communs de G. Hardin prévoit qu'une absence de régulation conduit à la surexploitation et à l'épuisement de ces ressources. Les modèles rationalistes contemporains proposent des versions élaborées et formalisées de cette fable. Ils cherchent par exemple à déterminer quel est le mode de régulation optimal (sanctuarisation, restriction de l'accès par une autorité publique, privatisation, etc.) compte tenu des spécificités des biens en question (une forêt, l'eau, une zone de pêche, etc.), de l'échelle de la communauté (un village, un pays, une région du monde) ou encore de la capacité de ces

groupes ou sociétés concernées à imposer des normes (F. W. Scharpf). Dans la même optique, diverses études ont mis en évidence que la théorie économique du "principal-agent" rend bien compte des précautions institutionnelles prises par les gouvernements lorsqu'ils décident de déléguer des pouvoirs au niveau européen. Dans le processus européen, chaque saut communautaire ou fédéral s'est accompagné d'une vigilance accrue, de la part des principaux Etats, quant aux modalités de désignation des nouveaux dirigeants européens.

L'ouverture vers les autres néo-institutionnalismes

Aux Etats-Unis, les débats ont surtout porté sur la capacité de cette approche à engager un dialogue constructif avec les néo-institutionnalismes historiques, sociologiques et discursifs. Dans un article célèbre publié dans les années 1990, P. Hall et R. Taylor relevaient que le néo-institutionnalisme ne constituait pas à proprement parler une théorie compte tenu des écarts ontologiques et méthodologiques entre ses différents courants. Ce diagnostic est certainement encore valable. On sait par exemple que les partisans du choix rationnel penchent pour une définition stricte des institutions. Ils s'intéressent principalement au droit, aux organisations et aux routines banalisées par des comportements répétitifs. Ce faisant, ils excluent de leurs analyses les construits sociaux "diffus" privilégiés par les autres néo-institutionnalismes : la culture, les idéologies et l'ensemble des normes informelles. Dans le même ordre d'idées, nous avons signalé que la plupart des "rationalistes" font l'hypothèse que les acteurs sont dotés de préférences fixes. Ce choix est encore une fois logique dans la perspective formalisatrice et déductive du choix rationnel : si les préférences varient dans le temps de l'action, il n'est plus possible de prévoir aucun comportement et la modélisation mathématique devient superflue. Ce parti pris théorique et méthodologique éloigne néanmoins le néo-institutionnalisme du choix rationnel des approches, de facture plus sociologique, qui cherchent précisément à comprendre les phénomènes d'apprentissage.

Des variantes plus souples (moins formalisatrices) du néo-institutionnalisme du choix rationnel ont cependant émergé ces dernières années qui ont permis de bâtir des ponts entre les courants. Le néo-institutionnaliste historique P. Pierson s'appuie par exemple sur

les travaux de l'économiste D. North pour défendre la thèse que la rationalité stratégique des acteurs alimente les phénomènes de path dependence : les arrangements institutionnels impliquant des coûts de coordination élevés, il est rationnel, écrit-il, de ne pas les renégocier tous les jours. L'exemple le plus souvent cité est celui du clavier QWERTY (ou AZERTY). Il fut inventé à l'époque de la machine à écrire afin de ralentir la frappe des secrétaires. Une dactylographie trop rapide posait problème car les tiges portant les caractères risquaient de s'entrechoquer. A l'ère des ordinateurs, ce type de clavier n'est plus optimal. Il serait cependant irrationnel de revenir sur cet arrangement du fait des coûts de coordination et de d'apprentissage que cela supposerait. Comme le remarquent B. Pallier et G. Bonoli, ce mécanisme peut expliquer l'institutionnalisation des matrices cognitives et normatives de l'action publique. La construction d'un accord autour d'un paradigme ou d'un référentiel commun implique des "coûts de coordination et d'apprentissage". Il est donc rationnel de préserver ces constructions intellectuelles tant que les anomalies paradigmatiques et autres décalage global/sectoriels n'apparaissent trop problématique.

Entre atavisme positiviste et pluralisme méthodologique

Nous écrivions plus haut que le néo-institutionnalisme du choix rationnel peine à trouver une place en France et, d'une manière plus générale, dans l'ensemble de l'Europe continentale. La principale critique mise en avant par les sceptiques européens porte sur le manque de réflexivité épistémologique de ce paradigme. Divers auteurs ont par exemple relevé que les rationalistes sont empreints d'une représentation "positiviste" de la science : ils cherchent à évaluer quelle politique publique (au singulier) pourrait permettre de faire coïncider la somme des intérêts particuliers et "l'intérêt général" (également appelé "optimum" ou "équilibre"). Ce point n'est guère problématique quand la définition de l'intérêt général ne fait pas débat (tout le monde est par exemple d'accord sur le fait qu'il faut laisser le temps à une forêt ou à une zone de pêche de se régénérer ; il est donc bien rationnel de prévoir des mécanismes de contrôle qui empêchent tel ou tel individu ou entreprise d'exploiter à lui-seul et à outrance ces biens communs). Ces cas sont cependant relativement rares. Le monde social est composé de groupes en lutte pour la définition de ce

qui est juste et bon. Quand il nie ce fait, le rationalisme positiviste se transforme en ingénierie sociale au service des groupes qui ont remporté la lutte pour l'hégémonie.

On remarquera toutefois, pour conclure, que ces critiques s'adressent peut-être davantage à la "théorie du choix rationnel" en général qu'à sa variante néo-institutionnaliste. Comme le remarquent G. Schneider et M. Aspinwall, tout "néo-institutionnaliste digne de ce nom" admet (en principe) la nécessité d'une représentation pluraliste et stéréoscopique (à la fois économique, historique et sociologique) du social. Là réside peut-être d'ailleurs un des principaux mérites du tournant néo-institutionnaliste : avoir placé le paradigme du choix rationnel sur des bases épistémologiques plus saines en assouplissant ses postulats et en le faisant renoncer à vouloir expliquer à lui seul toute la réalité.

Annexe 4/ "(Genre et) relations internationales" (Presses de Science Po 2013)

Les études de genre s'intéressent aux relations internationales depuis les années 1980. À l'époque, le contexte semblait favorable à l'innovation théorique, marqué d'une part par la contestation des approches qui avaient dominé la discipline pendant la guerre froide – notamment les courants réalistes et marxistes –, et d'autre part par l'apparition des paradigmes que nous connaissons aujourd'hui : théories libérales, transnationales, constructivistes, radicales, etc.¹²⁷ Pourtant, le dialogue entre les études de genre et les internationalistes *mainstream* a longtemps été "difficile"¹²⁸, peut-être du fait que les études de genre sont apparues à l'extérieur du champ académique des relations internationales et qu'elles ont immédiatement nourri un point de vue critique vis-à-vis du caractère scolastique et autoréférencé de la discipline. Pour reprendre l'expression d'Anna Agathangelou, la problématique du genre devait permettre de jeter un pont entre la réflexion sur la politique internationale et les "expériences vécues" (*lived experiences*) par tout un chacun, et notamment par les femmes¹²⁹. Les études de genre ont cependant fini par trouver leur place dans ce champ aux côtés d'autres études sociologiques¹³⁰ et des approches "critiques" (postcoloniales, poststructuralistes, postmodernistes, etc.).

Nous présentons dans cette notice les deux grands moments de la "conversation" évoquée par Ann Tickner : les études de genre ont commencé par formuler une critique "féministe" de la théorie réaliste des relations internationales, avant de faire des propositions théoriques plus "positives" dans le contexte du "tournant critique" susmentionné.

¹²⁷ Dario Battistella, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Science Po, 2006.

¹²⁸ Ann Tickner, *Gendering World Politics: Issues and Approaches in the Post-Cold War Era*, New York, Columbia University, 2001, p. x.

¹²⁹ Anna M Agathangelou, "'Sexing' Globalization in International Relations", in Geeta Chowdry and Sheila Nair (eds), *Power, Postcolonialism and International Relations*, New York, London, Routledge, 2002, p. 142-169, p. 142.

¹³⁰ Didier Bigo, "Genre et relations internationales", in Christine Bard, Christian Baudelot and Janine Mossuz-Lavau (eds), *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et pouvoir*, Paris, La Martinière, 2002.

La critique féministe de la théorie réaliste

"Dans sa critique des études de sécurité, la théorie féministe s'attaque au réalisme en révélant les biais de genre qui le structurent"¹³¹. De fait, les études de genre se sont appuyées sur le tournant "constructiviste"¹³² ou "réflexif"¹³³ en relations internationales pour relever que les fondements de la théorie réaliste ne sont pas neutres. Plus précisément, elles ont souligné que cette théorie repose sur des prémisses reflétant le caractère patriarcal des sociétés où elle a été produite. Cet argument vaut pour tous les éléments de la théorie réaliste, à savoir ses objets, ses méthodes, et ses concepts clés.

En ce qui concerne le choix des objets, Éric Blanchard a écrit que la théorie réaliste est "un discours patriarcal qui rend les femmes invisibles au niveau de la *high politics* des relations internationales"¹³⁴. Comme l'atteste le titre d'un célèbre ouvrage de Kenneth Walz – *Man, the State and War*¹³⁵ –, il est en effet très peu question des femmes dans les écrits réalistes. Partant de ce constat, de nombreux travaux inspirés par les études de genre se sont efforcés d'éclairer ce point aveugle. Ils ont notamment formulé les questions suivantes : pourquoi les formes les plus brutales de l'exploitation capitaliste touchent-elles majoritairement les femmes¹³⁶ ? Quelle est la place des rapports de genre dans la globalisation¹³⁷ ? Pourquoi la notion de fin de guerre ne fait pas sens pour les nombreuses femmes confrontées à des armées d'occupation¹³⁸ ? L'apport des études de genre ressemble ici à celui qui a été le leur dans d'autres champs de la science politique : elles ont permis de déplacer le regard vers des questions que les principales théories ne se posent pas car elles se situent en dehors de leur référentiel.

¹³¹ Eric Blanchard, "Gender, International Relations, and the Development of Feminist Security Theory", *Signs*, 8-4, 2003, p. 1289-1312, p. 1305.

¹³² Jeffrey Checkel, "The Constructivist Turn in International Relation Theory", *World politics*, 50, janvier 1998, 1998, p. 324-348.

¹³³ Dario Battistella, 2006, *op. cit.*

¹³⁴ Eric Blanchard, 2003, art. cit., p. 1292.

¹³⁵ Kenneth Walz, *Man, the State, and War*, New York, Columbia University Press, 1959.

¹³⁶ Christine Chin, *In service and servitude : foreign female domestic workers and the Malaysian "modernity" project*, New York, Columbia university press, 1998.

¹³⁷ Anna M Agathangelou, 2002, *op. cit.*

¹³⁸ Cynthia Enloe, *Manoeuvres: The International Politics of Militarizing Women's Lives*, Berkeley, University of California Press, 2000.

Sur le plan épistémologique, les études de genre ont relevé que le réalisme – ou plutôt le néoréalisme¹³⁹ – s'est développé à partir des années 1960 en s'appuyant sur une approche "positiviste"¹⁴⁰. Selon cette approche, la scientificité d'un discours se mesure à sa capacité à produire des hypothèses falsifiables et non falsifiées par leur mise à l'épreuve empirique. Les études de genre ont critiqué cette épistémologie positiviste en relevant, après Robert Cox et Richard Ashley, qu'elle rend impossible l'objectivation des processus de construction de la réalité et, par conséquent, la critique de l'ordre existant¹⁴¹. Partant de ce constat, les internationalistes travaillant sur le genre ont fait leur la maxime (postpositiviste) du "pluralisme méthodologique". Ils ont utilisé une grande variété de méthodes – quantitatives mais également et surtout compréhensives et socio-historiques – pour mettre au jour les principaux mécanismes de la domination de genre¹⁴².

Enfin, les études de genre ont relevé que les notions ou concepts que la théorie réaliste manipule ne sont pas opératoires pour penser le sort des femmes et celui de nombreux autres êtres humains. Cette remarque vaut pour les concepts de sécurité, de puissance ou encore d'État. On se contentera cependant ici de quelques commentaires relatifs à celui de sécurité. Le concept réaliste de sécurité a un double référent explicite : le citoyen (abstrait) d'une part et l'État d'autre part, étant entendu que ce dernier pourvoit à la sécurité du premier. Ce constat a conduit de nombreux analystes et praticiens des relations internationales à proposer un élargissement du concept aux notions de sécurité économique, environnementale ou encore humaine¹⁴³. Comme le remarque Éric Blanchard, "les incursions féministes dans le champ des relations internationales se situent plutôt du côté de ceux qui plaident pour un élargissement du concept de sécurité"¹⁴⁴.

¹³⁹ R. O. Keohane, "Theory of World Politics: Structural realism and beyond", in R. O. Keohane (eds), *Neorealism and Its Critiques*, New York, Columbia University Press, 1986, p. 158-203.

¹⁴⁰ Ann Tickner, "You just don't understand", *International Studies Quarterly* 41, 1997, p. 611-632.

¹⁴¹ Richard Ashley, "Political Realism and Human Interests", *International Studies Quarterly*, 25-2, 1981, p. 204-236; Robert W Cox, 1986 (1981), *op. cit.*; Ann Tickner, *Gender in International Relations: Feminist Perspectives on Achieving International Security*, New York, Columbia University, 1987.

¹⁴² Ann Tickner, "What Is Your Research Program? Some Feminist Answers to International Relations Methodological Questions", *International Studies Quarterly*, 49-1, 2005, p. 1-21, p. 2.

¹⁴³ Stuart Croft et Terry Terrif, *Critical reflexions on security and change*, Londres, 2000; Richard Wynn Jones, *Security, Strategy, and Critical Theory*, Colorado, Lynne Rienner, 1999; David Muttimer, "Beyond Strategy: Critical Thinking and the New Security Studies", in Craig A Snyder (eds), *Contemporary Security and Strategy*, New York, Routledge, 1999, p. 77-101.

¹⁴⁴ Eric Blanchard, 2003, art. cit., p. 1292.

Plus précisément, les études de genre ont affiné la critique théorique du concept réaliste de sécurité en observant que son référent implicite est un homme ou plus précisément un être constitué par des normes associées à la masculinité. Ce point ressort notamment de l'examen de la philosophie politique – principalement hobbésienne et machiavélienne – qui sous-tend la théorie réaliste classique. S'appuyant sur les lectures féministes de Thomas Hobbes et Nicolas Machiavel, Rebecca Grant a par exemple montré que le citoyen imaginé par la théorie réaliste sait faire face à la peur en opposant, notamment, une *virtù* masculine à la *fortuna* féminine¹⁴⁵. De plus, "la théorie politique empruntée par la discipline des relations internationales postule une division sphère domestique / sphère internationale qui relègue les femmes en dehors du champ politique"¹⁴⁶.

Dès lors, il n'est pas surprenant de constater que les politiques publiques pensées à partir du cadre réaliste contribuent si peu à la sécurité des femmes¹⁴⁷. L'étude de Katharine Moon sur les réseaux de prostitution qui entouraient les bases américaines en Corée du Sud dans les années 1970 illustre cette idée¹⁴⁸. Après avoir remarqué que ces réseaux furent mis en place avec la complicité du gouvernement américain, Katharine Moon note avec ironie que l'État fédéral américain a peut-être contribué à la sécurité de quelques citoyens abstraits en défendant ses intérêts jusqu'en Corée mais certainement pas à celle des travailleuses du sexe. Dans son récent ouvrage intitulé *Frames of War*, Judith Butler a poursuivi cette critique du concept réaliste de sécurité en observant que les États distribuent très inégalement la sécurité. À travers les guerres qu'ils mènent – guerres au sens propre comme au sens figuré de "guerre aux sans papiers" ou "guerre aux immigrés" –, "ils maximisent la précarité pour certaines populations et la minimisent pour d'autres"¹⁴⁹. Judith Butler observe que ce "cadrage" (*framing*) sélectif de la sécurité est très puissant. Il explique par exemple pourquoi nous ne sommes pas affectés de la même manière par les morts provoqués par des attentats suicides et par ceux – pourtant fort nombreux¹⁵⁰ – causés par la violence d'État moderne¹⁵¹.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 1293

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ Annica Kronsell et Erika Svedberg, *Making gender, making war: violence, military and peacekeeping practices*, New York, Routledge, 2012.

¹⁴⁸ Kathy Moon, *Sex among allies: Military prostitution in US-Korea relations*, New York, Columbia University Press, 1997

¹⁴⁹ Judith Butler, 2010, *op. cit.*, p. 3.

¹⁵⁰ Dario Battistella, 2006, *op. cit.*, p. 21.

¹⁵¹ Judith Butler, 2010, *op. cit.*, p. 40.

On le voit, les études de genre ont apporté une contribution significative à la critique de la théorie réaliste. Cette critique systématique est également "radicale" ou "réflexive" au sens de Dario Battistella¹⁵² dans la mesure où elle appréhende cette théorie comme un élément constitutif de la politique internationale – une idéologie en somme – plutôt qu'un instrument destiné à la décrire.

L'apport du genre aux théories critiques

Les études de genre ont trouvé une place au seuil (*at the edge*)¹⁵³ de la discipline des relations internationales, au sein de ce que l'on appelle les approches critiques. Celles-ci ont émergé au début des années 1980 pour dénoncer le manque de réflexivité des principales théories des relations internationales. Outre les études de genre, plusieurs courants les ont alimentées : les études postcoloniales, postmodernistes ou poststructuralistes. Au-delà des querelles de chapelle, ces approches partagent une même épistémologie postpositiviste et un même projet théorique : mettre au jour les rapports de pouvoir et de domination qui structurent la politique internationale.

Ce point ressort, pour commencer, des travaux sur les dimensions genrées de la guerre. Ces études cherchent à comprendre pourquoi les personnes qui participent le plus directement à la guerre – les militaires, les stratèges, les chefs de guerre – sont majoritairement des hommes. Dans un premier temps, quelques chercheuses féministes ont avancé la thèse d'une causalité directe entre la surreprésentation des hommes dans le domaine dit de *high politics* et la propension à faire la guerre¹⁵⁴. Cette interprétation essentialisante a été sévèrement critiquée par nombre de spécialistes du genre pour des raisons à la fois tactiques, empiriques et théoriques.

Sur le plan tactique, bell hooks¹⁵⁵ a relevé que ce discours qui attribue aux hommes une inclination naturelle pour la guerre reproduit la domination masculine en suggérant que les

¹⁵² Dario Battistella, 2006, *op. cit.*

¹⁵³ Philip Darby, *At the Edge of International Relations. Postcolonialism, Gender and Dependency*, London, New York, Pinter, 1997.

¹⁵⁴ Sara Ruddick, *Maternal Thinking: Toward a Politics of Peace*, Boston, Beacon Press, 1989.

¹⁵⁵ bell hooks, "Feminism and militarism. A comment", *Women's Studies Quarterly*, 23-3/4, 1995, p. 58-64. bell hooks est le nom de plume de Gloria Jean Watkins. Elle l'a formé à partir du nom de sa mère et de sa grand-

femmes ne seraient pas capables d'affronter des situations de crise. Selon elle, il importerait au contraire de marteler que les femmes ne sont pas moins douées pour penser, décider et faire la guerre si l'on veut leur ouvrir les portes des cercles de décision.

D'autres recherches ont ensuite souligné que la thèse des féministes qui attribuent aux femmes un penchant naturellement pacifique ne résiste pas à l'examen empirique : de Indira Gandhi à Condoleezza Rice en passant par Margaret Thatcher, de nombreuses femmes ont fait preuve d'un rapport pour le moins "normal" à la problématique de la guerre. Au-delà de ces cas particuliers, Marc Boyer et Mary Caprioli ont cherché à déterminer si les pays où les inégalités dans les rapports domestiques de genre sont les plus prononcés sont aussi les plus bellicistes¹⁵⁶. Pour ce faire, ils se sont appuyés sur des données du International Crisis Behavior Project¹⁵⁷ et divers indicateurs statistiques sur les rapports hommes/femmes dans la sphère domestique. Leur étude conclut à l'absence de relation significative entre ces deux variables.

Enfin, les études de genre ont souligné que cette posture théorique essentialisante est incapable de saisir la dimension "socialement construite" de la guerre. Ce point ressort de l'étude de Cynthia Enloe sur la construction de ce qu'elle appelle les "identités de genre militarisées" (*militarized gender identities*)¹⁵⁸. Construits en temps "normal" (de paix), les rôles de genre se trouvent exacerbés au moment où les machines guerrières se mettent en branle. Par exemple, un État en guerre ne se contentera pas d'appeler ses citoyens hommes à venir défendre la "mère" patrie ou venger le "père" mort lors de la dernière guerre. Il rappellera également aux femmes qu'une "bonne mère" ne pleurera pas trop longtemps son fils mort au combat, qu'une "bonne épouse" attendra d'autant mieux son mari qu'elle travaillera dans les usines, qu'une "bonne sœur" se montrera solidaire de son frère en devenant infirmière dans un hôpital militaire, etc. En résumé, l'étude de Cynthia Enloe nous montre que l'opposition masculin/féminin fonctionne comme une matrice d'organisation et, par conséquent, de légitimation de la guerre.

mère. bell hooks insiste pour que son nom soit écrit en lettres minuscule pour se distinguer de ses parents et signifier que l'important, c'est la substance de ses livres et non pas qui elle est.

¹⁵⁶ M Boyer et M Caprioli, "Gender, violence, and international crisis", *Journal of Conflict Resolution*, 45-4, 2001, p. 503-518.

¹⁵⁷ Voir en ligne sur : <http://www.cidcm.umd.edu/icb/>

¹⁵⁸ Cynthia Enloe, 2000, *op. cit.*

De nombreuses recherches centrées plus spécifiquement sur les organisations militaires ont confirmé cette thèse. En tant que "bras droit de l'État"¹⁵⁹, les organisations militaires promeuvent des représentations, des normes et des valeurs associées à la masculinité. À ce propos, l'image proposée par Robert Kagan pour expliquer la différence entre les budgets militaires états-uniens et européens est tout à fait éloquente. La phrase "Les Américains viennent de Mars et les Européens de Vénus"¹⁶⁰ est couramment citée pour illustrer l'idée d'une frilosité (malheureuse) de l'Europe en matière de dépenses militaires¹⁶¹. Cette phrase traduit plutôt une vision du monde qui valorise les notions masculines de force, de confiance en soi ou encore de capacité à l'abstraction.

On le voit, la plupart des recherches structurées par une perspective de genre convergent vers un même diagnostic : les guerres prennent racine dans le discours genré et hétéronormatif qui voit dans l'opposition hiérarchisée masculin/féminin la grande matrice d'organisation du monde et de formatage des comportements. Ce diagnostic n'est pas sans rapport avec l'idée selon laquelle il importerait de penser la domination à l'intersection des questions de genre, de race et de classe.

Afin de mettre au jour les mécanismes de domination qui structurent la politique internationale, les études de genre se sont alliées avec les études postcoloniales, postmodernistes et poststructuralistes pour sensibiliser le champ des relations internationales aux réflexions sur l'intersectionnalité des relations de pouvoir¹⁶². Ces réflexions partent de l'idée que les grands facteurs explicatifs de la domination – la classe, la race et le genre – ne sont pas des essences ou des caractéristiques intangibles attachées aux êtres humains. Ce sont au contraire des construits sociaux et historiques dont les "énoncés" – au sens de Michel Foucault – ne prennent sens que dans un rapport d'intertextualité.

Pour commencer, plusieurs auteur.e.s ont cherché à comprendre comment les relations de genre, de race et de classe se nouent dans des contextes particuliers. Cet intérêt pour le local découle en partie d'un scepticisme vis-à-vis des grandes synthèses critiques des générations

¹⁵⁹ Pierre Bourdieu, *La domination masculine*, Paris, Seuil, 1998.

¹⁶⁰ Robert Kagan, *Of Paradise and Power: America and Europe in the New World Order*, New York, A. Knopf, 2003.

¹⁶¹ Roger Kanet, "Still Mars, still Venus ? The United States, Europe and the future of the transatlantic relationship. Special issue", *International Politics*, 45:n°3, 2008, p. 231-397.

¹⁶² Valérie Amos et Pratibha Parmar, "Challenging Imperial Feminism", *Feminist Review*, 80, 2005, p. 44-63; bell hooks, 1995, art. cit; Chandra Tapalde Mohanty, Robin Riley et Minnie Bruce Pratt, *Feminism and war: confronting US imperialism*, London Zed books, 2008.

précédentes et de leur occidentalisme déguisé. Par conséquent, les théoricien.ne.s de l'intersectionnalité ont plutôt focalisé leur attention sur d'autres régions du monde – l'Europe centrale et orientale, l'Asie, l'Afrique, l'Amérique du Sud – ou sur les rapports Nord-Sud.

Les travaux d'Anna Agathangelou sur la "sexualisation" de la globalisation illustrent l'intérêt de ce type d'approche pour l'étude des relations transnationales¹⁶³. Étudiant la situation des travailleuses domestiques ukrainiennes et roumaines immigrées en Turquie, en Grèce et à Chypre, elle observe que ces femmes subissent une exploitation économique capitaliste extrême matérialisée par la dissipation de la frontière entre travail domestique et prostitution. Son enquête révèle que les bénéficiaires de cette relation économique d'exploitation (se) représentent ces femmes comme "absolument autres": 1) en termes de classe, c'est-à-dire pauvres et par conséquent "heureuses de pouvoir arrondir leurs fins de mois grâce à quelques travaux supplémentaires"; 2) en termes de race, la racialisation opérant alors comme une matrice d'assignation des rôles dans "l'économie du désir"; 3) en termes de genre, c'est-à-dire d'une féminité réduite à la notion de "beauté et de sexualité marchandable"¹⁶⁴. En résumé, l'enquête d'Anna Agathangelou révèle une matrice de domination où les notions de classe, de race et de genre s'imbriquent pour dépeindre ces femmes comme *absolute others*, c'est-à-dire des êtres exclus des rapports économiques classiques ou tout simplement humains.

L'intérêt des partisan.e.s de l'intersectionnalité pour l'historicisation des observations n'a pas empêché quelques tentatives de synthèse. La principale est le fruit d'une rencontre entre les théories de l'intersectionnalité et de la postmodernité, motivée par un constat relativement simple : de nombreuses matrices d'organisation et de classification du monde sont des produits de l'époque moderne et du grand récit de la modernité. C'est notamment le cas des énoncés constitutifs du sujet moderne, à savoir les distinctions masculin/féminin, personne blanche/de couleur, rationnel/irrationnel, occidental/oriental, civilisé/barbare, etc¹⁶⁵. Pour les théoricien.ne.s postmodernistes de l'intersectionnalité, ces couples notionnels sont autant de faces d'une même médaille. Ils s'interpellent et se répondent pour organiser le monde en deux catégories : les modernes et ceux qui ont vocation à le devenir – ou à disparaître¹⁶⁶. Dans ce

¹⁶³ Anna M Agathangelou, 2002, *op. cit.*

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 161

¹⁶⁵ Edward W Said, 1978, *op. cit.*

¹⁶⁶ Randolph Persaud, "Situating race in international relations: the dialectic of civilizational security in American immigration", in Geeta Chowdry and Sheila Nair (eds), *Power, Postcolonialism and International Relations*, New York, London, Routledge, 2004, p. 56-81.

contexte, le principal apport des théories de l'intersectionnalité a consisté à mettre en évidence que les missions civilisatrices européennes prennent régulièrement pour "objet" un même archétype, que Gayatri Spivak a appelé "la femme de couleur victime de l'homme de couleur"¹⁶⁷.

Cette figure a pris plusieurs visages au cours de l'histoire : celui des femmes de l'Inde précoloniale brûlées vives avec le corps de leur défunt mari, celui des femmes vietnamiennes ou afghanes aux doigts maquillés mutilés par les vietcongs ou les talibans¹⁶⁸, ou, plus récemment, celui des femmes violées par les milices de Mouammar Kadhafi¹⁶⁹. Dans chaque cas, cette situation appelait l'intervention d'"hommes blancs sauvant les femmes de couleur des hommes de couleur"¹⁷⁰.

Pour les penseurs de l'intersectionnalité, la reproduction de cet archétype dans des contextes historiques si différents n'est pas seulement la conséquence de la paresse de conseillers en communication ne sachant pas comment vendre leur guerre. L'énoncé relevé par Gayatri Spivak – d'"hommes blancs sauvant les femmes de couleur des hommes de couleur" – est un acte de langage doublement performatif. Premièrement, cet énoncé agit sur le monde en donnant un sens à une nouvelle réalité lourdement matérielle : la guerre coloniale, la colonisation, l'œuvre civilisatrice, les guerres humanitaires, etc. Deuxièmement, cet énoncé prive les "subalternes" de la parole et de la représentation. Ce faisant, il les "désubjectifie"¹⁷¹ et les "démoralise en présentant leur résistance comme futile"¹⁷².

Force est de constater que les études de genre ont fini par trouver une place dans la discipline des relations internationales et dans les départements académiques prenant la politique internationale comme objet. Ainsi, Ann Tickner fut deux ans présidente de la International Studies Association. Par ailleurs, des auteures comme Gayatri Spivak ou Judith Butler se sont installées comme des figures majeures du débat universitaire sur la politique internationale

¹⁶⁷ Gayatri Chakravorty Spivak, 1988, *op. cit.*

¹⁶⁸ Kevin J Ayotte et Mary Husain, "Securing Afghan Women: Neocolonialism, Epistemic Violence, and the Rhetoric of the Veil", *NWSA Journal*, 17, 2005, p. 112-133.

¹⁶⁹ Voir en ligne sur : http://www.lepoint.fr/monde/libye-des-femmes-brisent-le-tabou-du-viol-devant-des-enqueteurs-de-la-cpi-01-12-2011-1402774_24.php

¹⁷⁰ Gayatri Chakravorty Spivak, 1988, *op. cit.*, p. 93.

¹⁷¹ Franz Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 2002 (1961), p. 40.

¹⁷² John M Hobson, "Is critical theory always for the white West and for Western imperialism? Beyond Westphalian towards a post-racist critical IR", *Critical International Relations Theory after 25 Years*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 91-116, p. 93.

aux États-Unis. Ce succès relatif s'explique sans doute par le fait que les études de genre sont allées bien au-delà de leur premier projet intellectuel : mettre au jour les points aveugles sexistes des principales théories des relations internationales et réhabiliter les femmes comme actrices et victimes de la politique internationale. En effet, elles ont contribué à la pluralisation épistémologique et théorique de la discipline, n'en déplaise aux épigones de Karl Popper comme Robert Keohane¹⁷³.

¹⁷³ R. O. Keohane, "International Relations Theory: Contributions of a Feminist Standpoint", *Millenium: Journal of International Relations Studies*, 18, 1989, p. 245-253.

Annexe 5/ "(Etudes de) Subalternité" (Athena Editions 2019)

Les "études de subalternité" forment un courant de la théorie postcoloniale. Ranajit Guha joua un rôle clé dans la structuration initiale de ce champ d'études. Dans ses premiers écrits sur la question¹⁷⁴, il prenait position contre l'historiographie de l'Inde coloniale qui ne rendait pas justice à la dimension politique des révoltes paysannes. Cette dimension était omise au travers de métaphores assimilant ces révoltes à des phénomènes naturels : "elles éclatent comme des orages, se soulèvent comme des tremblements de terre, se répandent comme des incendies, infectent comme des maladies"¹⁷⁵. Pour Guha, ce cadrage posait deux problèmes. Premièrement, il était partial au sens où il reproduisait sans esprit critique la perspective inscrite dans les archives coloniales, c'est-à-dire celle des agents coloniaux britanniques ou indiens. Deuxièmement, ce cadrage sapait le fondement de la critique sociale en niant l'"agentivité" (*agency*) de ces "subalternes".

D'après Guha, la théorie critique de l'époque, dominée par le marxisme, ne permettait pas de sortir de cette double aporie. Dans sa variante dominante, la théorie marxiste insistait sur "les facteurs économiques ou la privation politique, lesquels ne se rapportent pas à la conscience paysanne ou le font de manière négative en déclenchant une rébellion de type 'action-réflex'". Dès lors, "l'insurrection [était] vue comme extérieure à la conscience du paysan et la Cause [était] présentée comme un substitut fantôme de la Raison, la logique même de cette conscience"¹⁷⁶. Il existait toutefois une exception dans ce paysage théorique : le marxisme critique d'Antonio Gramsci. Dans ses *Cahiers de prison*¹⁷⁷, rédigés entre 1926 et 1934, Gramsci évoquait la condition de "subalterne" de divers groupes sociaux et, surtout, les fondements discursifs de l'oppression dont il était victime. Pour le philosophe italien, l'oppression ne prenait pas seulement racine dans les rapports de force matériels, mais aussi dans l'intériorisation par les dominés/subalternes du "discours hégémonique" qui naturalise leur position dans la structure sociale.

Les écrits de Guha ouvrirent la voie, dans les années 1980, à une série de publications explicitement labellisées "études de subalternité". Elles éclairèrent l'histoire de l'Inde à partir

¹⁷⁴ Ranajit Guha, 1983, *op. cit.*; Ranajit Guha, *Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*, Dehli, Oxford University Press, 1983.

¹⁷⁵ Ranajit Guha, 1983, *op. cit.*, p. 47.

¹⁷⁶ *Ibid.*

¹⁷⁷ Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, Paris, Gallimard, 1996 (écrits entre 1926 et 1934).

d'une focale sur "le peuple", entendue comme "la différence démographique entre la population indienne totale et tous ceux qu'on qualifie d'élites"¹⁷⁸. Par ailleurs, ces études de subalternité, dites de la "première vague", produisirent une réflexion originale sur l'épistémologie de l'historiographie des pays colonisés. Dans ces pays, les archives furent principalement produites par les fonctionnaires coloniaux. Or ces documents textuels ne sont pas neutres. Ils relèvent de la "prose de la contre-insurrection"¹⁷⁹ qui appelle dès lors une vigilance épistémologique accrue – ou d'avoir recours à d'autres sources – pour contourner ce biais.

Cette tradition de recherche issue de l'historiographie indienne s'exporta et s'hybrida sur d'autres continents. Dans les années 1990, Mahmadou Diouf¹⁸⁰ observa par exemple que le projet intellectuel des études de subalternité résonnait avec celui de l'historiographie africaniste soucieuse de faire apparaître des "voix africaines". Les études de subalternité ont aussi intéressé des spécialistes de l'Asie du Sud-Est et d'Amérique latine où *La vision des vaincus* de Nathan Wachtel¹⁸¹ avait déjà posé quelques jalons.

À la fin des années 1980, une nouvelle tradition d'études de subalternité émergea sous l'impulsion d'auteurs venus de la littérature comparée comme Edward Saïd et Gayatri Spivak. Dans *Orientalisme*¹⁸², Saïd avait analysé et déconstruit les savoirs sur "l'Orient" produits en France et au Royaume à l'époque coloniale. Son objectif intellectuel et politique n'était pas seulement de dénoncer la fausseté des clichés de la pensée "orientaliste", mais de dénoncer l'opération de pouvoir consistant à priver les colonisés du droit à l'auto-représentation. Pour le dire autrement, l'orientalisme n'est pas seulement, pour Saïd, une idée fautive. C'est aussi et surtout un discours confisqué : "Je dois répéter que je n'ai aucun Orient "réel" à défendre. En revanche, j'ai une haute considération pour les pouvoirs et les dons des peuples de cette région qui luttent pour leur vision de ce qu'ils sont et veulent être"¹⁸³. Ces thèses résonnaient fortement avec les idées promues par le réseau des études de subalternité. La rencontre se fit

¹⁷⁸ Ranajit Guha et Gayatri Chakravorty Spivak, *Selected Subaltern Studies*, Delhi, Oxford University Press, 1988, p. 35.

¹⁷⁹ Ranajit Guha, 1983, *op. cit.*

¹⁸⁰ Mamadou Diouf, *L'historiographie de l'Inde en débat. Colonialisme, nationalisme et sociétés postcoloniales*, Paris, Karthala-Sephis, 1999, p. 1999.

¹⁸¹ Nathan Wachtel, *La Vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la Conquête espagnole (1530-1570)*, Paris, Gallimard, 1971.

¹⁸² Edward W Said, 1978, *op. cit.*

¹⁸³ *Ibid.*, p. xix

donc naturellement. Saïd raconta ce moment d'hybridation et de traduction théorique dans une préface à un recueil d'études de subalternité édité par Ranajit Guha et Gayatri Charvorty Spivak (1988).

À cette même époque, le réseau s'enrichit ainsi des contributions de Gayatri Charvorty Spivak. Cette dernière se rendit célèbre pour son texte intitulé "Can the subaltern speak ?" (*Les subalternes peuvent-elles parler ?*), paru initialement sous le titre "Power and Desire"¹⁸⁴. Si la postérité a retenu le titre de 1988, celui de 1983 est tout aussi significatif. L'article débutait par une critique de la théorie poststructuraliste du discours présente dans un entretien entre Michel Foucault et Gilles Deleuze¹⁸⁵. Spivak leur reprochait de postuler une adéquation entre les "désirs" – c'est-à-dire, selon sa terminologie, ce qui meut concrètement les acteurs – et les "intérêts" objectifs induits par la place du sujet désirant dans la structure sociale¹⁸⁶. Pour Spivak, la croyance dans l'adéquation entre désirs et intérêts n'est pertinente que dans la perspective des dominants. Pour les "subalternes", en revanche, cette relation mécanique n'existe pas. Alors que les désirs des "subalternes" sont en grande partie construits par ce que Gramsci a appelé le "discours hégémonique", leurs intérêts restent arrimés à leur position dans la structure sociale, laquelle ne leur permet pas de participer à la production du discours et, par conséquent, de leurs propres désirs¹⁸⁷. Le corollaire de cette idée est que la remise en cause des structures de domination passe par une démocratisation de la production du discours ou, pour le dire autrement, de la constitution des subalternes en sujets du discours, c'est-à-dire en "non-subalternes".

Spivak illustre cette idée en prenant l'exemple du discours sur le *sati*, cette coutume funéraire hindouiste très contestée et marginale qui a conduit certaines femmes à mourir sur le bûcher lors de l'immolation du corps de leur défunt mari. Au début du XIX^e siècle, le gouvernement britannique déclara qu'un tel rite était une pratique "barbare" et qu'il était du devoir des Britanniques d'y mettre fin en prenant le contrôle politique du sous-continent indien. Cet argumentaire culmina en 1829 quand le gouvernement britannique prononça officiellement l'interdiction du *sati*. Entre temps, la peinture et la littérature s'étaient emparées de ce thème qui mettait en opposition – dans la plus pure tradition orientaliste – un

¹⁸⁴ Gayatri Chakravorty Spivak, 1988, *op. cit.*

¹⁸⁵ Gilles Deleuze, 2004 (1986), *op. cit.*

¹⁸⁶ Gayatri Chakravorty Spivak, 1988, *op. cit.*, p. 68.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 78

Orient barbare, patriarcal et traditionnel à un Occident civilisateur, égalitaire et moderne¹⁸⁸. D'après Spivak, tous ces segments du "discours hégémonique" – la propagande coloniale britannique, la littérature et la peinture orientalistes – s'articulaient autour d'un même thème : celui des "femmes de couleur opprimées par des hommes de couleur et sauvées par l'homme blanc". Simultanément, des nationalistes indiens développèrent un discours contre-hégémonique érigeant le *sati* en symbole de l'identité indienne et affirmant que ces femmes "voulaient mourir". Pour Spivak, le discours paternaliste à prétention émancipatrice et le discours nationaliste conservateur étaient deux faces d'une même médaille. Ils se répondaient mutuellement pour constituer ces personnes opprimées en "subalternes", c'est-à-dire en objets du discours. L'argument final de Spivak était que la place des personnes opprimées dans la structure sociale n'a aucune chance de bouger tant qu'elles ne peuvent pas se constituer en sujet du discours, autrement dit quand elles ne "peuvent pas parler".

Ayotte et Husain ont mobilisé le cadre conceptuel de Spivak dans leur étude sur les cadrages politiques et médiatiques de la guerre états-unienne en Afghanistan. Parallèlement aux arguments "proprement" antiterroristes qui affirmaient la présence d'Al Qaïda sur le territoire afghan, les responsables politiques ont mis de l'avant un motif humanitaire (voir Guerre humanitaire) : sauver les femmes afghanes opprimées par les Talibans. Par exemple, le président George W. Bush "a présenté l'interdiction faite aux femmes d'avoir accès à l'éducation comme le contexte général de son exigence relative à la livraison des membres d'Al Qaïda cachés en Afghanistan"¹⁸⁹. Les médias dominants ont reproduit ce discours en focalisant leur attention sur un objet : la *burqa*, c'est-à-dire la variante afghane du voile intégral musulman. Ces auteurs montrent que le discours hégémonique des médias ne portait jamais sur l'obligation faite aux femmes de porter la *burqa* – une norme objectivement oppressante – mais sur l'objet lui-même : la *burqa*. Or cette dernière n'était pas présentée comme un objet que les femmes pouvaient investir de significations personnelles (notamment comme un instrument de cache d'arme et de résistance à l'impérialisme comme lors de la guerre avec l'Union soviétique) mais comme un symbole d'oppression¹⁹⁰. Ce faisant, le discours hégémonique naturalisait un cadrage où la voix des femmes était absente. Il est intéressant de remarquer que Hugh Gusterson est parvenu aux mêmes conclusions dans son

¹⁸⁸ Edward W Said, 1978, *op. cit.*

¹⁸⁹ Kevin J Ayotte et Mary Husain, 2005, art. cit., p. 122.

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 119

étude sur la représentation, dans le discours médiatique états-unien, des "insurgés" afghans¹⁹¹. La question posée dans le titre de son article – "Can the insurgent speak ?" ("L'insurgé peut-il parler ?") – faisait à la fois écho au célèbre article de Spivak et aux thèses de Guha sur la "prose de la contre-insurrection".

Les études de subalternité se sont renouvelées au tournant des années 1990 et 2000 sous l'impulsion, notamment, de Dipesh Chakrabarty. Renouant avec les idées de la première vague d'écrits subalternistes, cet auteur proposa de débusquer et de déconstruire "l'eurocentrisme" universitaire. Chez Guha, l'eurocentrisme prenait racine dans les sources d'investigation, en l'occurrence les archives coloniales, ce qui pouvait laisser entendre qu'il serait circonscrit à l'historiographie des pays colonisés. Pour Chakrabarty, l'eurocentrisme se loge, aussi, dans les théories des sciences humaines et sociales en raison du poids de la pensée orientaliste dans ce domaine comme dans d'autres et de la sacralisation d'un panthéon de "pères fondateurs", tous européens ou nord-américains. Cet eurocentrisme étant un legs de l'époque (coloniale) où l'Europe s'était construite comme centre du monde, Chakrabarty proposait d'inverser les rapports de pouvoir/savoir et de "provincialiser l'Europe"¹⁹².

Cet appel à la vigilance épistémique a trouvé des échos dans le champ des études internationales. En 1979, Ken Booth avait déjà posé quelques jalons en dénonçant "l'ethnocentrisme" des études stratégiques, lesquelles constituaient alors le cœur de la discipline britannico-américaine de Relations internationales¹⁹³. Le tournant "réflexiviste" et "postpositiviste" des années 1980 et 1990 a ensuite offert un espace aux courants féministes, postcoloniaux et autres pour lesquels il existe d'autres agents des "relations internationales" que "l'homme souverain" de la théorie réaliste¹⁹⁴. Cependant, il n'est pas certain que les courants réflexivistes ou postpositivistes ait rempli toutes leurs promesses en termes de déconstruction de l'ontologie implicite des agents des "relations internationales". Certaines approches dites critiques portent aussi ce que John Hobson appelle un "eurocentrisme subliminal", lequel est "plus subtile mais pas moins orientaliste" que celui des études

¹⁹¹ Hugh Gusterson, "Can the Insurgent Speak?", in Tarak Barkawi and Keith Stanski (eds), *Orientalism and war*, New York, Columbia University Press, 2013.

¹⁹² Dipesh Chakrabarty, *Provincializing Europe. Postcolonial thought and Historical Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

¹⁹³ Ken Booth, *Strategy and Ethnocentrism*, Holmes & Meier Publishers, 1979, p. 179.

¹⁹⁴ Richard K Ashley et R. B. T Walker, "Introduction: Speaking the Language of Exile: Dissident Thought in International Studies", *International Studies Quarterly*, 34-3, 1990, p. 259-268, p. 262.

stratégiques. Hobson fait référence aux travaux qui critiquent l'impérialisme occidental contemporain sans pour autant rendre justice à "l'agentivité orientale"¹⁹⁵. Qu'il soit juste ou non, le diagnostic de John Hobson témoigne d'un effet du tournant subalterniste dans les sciences sociales : il existe aujourd'hui un espace pour la réflexion sur les présupposés culturels implicites de la recherche en relations internationales et sur les rapports de pouvoir qu'ils instituent.

¹⁹⁵ John M Hobson, 2007, *op. cit.*, p. 93.

Mes travaux sur les guerres contemporaines ont principalement porté sur les questions de violence guerrière. Ces deux articles sont représentatifs de ces recherches :

- "Humanitarian violence. How French airmen kill or let die in order to make live", *Critical Military Studies*, 5/4, 2019, p. 322-340.
- "The politics of emotions in contemporary wars", in : S. C. Roach (eds), *Handbook of critical international relations*, Cheltenham, UK ; Northampton, MA, USA, Edgar Elgar Publishing, 2020, p. 305-323

Annexe 6/ "Humanitarian violence" (Critical Military Studies 2019)

ABSTRACT : A number of Western countries such as the United States, Britain and France have been waging war continuously since the 'terrorist' attacks of September 11, 2001. Although these wars have resulted in a massive loss of life, only a few scholars have tried to understand the determinants and motives behind this violence. This article aims to shed some light on this blind spot by studying the interpretive 'frames' (Judith Butler) that mediate the Western military's relation to violence. It does so by relying on a qualitative inquiry with the French airmen who bombed Afghanistan (2001-2011), Libya (2011) and Mali (2013). The article argues that the classical explanation in terms of 'de-humanization' is only partially heuristic. Indeed, airmen sometimes see the human 'face' – in Levinas' term - of the people they kill, and these moments of 'recognition' do not alter their will to wage war and drop bombs. I explain this apparent paradox by relying on Eyal Weizman's notion of 'humanitarian violence'.

'Honestly, I was preoccupied before my first bombing mission. I thought that it would be psychologically difficult to live with the fact that I killed people. (...) I talked a lot about that with my family when I joined the military. Now, here is what strikes me most : it left me completely indifferent. (...). And this disturbs me a little' (Interview with a French pilot, March 2013).

Introduction

What¹⁹⁶ motivates soldiers to go to war and kill ? The answer to this question is pretty obvious when soldiers defend themselves or when they try to protect their comrades-in-arms (Whitley Kaufman 2009). However, such situations of 'self-defence' have become rare in the context of the 'new Western way of war' (Martin Shaw 2006). During the last two decades, a significant proportion of Western military operations has taken the form of drone and fighter-bomber strikes against 'terrorists'¹⁹⁷ or 'insurgents' who have had no material possibility of retaliation. During the NATO war in Libya, for instance, NATO aircraft dropped more than 7,700 bombs which killed thousands of people¹⁹⁸. Meanwhile, not a single NATO aircraft was hit during this eight-month bombing campaign. This article aims at understanding how Western airmen make sense of what appears, from the outside, as mere executions. Do they hate their enemies ? Do they see them as remote 'things' with no real significance ? If they acknowledge that they kill fellow human beings, how do they make sense of this ?

I will address the aforementioned questions by drawing upon an inquiry into French airmen. In concrete terms, I conducted 40 semi-structured interviews with French pilots and

¹⁹⁶ I would like to thank Patrick Boucheron, Christian Olsson, Julien Pomarède, Vincent Fouchet, Christophe Wasinski, and the two anonymous reviewers for their stimulating comments on a previous version of this article. I am also grateful to Harriet Gray and the other CMS editors for their friendly support and professionalism.

¹⁹⁷ I distance myself in this article from those notions that carry the voice of particular social actors, notably the airmen that I have interviewed. The word 'terrorist' always falls into this category. This is why I surround it with inverted commas.

¹⁹⁸ Chivers, C. J. and Schmitt, E., 'In Strikes on Libya by NATO, an Unspoken Civilian Toll', *The New York Times*, December 17, 2011

navigators who participated in the wars in Afghanistan (2001-2011), Libya (2011) and Mali (2013). I have analysed the interviews from a 'sociological' perspective. This means that I have left to one side the psychologizing literature that argues that violence takes root in sadistic instincts or, more generally speaking, in some trans-historical 'human nature' (Johanna Bourke 1999). I assume, with most historians and sociologists of violence, that violence in war is like all social actions : it is not 'natural' but, rather, 'naturalized' (Victoria Basham, Aaron Belkin et al. 2015) through discourses, apparatuses ('dispositifs' in Foucault's sense) and routinized practices. Judith Butler helps to conceptualize this when she argues that violence is always mediated by interpretive 'frames' (Judith Butler 2004; Judith Butler 2010). In what follows, I will rely on this notion and investigate which 'frames of war' (Butler) mediate the French airmen's lethal actions.

The notion of 'frame of war' also proved useful in order to develop a critical approach. The word 'critical' does not entail, necessarily, a normative connotation. Rather, it refers to an epistemological stance, namely the reflexive view that one cannot understand a given instance of violence by recycling the very normative assumptions which contribute towards naturalizing it. For instance, I will rely on Butler, Weizman (2012), Asad (2007) and some others in order to reject the (liberal) view that the violence perpetrated by states in accordance with the standards of International Humanitarian Law (IHL) would be less questionable than, say, 'terrorist' or 'criminal' violence. From a critical perspective, the notion that a certain instance of violence might be more legitimate than another constitutes, in itself, a frame of war in Butler's sense and, therefore, an object of investigation. The reason why critical theorists tend to focus more on the violence perpetrated by Western 'liberal' states than so-called 'terrorist' violence is empirical. As pointed out by Asad, the wars that Western 'liberal' states have waged since 2001 'have already resulted in massive losses of life that immeasurably exceed anything terrorists have managed to do' (Talal Asad 2007). For instance, the US economist Mark Herold calculated that Western fighter-bombers directly killed, at least, 7,948 Afghan civilians between October 2001 and 2010 (Marc W Herold 2012). This low estimate is more than two times higher than the number of civilians killed by the 'terrorist' attack of 9/11 (3,380).

So far, most critical scholars have connected the question of violence to that of de-humanization. They observe, in particular, that the Western war rhetoric tends to demonize or reify the victims of Western bombs by calling them 'terrorists', 'criminals' or 'collateral damages'. These critical scholars rely, implicitly or explicitly, on 'theories of recognition' (Axel Honneth 2005; Paul Ricoeur 2005 ; Thomas Lindemann 2010). They assume, to paraphrase Levinas, that violence takes root in the inability to see the other's 'human face' (Emmanuel Levinas 2001). This argument is explicit, for instance, in the literature on the 'virtualization' of warfare (James Der Derian 2009).

This article builds upon, but also challenges, this misrecognition paradigm. I will show that some de-humanizing dynamics are, indeed, at work in contemporary Western warfare, and that they play a central role in the naturalization of violence. It is important to emphasize the weight of these de-humanizing dynamics in order to deconstruct the mainstream literature that presents Western combatants in general, and drone operators in particular, as genuine humanist subjects who suffer from 'post-traumatic stress disorder' (PTSD) everytime they kill a fellow human-being (Grégoire Chamayou 2013).

However, these de-humanizing tendencies are by no means the whole story. The airmen that I have interviewed partly see the 'human face' of their victims, and these moments of recognition do not throw into question their will to wage war and drop bombs. Building upon the work of Eyal Weizman, I will argue that French airmen can be viewed as agents of a 'humanitarian violence' (Eyal Weizman 2012). Humanitarian violence differs from some other kinds of violence - in particular nationalist and bureaucratic violence (Hannah Arendt 1963) - in the sense that it tolerates a certain amount of identification with the victims. In contrast to nationalists, agents of humanitarian violence do not need to hate their enemies in order to feel able to kill them. Unlike bureaucrats, agents of humanitarian violence do not blind-spot the question of the moral consequences of their acts. They consider that violence is morally acceptable if it can be framed as a 'lesser evil'. My point is that the airmen have some 'good intersubjective reasons', to paraphrase Boudon (Raymond Boudon 1999), to believe that their lethal actions constitute a 'lesser evil'. Indeed, they are surrounded by 'moral technologies' (Adi Ophir 2002) which make this very statement.

The argument will proceed as follows. The first section of the article presents the methodological framework and the case study. The second section reviews in greater detail the aforementioned literature on the social construction of violence in current Western air wars. The other sections present the main finding of this inquiry, namely the fact that the airmen are agents of some 'humanitarian violence' in Eyal Weizman's sense. I will make this point in three steps. In section three, I will mainly focus on the actors' discourse and show that the airmen do not fully or always de-humanize their victims. In section four, I will connect these discourses to Weizman's framework and make the point that this partial identification with their victims does not constitute much of an obstacle to violence. In section five, I show that the frame of humanitarian violence is not a mere rhetoric. It can also be found in the concrete technologies and instruments that airmen use when they drop bombs. I will conclude with some remarks about the power structures which underpin this 'necropolitical' (Michel Foucault 1997 (1976)) way of administering the life and death of populations.

Understanding the 'frames' that mediate the French airmen's relation to violence

This article follows the methodology proposed by Sylvester, Weber, MacLeish and others : it tries to understand war and its associated power structures by focusing on those who concretely wage it, i.e. the military personnel involved (Christine Sylvester 2011 ; Christine Sylvester 2012 ; Kenneth T MacLeish 2013; Cynthia Weber 2014). This section presents the methodological and empirical framework of this research, starting with Butler's heuristic notion of 'frame of war'.

In spite of her philosophical background, Judith Butler has paved the way for a sociological understanding of contemporary Western war violence by putting forward a key notion : that of 'frame of war' (Judith Butler 2004; Judith Butler 2010). This notion proved helpful in describing the arbitrary and selective character of the meaning structures which drive contemporary Western wars. Indeed, frames of war are like photographic frames. They are 'always throwing something away, always keeping something out, always de-realizing and de-legitimizing alternative versions of reality, discarded negatives of the official version' (Judith Butler 2010). In the case under investigation here, the frame metaphor can be taken

pretty far. It helps in understanding an important characteristic of war : it draws a line between the lives one fully identifies with, the lives that remain completely outside the frame, and those which move between these two extremes. As we shall see later, non-Western civilians belong to this last category : they are neither seen as fundamentally human nor fundamentally inhuman, and this state of indeterminacy plays a central role in the naturalization of violence.

Besides, Butler's approach helps in observing that frames of war are like all elements of what Foucault calls "discourse": they take both ideational and material forms. They take ideational forms in the sense that they constitute the actors' identities and belief systems. For instance, I will show that the frame of humanitarian violence has a strong identity dimension as it goes along with a self-representation as 'humanist subject' (as opposed to the 'terrorists' who are said to lack humane sensitivity). Yet frames of war also take material forms as they materialize in various apparatuses that both reflect and fashion human intentions. For instance, I will argue later that several new Western technologies of war can be understood as 'moral technologies' (Adi Ophir 2002), i.e. as material objects which fashion the belief that one carries out a moral act when using them.

Finally, Butler's Foucauldian approach helps in understanding that frames of war are not constituted once and for all. Like all elements of 'discourse', they also emerge from experience (Michel Foucault 1997 (1976)). For instance, someone may go to war with few preconceive ideas about the enemy, experiences the enemy's violence, interpret it as cruelty, and start hating him in return (Tarak Barkawi 2004).

Empirically, this research studies the frames of war of the French pilots and navigators who bombed Afghanistan (2001-2011), Libya (2011) and Mali (2013). Although it may appear narrow at first sight, this focus on airmen enables us to understand some more general trends of post 9/11 Western wars. Firstly, this case study illustrates an important change in Western war practices, namely the fact that Westerners often wage war and kill from a distance. The mainstream debate on this question has focused, logically, on drone operators. Indeed, drones offer a kind of ideal-typical case where people located in military bases in the West drop bombs and kill people thousands of kilometres away. It is important to note,

however, that the job of an airman is not so different from that of a drone operator in the sense that they kill without exposing their own body (Frédéric Gros 2006). In Afghanistan and Mali, the airmen's 'enemies' only had light weapons at their disposal. In Libya, the US destroyed all Libyan fighter-jets and anti-aircraft batteries before France intervened. Besides, French rules of engagement stated that aircrew would fly at altitudes where their enemy had no chance to inflict any damage on them¹⁹⁹. In each of these three wars, this situation resulted in complete asymmetry as regards the exposure of combatants : whereas French airmen dropped thousands of bombs which probably killed hundreds if not thousands of people, not a single French aircraft was damaged during any of these operations. The interviewees highlight this fact when they point out that there is no significant difference, in terms of body exposure, between the job of a drone operator and that of a modern fighter-bomber jet pilot :

People seem to be shocked, nowadays, by the use of drones. However, is it shocking to use a fighter-bomber jet which costs several millions of dollars in order to kill a Taliban hidden in his cave with a Kalashnikov ? (...) I do not see much of a difference between the drone which kills from a distance and what I did in Afghanistan or Libya²⁰⁰.

Hence, the only clear differences between drone operators and contemporary French and other Western airmen are as follows. Firstly, they have to deal with the stressful possibility of an aeronautical accident. Although the latter are more frequent at training (Gérard Dubey and Caroline Moricot 2016), an accident happened once in Afghanistan. The air crew had to eject from their aircraft, being rescued two hours later.

Secondly, airmen do not switch from a civilian to a military world as frequently as drone operators. More often than not²⁰¹, airmen go on missions overseas. Since they usually stay

¹⁹⁹ Interview n°2 with a senior officer (an admiral) of the French Navy, Paris, December 2012

²⁰⁰ Interview n°3 with an airman, December 2012

²⁰¹ The aircrew who conducted the first French strikes in Libya took off from France and refuelled up in the air on their way to Libya.

there several weeks, they have more time to forget civilian moral codes and adopt the military frame of reference where killing is part of the job.

I have chosen to study these three wars (Afghanistan, Libya, Mali) because they illustrate the diversity of the discourses through which Western governments have publicly justified the post 9/11 wars. During the war in Afghanistan, the main narrative was that of the 'war on terror'. Indeed, France officially joined the United States-led coalition Enduring Freedom (and then the NATO force) in order to destroy Al Qaida and prevent future 'terrorist' attacks. During the war in Libya in 2001, the trope of the 'humanitarian war' dominated Western war rhetoric. NATO's military intervention was presented as a necessary means of preventing Gadhafi forces massacring the Libyan population. In Mali, the narratives of the 'war on terror' and that of the 'humanitarian war' were combined as 'jihadists' were presented as actors who would impose some inhumane interpretation of 'sharia' in the country whilst preparing 'terrorist' attacks in France.

The interviews were conducted between December 2012 and March 2013 in French military bases, i.e. a couple of years after the operations in Afghanistan, a couple of month after the war in Libya and during the French intervention in Mali. I am unaware why the French military organization agreed to open its doors. Whatever the reasons, I was introduced as a 'CNRS researcher who is conducting an independent study'. Before the interviews, I clarified that I was not commissioned by the military organization and did not intend to review their mental strengths and weaknesses. For the same reason, I also stressed the fact that the interview would be anonymized.

The interviews took the form of life stories where the interviewees were asked to talk about their personal experience of war. I structured the interviews around three main issues : how airmen make sense of the act of killing, how they perceive their enemies, and what they think about new technologies of war (in particular drones). Each interview lasted between one and two hours. After recording them I analysed them using a qualitative interpretative approach. My goal was to 'understand by interpretation' - to use Weber's famous expression – how French airmen perceive the battle field, how they represent their enemies, and how they make sense of the practice of war. I have also tried to understand their body experience

of war, i.e. what they feel when they wage war and kill (Lauren B Wilcox 2015; Synne L Dyvik and Lauren Greenwood 2016).

Sociologically speaking, the group was very homogenous. The interviewees were all men. They were all between 25 and 35 years old. Culturally speaking, nine interviewees mentioned having a religious affiliation (Christian). All the others presented themselves as atheist or agnostic. Like all fighter-bomber jet pilots or navigators, they were all officers (ranging from lieutenant to lieutenant-colonel) with a strong background in mathematics and/or computer sciences. They were all proud of belonging to the corps of fighter-bomber jet pilots and navigators, a corps that is considered as the most prestigious of the French air and naval forces.

Parallel to this interpretative inquiry with fighter-bomber jet pilots and navigators, I conducted ten informative interviews with high-ranked officers of the French air and naval forces (one Air Force general, one Navy admiral, and four colonels from both forces). These interviews had a different purpose : learning about the concrete aspects of current French air wars : the strategies, doctrines, rules of engagement, and technologies used by French air and naval forces. Indeed, a key assumption of this study is that the soldiers' frames of interpretation do not float in the air. They are mediated by instruments, procedures, routinized practices and apparatus that both carry and fashion meaning (Caroline Holmqvist 2013; Elspeth van Veeren 2014).

Every research method introduces some bias. The main potential bias of an interview based inquiry lies in the fact that the interviewees tend to emphasize the most acceptable side of their practices. In the case under investigation here, this materialized in the fact that the airmen laid great stress on the fact that they meticulously comply with International Humanitarian Law (IHL). In other words, they told me nothing about their (possible) illiberal practices.

However, it is important to highlight that this possible bias also constitutes an asset. Indeed, the mainstream discourse is misleading when it suggests that IHL only constrains and limitates violence. Firstly, the Western military organizations use the ambiguities of IHL in order to give extensive definitions of enemy 'combatants' (Jamie Allinson 2015). Secondly,

IHL does not forbid the deliberate killing of 'non-combatants'. As we shall see into detail in section five, it simply states that the killing of 'non-combatants' should not exceed a certain threshold (Patricia Owens 2003). In other words, the 'liberal way of war' is at the same time liberal and violent (Michael Dillon and Julian Reid 2009) and this inquiry offers a good site in order to study this particular segment of Western war violence.

In theory, frames of war have the same characteristic as the 'interpretative frames' studied by Goffman : they are vulnerable. Goffman speaks, in this respect, about the possibility of 'frame breaking' (Erving Goffman 1974). According to Butler, such situations of 'frame breaking' occur 'if soldiers fail to be interpellated by the visual and narrative accounts of the wars they fight'. When this happens, Butler argues, 'they start to lose faith in what they do, claim to be ill, go AWOL, request a transfer, stop working, or simply leave' (Judith Butler 2010). Hence, the confrontation of Butler's framework with the empirical study leads to ask a primary question : do French airmen have problems making sense of their lethal actions ?

The mainstream media talk a great deal about one form of 'frame breaking' : (alleged) cases of PTSD suffered by drone operators and Western combatants. Some scholars have echoed this discourse by explaining that drone operators and Western airmen tend to 'over-identify' with the people they kill so that they are unable to make sense of their lethal actions (Vincent Ferrari, Christophe Tronche et al. 2013; Bruno Bourliaguet 2016). In a recent study of French airmen, Dubey and Moricot have made a similar point, although in a more nuanced way, by explaining that some airmen would also appreciate a psychological follow-up after the bombing missions (Gérard Dubey and Caroline Moricot 2008; Gérard Dubey and Caroline Moricot 2016).

As shown by Chamayou, the epistemological status of the discourse on the PTSD of Western combatants is unclear. Indeed, it emerged, in the first place, in the communication departments of the US Air Force and the CIA in the context of the controversy concerning the unethical character of the practice of 'man-hunting'. According to him, the CIA and the US Air Force have fashioned this discourse in order to promote a more humane image of drone operators. Chamayou adds that one should listen more carefully what drone operators say about their 'stress' : 'They don't say "[I suffer] because we had to blow up a

building." They don't say "because we saw people getting blown up." That's not what causes their stress—at least subjectively to them. It's all the other quality-of-life things that everybody else would complain about too. If you look at nurses who work night shift, anybody who does shift work, they complain of the same things' (Grégoire Chamayou 2013).

My findings fuel Chamayou's argument. More precisely, the airmen have a nuanced discourse on the PTSD issue. Thus, they emphasize that killing people is not a trivial act and they can imagine that some drone operators - or some fellow airmen - might suffer from it psychologically. In other words, the notion of PTSD is part of their 'epistemic culture' (Allan Young 1995). They talk about it and would not be ashamed to suffer from such 'disorders'.

However, most airmen do not suffer from PTSD themselves and when they do (one interviewee explained that he did), it has nothing to do with the question of killing. On the contrary, most pilots and navigators like going on 'opex' (French for 'opérations extérieures'). It would be wrong to state that they like 'killing'. However, it is clear that they like dropping bombs. They often compete against one another in order to obtain the 'hottest missions', i.e. those that allow them to drop bombs. They also throw a little party after each 'successful mission', i.e. each mission when the bomb hits its target.

In other words, and to return to Butler and Goffmann, the interviewees' frames of war seem all the more solid. This primary finding is not fully surprising as we talk about professionals who are trained to drop bombs. However, it justifies in retrospect the choice of a critical approach, i.e. an approach that does not ask - 'why do a few social actors have difficulties making sense of the violence they perpetrate?' - but, rather, 'what interpretive frames lead them to find it normal to kill other people?'

The literature on the 'de-humanizing' tendencies of contemporary Western warfare

Several critical social scientists have investigated which discursive and interpretive 'frames' naturalize Western war violence. Although they stem from various intellectual traditions, most authors have emphasized the 'de-humanizing' tendencies of the contemporary Western war machine.

This argument is first of all central to the literature on Western war discourses. Thus, several authors have uncovered the 'Eurocentric' (Mark Neocleous 2011; John M Hobson 2012) and 'orientalist' (Edward W Said 1978 ; Tarak Barkawi and M Laffey 2006) underpinnings of discourses which present Western wars as 'civilizing enterprises' against the 'Taliban' or 'jihadists'. They observe that this discourse builds upon the same matrix and power structure as during the colonial period. Indeed, the discourse combines gender and race prejudices in order to demonize some Orientals, reify others (represent them as 'things') and deprive all of them of agency. For instance, Ayotte and Husain (2005) have studied the Western war discourse in Afghanistan. They have shown that it relies on the exact same trope as during the colonial period, namely that of the 'white men saving brown women from brown men' (Gayatri Chakravorty Spivak 1988 ; Kevin J Ayotte and Mary Husain 2005). According to Asad, this subtle war rhetoric explains the specificities of the Western way of war, in particular the 'combination of cruelty and compassion that sophisticated social institutions enable and encourage' (Talal Asad 2007).

Parallel to this, another set of specialists have investigated another aspect of Western war rhetoric : the representation of the West's enemies as 'terrorists' or 'criminals'. They have shown that these notions help to fashion an 'inimicus,' in Schmitt's term (Carl Schmitt 1992 (1927)), i.e. as a 'moral' or 'absolute' enemy (Jack Holland 2011). As predicted by Schmitt, this moral framing of the enemy has had a significant impact on concrete war practices. It explains, firstly, the decision to designate as 'illegal combatants' those people who fight Western armies. It explains, secondly and consequently, how Western military organizations have given a certain legal veneer to some controversial war practices, notably torture (Mélanie Richter-Montpetit 2014) and drone-led targeted killings (Grégoire Chamayou 2013).

Parallel to this, another set of critical scholars has followed the path of the Frankfurt school of sociology and highlighted the 'reifying' tendencies of current Western war practices. Reification is a 'colder' de-humanizing practice than demonization. Instead of generating negative emotions, reification neutralizes the positive emotions (empathy, compassion, pity, etc.) that one may experience when confronted with the suffering of a fellow human being (Sönke Neitzel and Harald Welzer 2013). Since Hannah Arendt's work on bureaucratic

violence (Hannah Arendt 1963), several authors have shown how modern Western institutions have helped to undermine the ethical bounds that tie human beings to one another (Carol Cohn 1987 ; Axel Honneth 2007 ; Thomas Lindemann 2010 ; Christophe Wasinski 2010).

The argument made by advocates of this approach is that reification has reached a new threshold in the 'new Western way of war' (Martin Shaw 2006). The key insight is that these new technologies of war – in particular computers and guidance systems - add another series of technological 'layers' which further undermine the recognition of the other as an alter-ego. Following this line of thought, new Western technologies of war redefine the normalized 'ontologies' of the human (Caroline Holmqvist 2013), shaping an economic framing of war (Frédéric Gros 2006; Martin Shaw 2006), and, most of all, erasing the boundary between reality and fiction (James Der Derian 2009 ; Caren Kaplan 2015). This last argument is central in the literature on the 'play-station' mentality of drone operators. Thus, one could fill an entire bookshelf with books or articles which make the point that the victim of drone strikes is 'reduced to an anonymous simulacrum that flickers across the screen' (Joseph Pugliese 2011) or that drone operators are 'morally disengaged from [their] destructive and lethal actions' (Lambèr Royakkers and Rinie van Est).

Although by no means exhaustive, this review of the literature helps to show that most critical scholars have emphasized the de-humanizing tendencies of contemporary Western wars. To a certain extent, one may say that the figure of Eichmann haunts this critical scholarship. Like Arendt's archetypical character, Western combatants are said to be unable to see the 'human face' of the people they kill. As we shall see in the next section, the data only partially resonate with this theoretical expectation.

Airmen do not fully de-humanize the people they bomb

The aforementioned critical scholars have a point when they emphasize the de-humanizing tendencies of the new Western way of war. In the case under investigation here, this logic emerges, for instance, when the interviewees call 'terrorists', 'the Taliban' or 'jihadists' their enemies. They use these words in exactly the same way as government leaders and the

mainstream media, i.e. in a highly 'orientalist' (Edward W Said 1978) fashion. For instance, the word 'terrorist' does not refer to the positivist definition of terrorism as a 'political or war method consisting of targeting civilians in order to generate emotions such as terror, fear or demoralization' (Gérard Chaliand 2008). Nor do the words 'Taliban' or 'jihadist' refer to their actual referent in Pashto and Arabic (respectively 'student of religion' and actor in a 'holy struggle' or 'holy war'). One could replace these words by the phrase '(oriental) bad guys' without much semantic loss. This framing is likely to have some impact on violence. This is, at least, what the following statements suggest :

I have no pity for the people we fight. They have no pity for us anyway. If we do not kill them, they will kill us. When you see what they can do... They are able to kill kids, to cut throats in front of a camera and post it on the Internet²⁰².

Besides, the airmen often reify the people they kill. This is the case, for instance, when they use 'technostrategic' (Carol Cohn 1987) expressions such as 'dealing with an objective' ('traiter un objectif') or 'delivering a weapon' ('délivrer un armement') when talking about a targeted killing operation. It is also the case when they describe the civilian victims of the bombs they drop as 'collateral damage' or 'human shields'. As pointed out by Butler, this last expression – 'human shield' - is probably the most reifying one as 'we are asked to believe that those children [or women or men] are not really children, are not really alive, that they have already been turned to metal, to steel, that they belong to the machinery of bombardment, at which point the body of the child is conceived as nothing more than a militarized metal that protects the attacker against attack' (Judith Butler 2010).

However, it is important to state that these de-humanizing tendencies are not the alpha and the omega of the airmen's approach to violence, and this for three reasons. Firstly, they do not always de-humanize their victims. New information and communication technologies play an important role in this respect. During the bombing missions, the new technologies of war contribute heavily towards the reification of the battlefield (see above). However, this is only a short sequence in an airman's life. During the debriefings following missions, for

²⁰² Interview n°16 with an airman, March 2013

instance, the airmen see on large, realistic screens the 'highlights' of their mission recorded by drones and satellites. At this stage, they 'see guys who run out of their vehicles and then, we see them pushed to the ground by the flow. Sometimes, we see that what appeared as little points during the mission are, in fact, guys who found themselves in the wrong place at the wrong moment'²⁰³. In other words, the very same technologies which de-humanize the battlefield can also reduce this distancing in other circumstances.

This representation of the human consequences of the bombings may become even stronger when airmen return home. Indeed, they sometimes go on the Internet and watch the videos posted by the Afghan, Libyan or Malian people who witnessed the scene. Sometimes they also read the reports of critical NGOs which contradict the official narrative. When this happens, they are confronted with a complete different framing of the bombing missions. These new media teach airmen that being a 'terrorists', a 'jihadist' or 'collateral damage' is not a full-time job : 'you learn that the guy has a family, a personal story...'²⁰⁴.

Secondly, airmen show some reflexivity concerning the de-humanizing power of Western war rhetoric and military language. This is the case, typically, when they explain that the notion of 'war on terror' does not make any sense as 'terrorism' is a method' or when they highlight that they do 'not like the expression "collateral damage"'²⁰⁵. I also had an interesting conversation with an airman about 'techno-strategic language'. The pilot was aware of the fact that this language distorts reality in the sense that it 'euphemizes violence' and 'hides the human and concrete consequences of the bombings'²⁰⁶.

Finally, they claim some agency over their lethal actions. In this respect, they are the exact opposite of 'Eichmann the bureaucrat' (the ideal-typical character pictured by Arendt). They point out that their bombs kill and, moreover, that this is not trivial. One metaphor recurred in many interviews : 'passing through a door' ('franchir une porte'). An airman also explained, in slightly different words, that

²⁰³ Interview n°21 with an airman, March 2013

²⁰⁴ Interview n°32 with an airman, March 2013

²⁰⁵ Idem.

²⁰⁶ Interview n°29 with an airman, March 2013

there is a before and an after. I do not smile about it. I do not congratulate myself for having killed people. I would be lying to you if I said that it stops me sleeping. However, there is a before and an after²⁰⁷.

All this illustrates that, at the level of discourse at least, de-humanization is not total. Dehumanization is present in the sense that airmen do not grant the same value to all lives. Typically, 'collateral damages' appear much less 'human' than the people they fully identify with : the 'comrades-in-arms' of the army, the Western victims of 'terrorist' attacks, etc. However, (de)humanization is not binary like in the 'classical' misrecognition paradigm. It is, rather, a matter of degree.

This translates into a specific articulation of war emotions where selective compassion matters more than hatred or indifference. One Tocquevillian character illustrates this particular emotional relation to 'suffering others' : Madame de Sévigné. According to Tocqueville, Madame de Sévigné is the ideal-typical example of the 'gentle aristocrat'. She hates nobody. Nor is she indifferent to the fate of anybody. However, she is unable to experience compassion or 'pity' in a 'democratic way', i.e. by assuming that all human beings have the same value :

It would be a mistake to believe that Madame de Sévigné (...) was a selfish or cruel person. She was passionately attached to her children, and very ready to sympathize in the sorrows of her friends. But Madame de Sévigné had no clear notion of suffering in anyone who was not a nobleman. (Alexis de Tocqueville 1980 (1835)).

Like Madame de Sévigné, the airmen mean no harm to the people who do not belong to their community, i.e. the victims of the bombs they drop. In particular, they are not indifferent to the fate of civilians (the so-called 'collateral damages'). They know that they do some evil when killing them, and they know that their bombs regularly kill civilians. However, they consent to do it. I explain why in the next section by elaborating on Weizman's notion of 'humanitarian violence'.

²⁰⁷ Interview n°3 with an airman, December 2012

The principle of the 'lesser evil'

Weizman coined the term 'humanitarian violence' in order to describe what appears to him as the main rationale underpinning contemporary Western warfare. This notion resonates, to a certain extent, with Asad's notion of 'liberal violence' (Talal Asad 2007) and Dillon and Reid's concept of the 'liberal way of war' (Michael Dillon and Julian Reid 2009). Indeed, all these authors share the view that humanitarian thinking and political liberalism do not constitute a solution to the problem of violence but, rather, a particular way of articulating it. In the interests of conciseness, I will mainly rely on Weizman in order to present the main characteristics of this original frame of war.

The central characteristic of this frame lies in its approach to the moral question of good and evil. Weizman calls this approach 'the principle of the lesser evil'. He defines this rationale as follows :

The principle of the lesser evil is often presented as a dilemma between two or more bad choices in situations where available options are—or seem to be—limited. The choice made justifies harmful actions that would otherwise be unacceptable, since it allegedly averts even greater suffering (Eyal Weizman 2012).

In other words, the principle of the lesser evil is a knowledge regime which rejects the Manichean view that actions are either good or evil (a frame that would forbid dropping a bomb every time that the bomb risks killing innocent people). The principle of the lesser evil paves the way for a moral justification of violence where violence appears legitimate if it enables avoidance of a 'greater evil'.

The principle of the lesser evil emerges in the interviews when the pilots are invited to comment on the occasions when they kill civilians. More often than not, they explain that

if the number of collateral damage – sorry, I do not like this word – if the number of civilian casualties is below the number of people I save, it is right to shoot. I know

that this is not always easy to hear. Yet reason has to be opposed to emotion. I wish I had other ways of neutralizing them. Believe me. But I don't.²⁰⁸

Now, an outside observer would probably object that these remarks are to some extent misleading. Airmen cannot know, precisely, the number of people that they save when they drop a bomb. The only thing that they can be sure of is that they kill people. Thus, the quote might be interpreted as another illustration of a mechanism observed by Arendt a couple of decades ago, namely that 'those who choose the lesser evil forget very quickly that they chose evil' (Hannah Arendt 1994 (1954); Eyal Weizman 2012). However, sociologists are used to saying that "a false idea is a true fact". In other words, this article does not aim to assess the factual accuracy of the actors' statements but rather what these statements tell us about their approach to violence, i.e. their frames of war.

One particular action plays a central role in the social construction of frame where killing appears as a necessary means to 'make live' (Dillon and Reid 2009) : 'air support' missions, i.e. these missions where airmen drop bombs in order to save comrades-in-arms who are caught under enemy fire. These missions are all the more important because the comrades-in-arms lie at the very centre of the airmen's 'economy of pity'. When they provide 'air support' to French or Western combatants that are caught under enemy fire, airmen have a clear and sensitive perception of their moral contribution to the good of humanity. These missions may involve killing more 'innocent people' than the actual number of Western combatants caught under enemy fire. However, this does not throw into question their self-representation as moral agents because these characters - 'comrades in arms' and 'collateral damage' - lie at the extremities of their 'economy of pity'. They are all deemed 'human' in an abstract way, yet they are not 'equally human'. In Asad's terms, they have 'differential exchange value in the marketplace of death' (Talal Asad 2007). Whereas 'comrades in arms' have to be defended at all cost, the killing of 'collateral damages' can be framed as a tolerable sin that allows to avoid a greater evil.

²⁰⁸ Interview n°3 with an airman, December 2012

The fact that airmen frame their violence in such moral terms has an impact on their self-representation. They do not represent themselves as people who kill. Rather, they represent themselves as people who 'save lives'. Thus, seven interviewees compared their work, spontaneously, to the work of firemen or first-aid doctors. The others also insisted that they save lives :

I kill terrorists. I do not target civilians. The guys we killed in Mali and Libya were no gentlemen farmers. They were planning terrorist attacks. When I kill somebody who plans to leave a bomb in the subway in Paris, I save lives. When I destroy a missile battery which bombs a market in the middle of Benghazi, I save Libyan lives²⁰⁹.

Like all frames of war, this one fashions a highly specific representation of reality (Judith Butler 2010). For instance, it seems dubious that the relatives of the 'collateral damage' perceive French pilots as people who 'save lives'. However, the sociological paradigm of the 'false ideas' that constitute 'true facts' still applies. In this case, the true fact is that airmen conceive of themselves as 'humanitarian' agents, and that this self-representation impacts, positively, on their will to drop bombs. One may point out that this self-representation not only naturalizes the very act of pulling on the trigger. It also helps to resolve the 'cognitive dissonances' (Léon Festinger 1957) which arise, in the long term, when the airmen see the negative consequences of the 'opérations extérieures' in which they participate.

In this respect, it is worth mentioning that the interviews took place in 2012 and 2013, i.e. at a time when it was hard to make the case that Western wars in Afghanistan and Libya had had many positive effects for the fight against 'terrorists' or for local populations. In the case of Libya, for instance, the militias armed by Western powers had started fighting each other in what appeared, more and more, as a continuation and escalation of the Libyan civil war. Besides, it was impossible to make the case that this military intervention had been of much positive consequence for the 'global war on terrorism'. Indeed, tons of weapons delivered by France and the Western powers to anti-Gaddafi groups had made their way through the

²⁰⁹ Interview n°3 with an airman, December 2012

Sahel and fallen into the hands of 'terrorist' groups, including the very 'terrorist groups' that several airmen bombed in Mali.

The interviewees seemed aware of all these problems. However, they considered that these problematic elements did not throw into question the (moral) sense of their action :

When I see the situation in Libya now, it is not brilliant. When I see Afghanistan... Yet this does not invalidate the fact that we did a good job. The people we saved there can have a life now. It is not brilliant. But they are alive²¹⁰.

In other words, a belief in the humanitarian performance of the bombings immunizes their paradigm vis-à-vis possible questions concerning the political utility of France's grand strategy. This way of dealing with cognitive dissonances is similar to what Philippe Bezes says about the French senior officials responsible for evaluating the impact of state reforms in France : when they see that reforms have negative concrete consequences, they blind-spot the latter, opt for a moral framing, and 'radicalize their 'ethics of conviction' (Philippe Bezes 2000).

Now, one may justly object that the elements presented above reflect the actors' discourse and say nothing, or little, about their real motives. This objection is a fair one and to be honest it is impossible to dismiss it completely. The reason for this is epistemological : interpretive sciences cannot prove that their interpretations are valid in the same way as 'positive sciences' do (Karl Popper and David Miller 1983) or claim to do (John S Dryzek 1993). They can only put forward elements which support their interpretations and discuss these with co-interpreters (other scientists and readers) (Mark Bevir 2010). In the next and final section, I offer an argument that fuels my interpretation : most of the premises, rationales, and conclusions of the frame of 'humanitarian violence' are not only present in the discourse of these actors, but can also be found in the concrete 'apparatuses' that they use. I shall illustrate this by presenting in more detail one central 'apparatus' of the 'new' Western way of war : rules of engagement.

²¹⁰ Interview n°30 with an airman, March 2013

A 'moral technology' : 'rules of engagement'

The sociology of science and technology has long established that instruments and technologies are not neutral. As social artefacts, they carry the meaning(s) that their inventors put into them and impact on how their users frame the world. The notion of 'moral technology' (Adi Ophir 2002) stems from this set of observations concerning the 'discursive' dimension of instruments and technologies. It posits that technologies are not necessarily, 'technical'. They can also be framed as 'moral' as

the term applies to a regime of enunciation, or, to put it another way, to a mode of existence, a particular form of the exploration of being - in the midst of many others (Bruno Latour and Couze Venn 2002).

One 'moral technology' plays a central role in contemporary Western wars: 'rules of engagement'. These rules take the form of (written) texts which state the circumstances under which the soldiers/airmen are authorized to open fire. Their claim to 'morality' stems from the fact that they present themselves as invitations to 'master' violence. Concretely, they refer to the key principles of International Humanitarian Law - the 'discrimination' and 'proportionality' principles - and explain how these principles can be understood in practice. Thus, they state how airmen should distinguish between 'combatants' and 'non-combatants'. They also provide a concrete and operational translation of the 'proportionality' principle by stating how many 'non-combatants' airmen are allowed to kill - or put at risk - in order to destroy a given military objective. They do so by stating a number that plays a tremendous role in contemporary Western wars: the 'non-combatant casualty cut-off value' (NCCV). A NCCV = 0 means that that the airmen should put no 'non-combatant' at risk. A NCCV = 30 means that they are allowed to open fire if they estimate that they will not kill more than 30 civilians.

The interviewees were not authorized to tell me the NCCV used in Afghanistan, Libya and Mali. However, they explained how it works. NCCV depends, concretely, on three factors. It depends, firstly, on a subjective and arbitrary assessment of the 'value' of civilians. In this respect, the most important variable is geographical or/and racial. When a 'terrorist' attack occurs on the territory of a Western state, the NCCV used by police and military forces is

close to zero, meaning that they do not want to put at risk any French or Western civilian. When they operate in the non-Western world, however, the NCCV rises significantly. This is why Western forces use different instruments when they operate on Western territory or outside the West : elite commandos on the ground in the former case, armed drones and fighter-bomber jets in the latter²¹¹.

Secondly, the NCCV depends on a contextual assessment of the value of Western military lives. When Western powers consent to expose their troops to the enemy's retaliation, they reduce the NCCV and send in troops on the ground. When they want to spare the lives of the Western military personnel, they raise the NCCV and opt for air power. As noted by Shaw, this choice implies a 'transfer of risks' to non-Western civilians (Martin Shaw 2006).

Thirdly, the NCCV depends on a subjective and arbitrary assessment of the value of the military target. During the US war in Iraq, for instance, US rules of engagement stated that the NCCV was 29 for each 'high-value military target'. This meant, in practice, that pilots were allowed to kill up to 29 civilians in order to eliminate a high-ranking member of 'Al Qaida' or a senior official of Saddam Hussein's regime. When the target is a mere 'jihadi', the NCCV falls significantly. This means, in practice, that the value of human lives is relational. The framing of a person as a 'high value military target' means that the people situated nearby can be killed or, at least, put at risk. In Asad's terms, their 'exchange rate' breaks down (Talal Asad 2007).

Of course, it is impossible to calculate precisely the number of non-combatant casualties that a bomb will make. There are too many uncertainties : is this the right target ? Will the bomb really hit it ? Is this moving figure a child or a dog ? etc. However, these uncertainties disappear when the 'moral technologies' associated with rules of engagement come to the fore. Since the air war in Kosovo in 1999, most NATO aircraft are equipped with a program called 'FAST-CD' (Fast Assessment Strike Tool-Collateral Damage). The software helps to estimate the 'collateral damage' and checks whether it is above the NCCV stated by the

²¹¹ It is important to stress, in this respect, that the choice between these two security instruments does not result from technical considerations. As the assassination of Bin Laden illustrates, Western governments do not hesitate to send elite troops on the ground when they deem this necessary.

rules. As explained by Pomarède, it does so by representing the targeted area through concentric circles centred on the impact point. A number is assigned to each concentric circle. It states the probability, for each person located in the concentric circle, of being killed when the bomb explodes. At the impact point, the probability is generally 100%. At the extremity of the concentric circles, it falls to a few per cent (Julien Pomarede 2014).

This kind of new technology helps to transform incalculable uncertainty into calculated risk. Weizman notes, in this respect, that the agents of 'humanitarian violence' are 'like the finance specialists who acknowledge the impossibility of prediction but do little else than calculate'. They are 'incessantly weighing their options and hedging their risks under the assumption of unpredictability and uncertainty. Hence, it is the very act of calculation - the very fact that calculation took place - that justifies their action' (Eyal Weizman 2012)'.

These 'moral technologies' contribute towards fashioning beliefs in the 'humanitarian' character of violence. For instance, the fact that airmen do not 'target' civilians helps to fashion the belief that they are not 'terrorists' or 'criminals'. Besides, the fact that the NCCV sometimes equates to zero helps to fashion the belief that the violence is fully 'humanitarian', i.e. that it only saves lives. When the NCCV is above zero, the airmen learn the specific 'economy of pity' which I presented above. They learn that all lives count, but that some count more than others. Hence, it appears rationale - and even moral - to kill or let die some people in order to save others.

Conclusion

This article aimed to understand the interpretive frames which naturalize current Western war violence by focusing on what appeared a revealing case study : those French pilots and navigators who bombed Afghanistan, Libya and Mali. I have shown that critical theorists have a point when they argue that a number de-humanizing dynamics operate. However, I have also argued that this well-known motor of violence does not account for the whole phenomenon. Indeed, the inquiry revealed that the airmen do not completely de-humanize the people they kill, at least not the people that they call 'non-combatants'. More precisely, these de-humanizing dynamics are part of a greater framing whose key characteristic

consists of : (1) claiming the positive value of all human lives (including the 'non-combatants' killed by Western airmen), (2) granting little (positive) value to the lives of non-Western 'non-combatants', and (3) administrating death in accordance with the lesser evil principle. I have shown, moreover, that the airmen have some good intersubjective reasons to conceive of themselves as agents of this 'humanitarian violence' : they are surrounded by apparatuses which make this very statement. 'Rules of engagement', in particular, solidify their self-representation as moderators of violence whilst fashioning the belief that dropping a bomb may constitute a lesser evil.

These findings invite us to draw some more general conclusions about the power structures which underpin this particular frame of war. In the case under investigation here, one important power move consists of disconnecting the assessment of violence ('moderate' vs. 'total' or 'humanitarian' vs. 'barbaric') from the actual death toll. Indeed, dozens of NGOs, UN reports and critical press articles have established that Western air wars kill far more civilians than 'terrorists' or 'criminals' (Wagner 2013). Airmen know these numbers. However, the frame of humanitarian violence resolves this contradiction by positing that the *way* of killing matters more than the actual death toll.

My last remark concerns the characterization of this knowledge/power nexus. Obviously, it has all the characteristics of what Foucault called 'necropolitical power'. As Allinson puts it, 'necropolitics refers to the arrogation of, in Foucauldian terms, the sovereign's command of death, but within the apparatuses of surveillance, auditing, and management which characterize 'biopower' (Jamie Allinson 2015). Concretely, airmen administer death in the same way as biopoliticians administer the 'life' of populations (Michel Foucault 1997 (1976)). They calculate, compare one number with another, weigh options and choose between relative values. As Weizman puts it : 'increasing the harm to civilians can then be undertaken and monitored using the same tools conceived to reduce it' (Eyal Weizman 2012). This reminds us that the frame of humanitarian violence is not restricted to the military. It is, rather, a component of our 'humanitarian reason' (Didier Fassin 2010).

Annexe 7/ "The politics of emotions in contemporary wars" (Edgar Elgar Publishing, 2020)

Introduction

The literature on war and emotions addresses at least two different questions. The first pertains to how social actors manipulate the emotions of others in time of war. It is the case, for instance, when a given state targets civilian populations in order to generate emotions such as terror or fear, with the aim to produce some interesting military or political effect. Although this war tactic is probably as old as war itself, it was theorized in the 1920s by Giulio Douhet. This Italian military officer prophesized that 'By bombing the most vital civilian centers [an aggressor] could spread terror through the nation and quickly break down its material and moral resistance' (Giulio Douhet 1921; Giulio Douhet 1942 (1932)). Nowadays, the 'strategic' bombings and part of the so-called 'psy-ops' (psychological operations) conducted by Western military organizations are based on the same logic. Some non-state actors like Al Qaeda or the so called 'Islamic State' also resort to this war tactic regularly.

The second research question does not approach emotions as 'objects' but, rather, as 'subjects' of war practices. The focus is on how emotions may 'move' - as per the etymology of the word emotion²¹² - the soldiers' bodies towards violence (or the refusal to perpetrate violence). For instance, an important thread in the literature has documented how 'negative' emotions such as hatred, anger or resentment fostered, on all sides, the 'culture of violence' that characterized both world wars (John W Dower 1986; Omer Bartov 1998). In parallel to this, several authors have demonstrated that a consent to violence does not only take root in 'negative' emotions but, also, in the neutralization of 'positive' ones, particularly compassion. It is, typically, the case when the other is envisaged as an unimportant entity in bureaucratic thinking (Hannah Arendt 1963) or as a remote 'thing' one hardly sees, hears or experiences (Sönke Neitzel and Harald Welzer 2013).

²¹² The word emotion is based on French verb 'émouvoir' (excite) which stem from Latin verb 'emovere'. The latter as the same root as 'movere' (to move).

Both questions are equally interesting. However, since they are mostly unrelated, it seems difficult to address them both in the same text. In this chapter, I have chosen to mainly focus on the second question, namely that of the role of emotions in the naturalization or regulation of war violence.

As in the other chapters of this book, I will approach this question using a critical perspective. Critical theory (Roach 2007 ; Brincat, Lima and Nunes 2012) is based on the assumption that reality – in this case war and emotions – is ‘socially constructed’, meaning that nothing is ‘taken for granted, natural or inevitable’ (Victoria Basham, Aaron Belkin et al. 2015). Not only is this assumption a claim about the ontology of the social world, but it also meets the critical view that one needs to de-essentialize reality to pave the way for emancipation from power structures (Robert W Cox 1986 (1981)). The second characteristic of the critical approach is a consequence of this stance. Critical scholars posit that one cannot study a given practice by using the very *episteme* (assumptions, conceptual categories, etc.) that contributes to its naturalization. In other words, one has to exercise ‘epistemological vigilance’ (Gaston Bachelard 1938) vis-à-vis the mainstream discourse, either by approaching this discourse as an object of investigation (Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon et al. 1983) or by opening oneself to all voices, including that of those who have no access to discourse (Gayatri Chakravorty Spivak 1988).

When applied to the question of the politics of emotions in contemporary wars, this critical approach implies taking some distance from a profane discourse that has become loud, in the West, since the attacks of September 11, 2001 : the discourse on the ‘war on terror’. This discourse opposes two ideal-typical characters : the hateful ‘terrorists’ and the compassionate modern fighters. As pointed out by Chamayou, this mirror-game takes an extreme form when the authors of the "war-on-terror" narrative oppose the suicide bombers who (allegedly) hate all lives (including their own) and the drone operators who (allegedly) kill without hatred and suffer from Post-Traumatic Stress Disorders (PTSD) after accomplishing their lethal missions (Grégoire Chamayou 2013). Like Chamayou, most critical scholars do not view this discourse as an analytical one. Rather, they interpret it as a discursive practice that contributes, along with all discursive practices, to constructing reality.

I will present the literature on the politics of emotions in contemporary wars in four steps. The first section examines more closely the constructivist ontology of emotions found in the critical literature. I will argue that Judith Butler's concept of 'frame of war' helps to conceptualize this ontology (Judith Butler 2010).

The three following sections will present the main theories on the politics of emotions in contemporary wars. Section two will elaborate on the most intuitive account of the emotion/violence nexus : the paradigm of 'racist' violence. It states, in line with conventional wisdom, that 'negative' emotions such as hatred, anger or resentment are a driving force of violence. Although it has mainly been used in order to characterize the 'culture of violence' of past wars, this approach does have some heuristic power in present-day wars as well.

In section three, I will talk about a slightly less intuitive set of theories that is sometimes called the paradigm of 'bureaucratic violence'. This constellation of works builds on the assumption that violence does not only take root in negative emotions but, also, in the neutralization of 'positive' ones (love, compassion, sympathy, etc.).

In the last section, I will present a set of theories that has emerged more recently : the paradigm of 'humanitarian violence'. The proponents of this approach try to understand how one can be violent whilst displaying some sympathy for the victims. The general argument is that this can occur when one conceives of one's violent actions as a necessary means in order to avoid a 'greater evil' (Eyal Weizman 2012).

Identifying the 'frames' that mediate the actors' emotional relation to violence

I mentioned in the introduction that critical scholars tend to conceive of reality as a social construct. This idea is not entirely intuitive when applied to emotions. Indeed, one may spontaneously assume that emotions are 'natural', 'biological' phenomena that transcend all cultures and all times. Critical students of emotions challenge this view by emphasizing the importance of historical and social contexts. They argue, furthermore, that most emotions are mediated by discursive structures (narratives, images, frames of interpretation) that are political through and through. This holds true, in particular, when talking about war emotions.

One can approach the political dimension of emotions by reflecting on how compassion is unequally distributed in war time (Judith Butler 2004; Judith Butler 2009 ; Judith Butler 2010). Butler takes the example of how most people in the West related to the attacks of 11 September 2001 and the ensuing 'war on terror'. Although the bombings and invasions of Afghanistan and Iraq killed way more innocent people than the attacks of 11 September 2001, few Westerners can claim that they reacted with the same degree of compassion to the news that Afghan and Iraqi innocents had been killed as they did towards the victims of New York, Washington and Pennsylvania. Butler interprets this as the sign that one should distance oneself from the view that emotions are triggered by the mere receipt of news or experience of violence. 'Moral horror in the face of violence', she argues, is underpinned by implicit schemes of interpretation : as long as one ignores the existence of these schemes, one remains unable 'to give an account of why the affect of horror is differentially experienced' (Judith Butler 2010).

At first sight, these schemes of interpretation seem to be based on the classical realist opposition between the domestic and the international sphere. According to this line of thought, one sympathizes with the people of one's national community and shows little concern for the lives of those who do not belong to the community. Reality, however, is more complex. To start with, not all members of the national community receive the same amount of public attention and compassion. In all OECD countries, for instance, sexist domestic violence kills way more women than the so-called 'terrorist' violence. However, only the latter is framed as an existential threat that calls for the mobilization of all security agencies. Besides and symmetrically, compassion sometimes extend beyond national borders (Didier Fassin 2005). It is the case, typically, when a country intervenes militarily for 'humanitarian' reasons (Judith Butler 2010). In order to deal with this complexity Butler proposes to call 'frames of war' those elements of 'discourse' - in Foucault's sense²¹³ - which

²¹³ The Foucauldian notion of 'discourse' has led to many misinterpretations. Foucault does not use the term 'discourse' in a literal way, in the way that one terms a social actor's speech or writings 'discourse'. Foucault uses the notion of 'discourse' in a metaphorical way. The metaphor opposes 'language' - the medium that allows us to make an infinite number of statements - to 'discourse', the finite number of statements that are actually made. This leads him to observe that the reality we live in - i.e. all that seems natural to us (our beliefs, the things we say or do, the instruments we use, etc.) are made up of 'statements', i.e. words or things which

mediate the social agents' emotional relation towards violence in a given war context. This notion helps to grasp at least two characteristics of the discursive structures that underpin war emotions.

Firstly, the concept of frame of war is useful for revealing their selective and arbitrary nature. In this regard, Butler notes that 'frames of war' are like photographic frames. They do not represent the whole reality. Rather, they are 'always throwing something away, always keeping something out, always de-realizing and de-legitimizing alternative versions of reality, discarded negatives of the official version' (Judith Butler 2010). Butler argues that the arbitrary and selective nature of 'frames of war' is perceivable in the fact that they divide populations into two categories : the 'grievable' and the 'ungrievable' lives. She defines the latter as follows : 'Ungrievable lives are those that cannot be lost, and cannot be destroyed, because they already inhabit a lost and destroyed zone ; they are, ontologically, and from the start, already lost and destroyed, which means that when they are destroyed in war, nothing is destroyed' (Judith Butler 2010).

She illustrates this by taking the example of how the Israeli mainstream media presented the war in Gaza in 2008-2009. Each of the 13 Israeli deaths (combatants and non-combatants) were reported in the media in an obituary-like narrative. The 1400 Palestinian victims, however, received no such attention. Men were presented as combatants, women victims as 'collateral damage', and the children as 'human shields'. Butler notes that this last expression undermines all chances of identification : 'We are asked to believe that those children are not really children, are not really alive, that they have already been turned to metal, to steel, that they belong to the machinery of bombardment, at which point the body of the child is conceived as nothing more than a militarized metal that protects the attacker against attack' (Judith Butler 2010).

carry social meaning. Methodologically, this entails identifying and interpreting the semiotic elements entailed in both 'discursive' (words, sentences, etc.) and 'non-discursive' practices (technologies, human artefacts, routinized actions, etc.). See: Michel Foucault, 1969, *op. cit.*, p. 41.

Secondly, the concept of 'frame' appears useful in conceptualizing the fact that the discursive structures that mediate the agents' emotional relation to violence are like the interpretive 'frames' studied by Goffman : they are vulnerable. In this respect, Goffman discusses the possibility of 'frame breaking' (Erving Goffman 1974). According to Butler, situations of frame breaking occur 'if soldiers fail to be interpellated by the visual and narrative accounts of the wars they fight'. When this happens, Butler argues, 'they start to lose faith in what they do, claim to be ill, go AWOL, request a transfer, stop working, or simply leave' (Judith Butler 2010).

One may fairly object that soldiers rarely behave like the ideal-typical 'citizens in uniform' that the Bundeswehr — today's federal defense force of Germany—officially presents as its trademark (Nina Leonhard 2017). Indeed, they rarely 'go AWOL, request a transfer, stop working, or simply leave' when they are at war. This has led MacLeish to assert that 'soldiers are caught in the middle of some of the most restrictive, over-determining, and glaringly vulgar power structures that it is possible to conceive of' (Kenneth T MacLeish 2013).

However, soldiers are not the only agents of war. Civilians also play a role and their relation to war is, presumably, more subject to change. Besides, it is important to acknowledge the possibility of 'frame breaking' from the (critical) perspective of the critique of violence. One can illustrate this by taking the example of the 'enhanced interrogation methods' used by the Bush administration in the context of the 'war on terror'. In 2002, the Bush administration justified the use of violence against prisoners by putting forward a utilitarian argument : it would help to collect intelligence that would help to prevent future attacks. The Pentagon explained, in addition, that these 'enhanced interrogations' would be conducted in a 'humane', if not a fully legal way (Mélanie Richter-Montpetit 2014)²¹⁴.

This frame of war was partly broken in 2006 when the U.S. magazine *Salon* published 1325 photographs and 93 videos that showed another aspect of the 'enhanced interrogation methods'. The images showed detainees being abused and forced to perform sexual acts

²¹⁴ This narrative has been popularized by the Hollywood movie 'Zero Dark Thirsty'. More generally speaking, it is a central element of the 'Military-Industrial Media-Entertainment Network' James Der Derian, *Mapping the Military-Industrial Media-Entertainment Network*, Londres et New York, Routledge, 2009..

that conservative morality condemns : oral sex between men, sodomy, sex with animals, etc. The frame was further challenged when some detainees of Guantanamo managed to write and circulate poems on their own experience of those 'enhanced interrogation methods' (Marc Falkoff 2007). Far from presenting these interrogations as a means of collecting information that would help to stop (terrorist) violence, the poems of Guantanamo reversed the perspective on who a perpetrator is and who a victim of violence is (Judith Butler 2010).

Butler's concept of 'frame of war' is useful for understanding all these aspects of war emotions. However, it says nothing about their 'color'. Do 'frames of war' generate and/or minimize 'negative' emotions such as hatred, anger, revengeful feelings, etc. ? Or do they, rather, impact 'positive' emotions such as love, compassion, empathy, etc. ? I shall discuss these questions in the next three sections.

When perpetrators are driven by 'negative emotions' : the paradigm of 'racist' violence

Scholars disagree when assessing what particular emotions play a central role at war and how they operate in present-day wars. The first approach emphasizes the importance of negative emotions such as hatred, anger, and revengeful feelings. The general idea is that this kind of emotions contribute to 'moving' - as per the etymology of the word 'emotion' - the soldiers' bodies towards violence. At the level of representations, the key mechanism lies in the logic of 'othering'. The latter can be defined as 'the act by which difference is constituted as an inferior other' (Xavier Guillaume 2011). The logic of othering is pervasive in most war propaganda discourses that demonize the enemy.

This approach has also been used in order to shed some light on those contemporary wars that have a strong ethno-nationalist basis. This paradigm fuels, for instance, the mainstream explanation for the genocide of the Tutsi in Rwanda. The narrative states that the Hutu and Tutsi identities, constructed during the colonial period, exacerbated in the early 1990s when the 'Hutu power' government launched an intense propaganda campaign that portrayed the Tutsi as 'under men' and animals, notably 'cockroaches'. According to Jean-Pierre Chrétien and Marcel Kabanda, this propaganda campaign formed the discursive underpinning of the genocide that took place between April and July 1994 (Jean-Pierre Chrétien and Marcel

Kabanba 2013). These authors further point out that the propaganda campaign drew upon an imaginary – the ‘Hamitic ideology’ – which reproduced the old European racist opposition between ‘Aryans’ and ‘Semites’ in the Rwandan context.

The logic of ‘othering’ does not always draw upon such racist schemes. It can also be based on the notion that some groups are culturally inferior to others. Etienne Balibar and Immanuel Wallerstein have coined the notion of ‘cultural racism’ or ‘neo-racism’ to account for those world visions which hierarchize populations by positing that some cultures are superior to others (Etienne Balibar 1991). A typical example is the (neo)colonial view that Europe is more developed, culturally, than most other parts of the world, and that it is her ‘burden’ - or the White man's - to correct this inequality by exporting civilization overseas (John M Hobson 2012).

Now, several post-colonial theorists have highlighted that the present-day wars waged by the U.S. and its allies often result from this logic of othering where ‘scientific racism has receded (though not disappeared) with cultural racism forming the mainstay of Eurocentrism’ (John M Hobson 2007). It is the case, typically, when the Western war rhetoric presents the Western soldiers as 'white men saving brown women from brown men'. This Orientalist (Edward W Said 1978) trope was not only central during the British colonization of India (Gayatri Chakravorty Spivak 1988) but also contributed to justifying the US-led war in Afghanistan in 2001 (Kevin J Ayotte and Mary Husain 2005). More generally, as noted by Barkawi and Stanski, ‘the public discourses of the War on Terror are suffused with orientalism. Law abiding, Christian and Western civilization is threatened by 'mad mullahs' who hail from an East ever-resistant to modernity and who use violence in ways that violate the most fundamental ethical protocols of armed conflict’ (Tarak Barkawi and Keith Stanski 2013). This neo-colonial logic of othering generates a neo-colonial politics of emotions, ‘a combination of cruelty and compassion that sophisticated social institutions enable and encourage’ (Talal Asad 2007).

The aforementioned studies posit war rhetoric as an important vector of the current politics of negative emotions. These studies have been criticized, but also complemented, by those authors who have called for a more sociological and pragmatic approach to the emotion/war

nexus. Their general argument is that emotions are not only constructed by civilian powers before the decision to go to war, but are also 'generic to wartime' (Tarak Barkawi 2004).

This idea is central, for instance, in a component of René Girard's theory of 'mimetic violence' built in a series of his books, among which *Violence and the Sacred* and *The scapegoat* (René Girard 1979 ; René Girard 1989). Girard's point of departure is that many conflicts take the form of 'vicious circles of violence'. He explains this common pattern by pointing to a general mechanism : Most conflicts are violent interactions in which it is difficult to determine who "cast the first stone", and in which most parties tend to interpret the enemy's violence as primary and unjustifiable. As a result, one tends to represent the enemy as a cruel person and, consequently, develop resentment, anger or even hatred. According to Girard, this symmetrical pattern quickly leads to a vicious circle. Furthermore, he posits that this vicious circle has no reason to stop unless violence is directed towards a scapegoat or appeased through rituals of justice or reconciliation.

In an article published in the French newspaper *Le Monde* in November 2001²¹⁵, Girard pointed out that this cognitive mechanism is at play in what is called, in the West, the 'war on terror'. It is this mechanism that explains the 9/11 attacks. Indeed, from the perspective of their perpetrators, these attacks aimed at responding to the U.S. military presence in the Middle-East and the violent operations conducted in the Muslim world, such as the bombing of the Al Shifa pharmaceutical plant in Sudan in 1998. However, the U.S. government did not interpret it that way. Rather, it framed the violence of the 9/11 attacks as 'primary' and non-sensical and decided, consequently, to take revenge by invading Afghanistan.

Girard did not believe that in the case of the crisis that followed the 9/11 attacks, violence could be contained through a scapegoat mechanism or some legal action. On the contrary, he anticipated that a vicious circle of violence would ensue. So far, he has not been proven wrong. Indeed, the US and some of its allies have continued the 'war on terror' in Iraq. In

²¹⁵ Girard, R. (2001). 'Ce qui se joue aujourd'hui est une rivalité mimétique à l'échelle planétaire', 5 novembre, entretien avec Henry Tincq. *Le Monde*.

response to the military actions of the U.S-led coalition, two attacks were subsequently carried out in Madrid and London in 2004 and 2005. Thus, the frequency of 'terrorist' attacks has increased (Alex Braithwaite 2015) and new counter-terrorist wars have been launched in Pakistan, Syria, Yemen, Somalia, and other countries. Today, no end to this vicious circle of violence is in sight (Gilles Bertrand and Mathias Delori 2015). As Souillac pointed out, following Girard, mimesis has reached the point where 'the cycle of defense, attack, and counterattack allows the conflict to take on a separate life, and even value, of its own, beyond the original cause of the conflict' (Genevieve Souliac 2014).

When actors cannot positively identify with the victims : the paradigm of 'bureaucratic violence'

In the previous section I presented the studies that assume that 'negative' emotions such as hatred, anger or resentment are the driving force of violence in war time. These approaches have been challenged by authors who argue that one does not need to hate the other to feel able to kill the latter. This ability can occur through cold-dehumanization or, to put it differently, through the neutralization of the 'positive' emotions (empathy, sympathy, compassion...) that one experiences when one 'recognizes' the other as an *Alter-Ego* (another self).

This alternative account of the emotion/violence nexus emerged in the 1960s when some European thinkers tried to understand the process that led to the Holocaust. These scholars wanted to gain a more precise understanding of what seemed specific to this genocide, namely, its organized, planned, industrial and bureaucratic nature. Arendt made an important contribution to this debate in her famous essay 'Eichmann in Jerusalem' (Hannah Arendt 1963#276). The famous subtitle of the book - 'Essay on the banality of evil' - stems from the notion that Eichmann was neither particularly sadistic nor racist. Rather, he was, according to her, a typical bureaucrat who obeyed orders and had no reflective thought on the moral consequences of his actions : 'The trouble with Eichmann was precisely that so many were like him, and that the many were neither perverted nor sadistic, that they were and still are, terribly and terrifyingly normal'. Arendt's account of Eichmann's behavior was very much based on Eichmann's line of defense during his trial in Jerusalem in 1961. When

facing his judges, Eichmann claimed no agency and minimized his knowledge of the violence perpetrated against the Jews.

Arendt's book led to important debates within academia and, also, in the mainstream media. Some historians and intellectuals thought that her argument concerning Eichmann himself was not absolutely accurate. According to Jacob Robinson, for instance, Arendt committed a moral and epistemological error by presenting Eichmann as a mere bureaucrat who obeyed orders. Indeed, this was Eichmann's very line of defense. Yet there might well be a gap between justifications and motivations, especially when the former are made in a court of justice. In reality, Robinson argued, Eichmann was far more anti-Semitic and sadistic than what he said to his judges (Jacob Robinson 1965).

Arendt did not entirely discard this critique but argued that her study helped to understand a more general mechanism, namely the fact that human beings often participate in violent operations because they simply lose sight of the moral consequences of their actions. She argued, moreover, that modern bureaucracies contributed to this logic: 'The greater the bureaucratization of public life, the greater will be the attraction of violence. In a fully developed bureaucracy there is nobody left with whom one could argue, to whom one could present grievances, on whom the pressures of power could be exerted' (Hannah Arendt 1969). In this debate, Arendt found an ally in the person of Stanley Milgram. From 1960 to 1963 Milgram conducted experiments on how people reacted when someone in charge asked them to inflict suffering to a defenseless person. Milgram's findings validated Arendt's argument: only few rebel when they are told to be violent against others, even when the justifications do not make any sense (Stanley Milgram 1974 (1963)).

Arendt and Milgram's paradigm of 'bureaucratic violence' was further developed by thinkers from the Frankfurter school of sociology (Roach 2007) such as Axel Honneth (Axel Honneth 2007) and, more generally, by 'recognition theorists' (Emmanuel Levinas 2001; Paul Ricoeur 2005). These authors have revisited the Marxist notion of 'reification'²¹⁶ and argue that the

²¹⁶ In Marx' work, reification refers to a historical process whereby individuals lose their subjectivity and expressive power. So defined, the notion of 'reification' appeared as by-word for 'alienation'. It is best exemplified by the shift from handicraft to industrial production and from the craftsman to the worker.

latter does not only affect the Self, who becomes unable to act as a creative agent but, also, how individuals relate to each other. Following this line of thought, reification is the discursive process through which a person becomes framed as a 'thing', i.e. as something that one neither hates nor empathizes with. French philosopher Levinas made an imaginative contribution to this approach by putting forward the metaphor of the face. By erasing faces, modernity contributes to undermining the ethical obligation to consider the other as another self (Emmanuel Levinas 2001).

Now, several critical scholars have relied on this framework and emphasized that the recognition of Alter as an Alter-Ego has become unlikely in contemporary wars. Many of them have done so by uncovering how language can contribute to preventing the non-violent and ethical encounter conceptualized by Levinas. For instance, C. Cohn has conducted an ethnographic study among the civilian 'defense intellectuals' of the Rand Corporation who developed the American nuclear deterrence theories at the end of the Cold War. At the time, the U.S. and the Soviet Union possessed more than 10,000 nuclear warheads which were, on average, 400 times as destructive as the Hiroshima bomb. Consequently, Cohn takes a critical perspective on these nuclear theories and asks the following question : in which world does one have to live in order to believe, as nuclear deterrence theorists do, that 'it is safe to have weapons of a kind and number it is not safe to use' (Carol Cohn 1987). Her main finding is that nuclear deterrence theories make sense within a particular sociolect, the 'techno-strategic language', whose main characteristic is its high degree of abstraction. She points out, for instance, that defense intellectuals talk about nuclear explosions by using periphrases such as "first strikes", 'counterforce exchange', 'limited nuclear war"', etc. (Carol Cohn 1987). She argues that this language is the antonym of poetic language. It euphemizes violence and says nothing about the potential human and emotional consequences of a nuclear explosion (Carol Cohn 1987). She notes, reflexively, that this language impacted her own framing of nuclear warfare : 'The more conversations I

Whereas the craftsman can see the result of his work, the worker's expressive power gets lost into the division of labor.

participated in using this language, the less frightened I was of nuclear war' (Carol Cohn 1987).

Hugh Gusterson's study on 'nuclear rites' provides additional insight into another vector of the reifying trends at play in nuclear weaponry, namely technological fetishism (Hugh Gusterson 1998). Gusterson conducted an ethnographic study among the scientists and engineers of the Livermore laboratory (California), i.e. the institute where most U.S. nuclear weapons are produced. Like Cohn, Gusterson observes that these agents of the nuclear weaponry system believe in nuclear deterrence : 'The laboratory is organized ideologically around a central axiom, accepted by liberal and conservative weapon scientists alike, that nuclear weapons are weapons so terrible that their only function is to deter wars, not to fight them, and that it is therefore ethical to work on them' (Hugh Gusterson 1998). Gusterson addresses the question raised by Cohn a decade earlier : he investigates the social construction of the representation of nuclear weapons as 'deterrent' and, therefore, 'peace' weapons. He observes, in line with Cohn's seminal study, that language plays a central role in this respect : 'The discourse makes it hard for scientists to identify with the vulnerability of the human body in the nuclear age because this discourse, eschewing references to pain and suffering, euphemistically figures damaged bodies as numbers or in the imaginary of a broken machinery, while encouraging a romantic identification with the fetishized power of high technology machines' (Hugh Gusterson 1998). Yet Gusterson brings an original and additional contribution in his analysis of what he calls the 'nuclear rites' of scientists and engineers. He defines 'rites' as sociologists of religions would do, namely as repetitive behaviors through which believers 'embody' their beliefs. Gusterson shows that the scientists and engineers who work at Livermore laboratory perform ritual practices on various occasions : when they join the laboratory, when they get their security clearance, when they attend their first nuclear test, etc. During each rite, the faces of the potential victims of nuclear explosions are, literally, absent. Indeed, the nuclear rites work like religious rites. Their function is not to represent the reality they refer to but, rather, to delineate the borders of the community of those who believe in the moral character of the bombs.

Starting from similar premises, Christophe Wasinski has shown that reification is not specific to nuclear deterrence theory but a key feature of 'strategic thinking' in general. More precisely, Wasinski has studied the key texts of 'Euro-Atlantic' strategic thinking since the 17th century, particularly those which addressed the issue of the 'art of war'. He observes that this literature shows a high degree of homogeneity and that it 'borrows much from the Renaissance' geometrism" (Christophe Wasinski 2010). Far from being neutral, this framing of war 'generates the social conviction that the use of military force is not only technically possible but, also, potentially useful' (Christophe Wasinski 2010). Like Cohn before him, Wasinski proceeds by observing that this distortion becomes noticeable when one thinks of what the frame does not show, namely violence and, more precisely, its consequences on human beings : 'the social belief in the utility of the use of force may not only stem from the accumulation of factual evidence (the fact that some given military operations 'worked') but also from a particular way of talking about military violence, which proves to also be a way of keeping silent about suffering' (Christophe Wasinski 2010).

This approach, which consists in uncovering the reifying power at play in modern fighting, has met with new success in the context of the so-called 'revolution in military affairs'. This expression refers to the fact that Western warfare has undergone some changes since the introduction in the 1990s of new technologies such as remote-control systems and guided munitions which make it possible to wage war and kill from a distance. Although armed drones provide an ideal-typical illustration of this tendency, it is important to note that several other technologies make it possible to wage war and kill from a distance. For instance, fighter-bomber jets were and have been used extensively by countries like the USA, Britain and France in Yugoslavia (1995), Kosovo (1999), Afghanistan (since 2001), Iraq (since 2003), Libya (since 2011), Mali and Sahel (since 2013) and Syria (since 2014). During each of these wars, the U.S., British and French air forces have dropped bombs from altitudes such that they made it almost impossible for their enemies to inflict any damage on them. This has resulted in a highly asymmetrical distribution of violence. Whereas they have dropped hundreds of thousands of bombs and probably killed as many people, not a single American, British or French airman has been killed during any of these operations.

Consequently, it is possible to talk about a 'new Western way of war' (Martin Shaw 2006) whereby air power in general (not only drone warfare) has become the main instrument.

Hence, several critical scholars have tried to understand how drone operators and air force pilots make sense of the violence they perpetrate (Grégoire Chamayou 2013 ; Caroline Holmqvist 2013; Thomas Hippler 2014 ; Jamie Allinson 2015 ; Thomas Gregory 2015). Part of this literature has addressed the question of de-humanization and reification. Most of these studies converge in assessing that the aforementioned new war technologies add another dimension to the reifying dynamics encapsulated in the 'old' way of war. Thus, Frédéric Gros has highlighted that these new technologies shape an economic framing of war where 'death is no longer exchanged. Rather, it is distributed, sowed, calculated' (Frédéric Gros 2006). Parallel to this, Der Derian and Kaplan have argued that these new technologies contribute to erasing the boundary between reality and fiction (James Der Derian 2009 ; Caren Kaplan 2015). a similar argument is found in the literature on the 'play-station' mentality of drone operators. Thus, a plethora of books and articles point out that the victim of drone strikes is 'reduced to an anonymous simulacrum that flickers across the screen' (Joseph Pugliese 2011) or that drone operators are 'morally disengaged from [their] destructive and lethal actions' (Lambèr Royakkers and Rinie van Est).

Showing a degree of compassion to everyone : the paradigm of 'humanitarian violence'

The previous sections presented the most classical approaches to the dialectic of war and emotions dialectics. To a certain extent, one could say that the figure of Eichmann haunts this critical scholarship. Like Eichmann (the ideal-typical character portrayed by Arendt or the real person) the agents of war are said to be unable to see the 'human face' of the people they kill, either because they hate them (section 2) or because they reify them in a colder way (section 3). In the following paragraphs I will present an approach that has emerged more recently : the paradigm of 'humanitarian violence' (Eyal Weizman 2012).

Agents of 'humanitarian violence' do not hate the people they kill. Nor are they entirely indifferent to their fate. They know that they perform an evil act when they kill innocent people, but they consider that it is sometimes necessary to do so in order to prevent a

greater evil from occurring. The reason why they can (logically) think in that way lies in the fact that they have an economic approach to morality and violence. They reject the Manichean view that actions are either good or evil and adopt, instead, the principle of the lesser evil. Weizman defines this rationale as follows : ‘The principle of the lesser evil is often presented as a dilemma between two or more bad choices in situations where available options are—or seem to be—limited. The choice made justifies harmful actions that would otherwise be unacceptable, since it allegedly averts even greater suffering’ (Eyal Weizman 2012).

Weizman shows that this rationale works at all levels of present-day Western wars. In terms of war rhetoric, the most obvious illustration is the discourse on the ‘humanitarian wars’. Indeed, the notion of ‘humanitarian war’ implies that it is morally justified to wage war against a given state if this violence helps to prevent or stop greater violence framed as human rights violation. Although this rhetoric is hardly new, a more modern and powerful formulation emerged in the 1980s when some French doctors and other humanitarian activists coined the notions of ‘right to intervene’ and, then, ‘duty to intervene’. In the 1990s, this rationale was used to justify the U.S./NATO wars in Somalia (1994), Yugoslavia (1995), and Kosovo (1999). It was given a legal basis in 2005 when the General Assembly of the United Nations adopted the principle of ‘responsibility to protect’. It was further used when NATO intervened in Libya in 2011, France in Mali in 2013, and the USA, France and Britain in Syria in 2014.

The humanitarian principle of the lesser evil is also central in the justification of some war practices. For instance, Mélanie Richter-Montpetit has analyzed how the Bush administration developed a legal basis for the policy of torture implemented from 2002 on in the context of the ‘war on terror’ (Mélanie Richter-Montpetit 2014). The legal framework relied, firstly, on the characterization of the detainees as ‘unlawful combatant’. As stated in the Pentagon directive of February 7, 2002, this implied that ‘none of the provisions of Geneva apply to our conflict with Al Qaeda in Afghanistan or elsewhere throughout the world’ (Mélanie Richter-Montpetit 2014). On August 1, 2002, another Pentagon document specified what U.S. soldiers and C.I.A. officers were authorized to do (or not) when interrogating a prisoner. The key idea was that the amount of suffering and humiliation

inflicted was to be proportional to the objective. If the information that the soldiers hoped to collect had little value, they were to use the minimum amount of violence. If it had 'high value', they might go as far as inflicting 'the pain accompanying serious injury, such as organ failure, impairment of body function, or even death' (Mélanie Richter-Montpetit 2014).

Weizman takes a critical stance vis-à-vis the humanitarian principle of the lesser evil. In line with Arendt (Hannah Arendt 1994 (1954)), he notes that, politically, the weakness of the argument has always been that those who choose the lesser evil forget very quickly that they chose evil' (Eyal Weizman 2012). Whatever one may think, philosophically or politically, about the rationale of the lesser evil, it is important to note that it does not only operate at the level of discursive practices but also as part of some concrete apparatuses ('dispositifs' in Foucault's sense) that contribute to naturalizing the notion that it is morally justified to cause evil in order to avoid greater evil.

The notion that concrete apparatuses may convey meaning lies at the core of modern science and technology studies (STS). Indeed, specialists of STS build on the observation that technologies are not neutral. As social artefacts, they carry the meaning(s) that their inventors put into them. Besides, they have some impact on how their users make sense of the world. Finally, their users may attribute all sorts of qualities to them, including moral ones. The reason for this lies in the fact that the terms 'technology' or 'technical' are misleading. Some users do not conceive of the objects that they manipulate as technical because 'the term applies to a regime of enunciation, or, to put it another way, to a mode of existence, a particular form of the exploration of being - in the midst of many others' (Bruno Latour and Couze Venn 2002). The notion of 'moral technology' (Adi Ophir 2002) is useful in order to grasp how some social agents may project moral values onto the instruments they manipulate.

One 'moral technology' plays a central role in contemporary Western wars: the so-called 'rules of engagement' (Mathias Delori 2014 ; Mathias Delori 2019). These rules take the form of (written) texts which state the circumstances under which the soldiers/air force pilots are authorized to open fire. Belief in the 'moral' value of these technologies stems from the fact that their users perceive them as invitations to "'control' or 'moderate' violence. This

framing stems from the fact that the rules of engagement translate the key principles of International Humanitarian Law into concrete military procedures. For instance, they provide a concrete and operational translation of the 'proportionality' principle by stating how many 'non-combatants' the Western military are authorized to kill - or put at risk - in order to destroy a given military target. In this regard, the so-called 'non-combatant casualty cut-off value, or NCCV, is a central value in contemporary Western war : the 'non-combatant casualty cut-off value' (NCCV). A NCCV = 0 means that that the soldiers/air force pilots should put no 'non-combatant' at risk. A NCCV = 10 means that they are allowed to open fire if they estimate that they will not kill more than 10 civilians.

NCCV depends, notably, on two factors. It depends, firstly, on the subjective assessment of the 'value' of civilians. In this respect, the most important variable is geographical or/and racial. When a 'terrorist' attack occurs on the territory of a Western state, the NCCV used by police and military forces is close to zero, meaning that they do not want to put at risk any French or Western civilian. When they operate in the non-Western world, however, the NCCV rises significantly. This is why Western forces use different instruments depending on whether they operate in a Western country or or in other parts of the world : elite commandos on the ground in the former case, armed drones and fighter-bomber jets in the latter²¹⁷.

Secondly, the NCCV depends on the subjective assessment of the value of the military target. During the US war in Iraq, for instance, the Rules Of Engagement allowed for an NCCV of 29 for each 'high-value military target'. This meant, in practice, that pilots were allowed to kill up to 29 civilians in order to eliminate a high-ranking member of 'Al Qaida' or a senior official of Saddam Hussein's regime. When the target is a just a rank-and-file jihadist, the NCCV falls significantly. This means, in practice, that the value of non-western human lives is a function of the target's value. The framing of a person as a 'high value military target' means that more people situated nearby can be killed or, at least, put at risk.

²¹⁷ It is important to stress, in this respect, that the choice between these two security instruments does not result from technical considerations. As the assassination of Bin Laden illustrates, Western governments do not hesitate to send elite troops on the ground when they deem this necessary.

Of course, it is impossible to calculate precisely the number of non-combatant casualties that a bomb will make. There are too many uncertainties : is this the right target ? Will the bomb really hit it ? Is this moving figure a child or a dog ? etc. However, these uncertainties disappear when the 'moral technologies' associated with rules of engagement come to the fore. Since the air war in Kosovo in 1999, most NATO aircraft have been equipped with a software program called 'FAST-CD' (Fast Assessment Strike Tool-Collateral Damage). The software helps to estimate the 'collateral damage' and checks whether it is above the NCCV stated in the ROE. As Pomarède explained, it does so by representing the targeted area through concentric circles centered on the impact point. A number is assigned to each concentric circle. It indicates the probability, for each person located within a circle's radius, of being killed when the bomb explodes. At the impact point, the probability is generally 100%. Along the outermost circle, the probability drops to a few percentage points (Julien Pomarede 2014). This kind of new technology helps to transform incalculable uncertainty into calculated risk. Weizman notes, in this respect, that the agents of 'humanitarian violence' are 'like the finance specialists who acknowledge the impossibility of prediction but do little else than calculate'. They are 'incessantly weighing their options and hedging their risks under the assumption of unpredictability and uncertainty' (Eyal Weizman 2012).

This results in an ambivalent and paradoxical relation to mathematics. On the one hand, and as explained above, agents of humanitarian violence run tons of mathematical calculations. On the other hand, and paradoxically, the actual number of deaths and injuries hardly counts in the assessment of what is moral and what is not. For instance, the fact that the 'moral technologies' used by the Western military kill way more civilians than the indiscriminate violence perpetrated by 'terrorists' does not lead to any 'frame breaking' in Goffman's sense (Erving Goffman 1974).

Two implicit schemes or 'frames' explain this paradoxical relation to mathematics and numbers. According to the first, the 'way' in which violence is perpetrated matters more than the actual level of violence. As Weizman puts it, 'it is the very act of calculation - the very fact that calculation took place - that justifies action' (Eyal Weizman 2012). This logic is pervasive in the following excerpt of an interview with a pilot whose bomb just killed civilians. The civilians' death was not accidental. The pilot knew that his bomb would kill

civilians. He decided to drop it because the number of civilians was inferior to the non-combatant cut-off value. Hence, the pilot explained : 'I didn't try to kill civilians. I focused on military targets and tried my very best every day to minimize civilian casualties' (Eyal Weizman 2012). According to Weizman, this testimony is typical of 'the way the economy of violence structures the humanitarian present' (Eyal Weizman 2012).

The second implicit assumption is at once humanitarian and un-democratic. It posits that although all lives matter in principle, some lives count more than others in practice. A micro illustration of this rationale can be found in Delori's analysis of how French air force pilots recount their 'air support' missions, i.e. missions in which pilots drop bombs to save comrades-in-arms who are caught under enemy fire. These missions may involve killing more 'innocent people' than the actual number of Western combatants caught under enemy fire. However, this does not throw into question the pilots' self-representation as moral agents because the characters in their narratives, i.e. their 'comrades in arms' on the one hand and the 'collateral victims, on the other, are positioned at the opposite ends of 'economy of pity'²¹⁸. They are all deemed 'human' in an abstract way but are not 'equally human'. Whereas 'comrades in arms' must be defended at all cost, the killing of (non-Western) 'collateral victims' can be framed as a tolerable sin through which greater evil can be prevented. As Asad pointed out, this is a reminder that the frame of 'humanitarian violence' is like any other frame of war. It is distorted by heavy power structures : 'The perception that human life has differential exchange value in the marketplace of death when it comes to 'civilized' and 'uncivilized' people is not only quite common in liberal democratic countries, it is necessary to a hierarchical global order' (Talal Asad 2007).

²¹⁸ Alexis de Tocqueville coined the notion of 'economy of pity' in order to account for the fact that human beings experience compassion in a selective way. Tocqueville believed the democratic movement would lead to a democratization of compassion. Therefore, he associated selective compassion to the old regime. In *Democracy, Revolution and Society*, Tocqueville takes the example of Madame de Sévigné, a person that Tocqueville presents as the archetype of the gentle aristocrat of the old regime. Tocqueville argues that Madame de Sévigné does not hate anybody. However, Tocqueville argues, Madame de Sévigné is unable to feel compassion for anyone who is not an aristocrat. Alexis de Tocqueville, *On Democracy, Revolution, and Society*, Chicago, University of Chicago Press, 1980 (1835), p. 105.

Conclusion

From the above, it emerges that the politics of emotions in contemporary wars take, at least, three different forms. I have proposed to conceptualize them in terms of 'racist', 'bureaucratic', and 'humanitarian' violence. Each logic draws upon a specific representation/emotion nexus. Thus, the logic of 'racist' violence leads perpetrators to frame victims as inferior others and, therefore, as objects of negative emotions such as hatred, anger or resentment. The logic of 'bureaucratic' violence dehumanizes the victims in a colder way by undermining the positive emotions that one experiences when confronted with the suffering of an Alter Ego (compassion, pity, empathy...). Finally, the frame of 'humanitarian violence' draws upon a less Manichean politics of emotions whereby perpetrators show some compassion to everybody whilst identifying more with some people than others.

One may alternatively describe the differences between these three frames of war in mathematical terms by observing that agents of 'racist' violence attribute negative value to the people they kill, that agents of 'bureaucratic' violence grant no value to their victims, and that agents of 'humanitarian' violence draw upon a more complex weighing of the value of human lives. Contrary to racists and bureaucrats, agents of 'humanitarian violence' grant some positive value to all lives. However, they consider that some lives count more than others. They infer from what that the above that it is rational, and even moral, to 'kill' or 'let die' the former in order to 'enable' the latter to live (Michel Foucault 1997 (1976)). As shown above, the notion of 'non-combatant casualty cut-off value' encapsulates this positive but un-democratic framing in the 'liberal way of war' (Michael Dillon and Julian Reid 2009)

It is tempting, at first sight, to hypothesize that these logics operate in different cultures, spaces or times. Indeed, a well constituted narrative states that Westerners used to demonize or reify their victims in the past but that they have stopped doing so in the last few decades. If one was to follow this line of thought, one would consider that racist and bureaucratic violence characterize the old Western way of war and the current non-Western war practices, and that the frame of 'humanitarian violence' is typical of the 'new' Western way of war (Martin Shaw 2006). Such a conclusion would be misleading. Indeed, it emerges

from what precedes that most war practices show a certain degree of racist, bureaucratic and humanitarian logics. To quote only one example, each logic is present in the present-day Western wars although they do not operate at the same level or with the same strength. Therefore, it seems more accurate to conceive of the three aforementioned framings as ideal-types in Max Weber's sense, i.e. as abstractions that help us to shed some light on the different politics of emotions at war.

OUVRAGES OU ARTICLES CITES

- Agathangelou, Anna M, "'Sexing' Globalization in International Relations", in G. Chowdry et S. Nair (eds), *Power, Postcolonialism and International Relations*, New York, London, Routledge, 2002, p. 142-169
- Agulhon, Maurice, *Marianne au pouvoir. L'imagerie et la symbolique républicaines de 1880 à 1914*, Paris, Flammarion, 1989.
- Allinson, Jamie, "The Necropolitics of Drone", *International Political Sociology*, 9, 2015, p. 113-127.
- Altmayer, Francois, "L'Office franco-allemand pour la jeunesse", *L'Europe en formation*, numéro de mars, 1968.
- Amos, Valérie et Pratibha Parmar, "Challenging Imperial Feminism", *Feminist Review*, 80, 2005, p. 44-63.
- Anderson, Benedict, *Imagined communities: reflections on the origin and spread of nationalism*, London, 1991.
- Arendt, Hannah, *Eichmann in Jerusalem: A Report on the Banality of Evil*, New York, Viking, 1963.
- Arendt, Hannah, *On violence*, Orlando, Austin, New York, A Harvest Book, 1969.
- Arendt, Hannah, "The eggs speak up", in H. Arendt (eds), *Essays in understanding*, New York, Schocken Books, 1994 (1954), p. 270-285
- Asad, Talal, *On Suicide Bombing*, New York, Colombia University Press, 2007.
- Ashley, Richard, "Political Realism and Human Interests", *International Studies Quarterly*, 25-2, 1981, p. 204-236.
- Ashley, Richard K et R. B. T Walker, "Introduction: Speaking the Language of Exile: Dissident Thought in International Studies", *International Studies Quarterly*, 34-3, 1990, p. 259-268.
- Audouin-Rouzeau, Stéphane, *La guerre des enfants : 1914-1918*, Paris, A. Colin, 2004.
- Audouin-Rouzeau, Stéphane, *Combattre, Une anthropologie historique de la guerre moderne (XIXe-XXIe siècle)*, Paris, Seuil, 2008.
- Ayotte, Kevin J et Mary Husain, "Securing Afghan Women: Neocolonialism, Epistemic Violence, and the Rhetoric of the Veil", *NWSA Journal*, 17, 2005, p. 112-133.
- Bachelard, Gaston, *La formation de l'esprit scientifique. Contribution à une psychanalyse de la connaissance objective*, Paris, Vrin, 1938.
- Bakhtin, Michael, *The Dialogic Imagination*, Austin and London, University of Texas Press, 1992.
- Bakhtine, Mikhail, *La poétique de Dostoievski*, Paris, Seuil, 1970.
- Balibar, Etienne, "Is there a 'Neo-Racism'?", in E. Balibar et I. Wallerstein (eds), *Race, Nation, Class. Ambiguous Identities*, Verso, 1991, p. 17-28

- Barkawi, Tarak, "Peoples, Homelands, and Wars? Ethnicity, the Military, and Battle among British Imperial Forces in the War against Japan", *Comparative Studies in Society and History*, 46-1, 2004, p. 134-163.
- Barkawi, Tarak et M Laffey, "The postcolonial moment in security studies", *Review of International Studies*, 32, 2006.
- Barkawi, Tarak et Keith Stanski, "Introduction. Orientalism and war", in T. Barkawi et K. Stanski (eds), *Orientalism and war*, New York, Columbia University Press, 2013, p. 1-16
- Barthes, Roland, *Mythologies*, Paris, Seuil, 1957.
- Bartov, Omer, "Defining Enemies, Making Victims: Germans, Jews, and the Holocaust", *American Historical Review*, 103-3, 1998, p. 771-816.
- Basham, Victoria, Aaron Belkin, et al., "What is Critical Military Studies", *Critical Military Studies*, 1, 2015, p. 1-2.
- Battistella, Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, Presses de Science Po, 2006.
- Baylis, John, *Anglo-American Defense Relations, 1939-1984 : the Special Relationship*, London Macmillan, 1984.
- Bbsu, *The strategic air war against Germany*, British Bombing Survey Unit, 1946 (not published until 1998).
- Bertrand, Gilles et Mathias Delori, *Terrorisme, émotions et relations internationales. Essai d'actualité*, Paris, Editions Myriapode, 2015.
- Beuve-Méry, Hubert, "La proposition de M. Adenauer pour une union franco-allemande éveille jusqu'ici peu d'écho, 10 mars 1950, n°1593", *Le Monde*, 1950.
- Bevir, Mark, *Democratic Governance*, Princeton, Princeton University Press, 2010.
- Bezes, Philippe, "Les hauts fonctionnaires croient-ils à leurs mythes? L'apport des approches cognitives à l'analyse des engagements dans les politiques de réforme de l'Etat. Quelques exemples français (1988-1997)", *Revue française de science politique*, 50-2, 2000, p. 307-332.
- Bigo, Didier, "Genre et relations internationales", in C. Bard, C. Baudelot et J. Mossuz-Lavau (eds), *Quand les femmes s'en mêlent. Genre et pouvoir*, Paris, La Martinière, 2002
- Blanchard, Eric, "Gender, International Relations, and the Development of Feminist Security Theory", *Signs*, 8-4, 2003, p. 1289-1312.
- Bock, Hans Manfred, *Deutsch-französische Begegnung und europäischer Bürgersinn*, Opladen, Leske, OFAJ, 2003.
- Bock, Hans Manfred et Ulrich Pfeil, "Les acteurs culturels et la coopération franco-allemande: formes, objectifs, influences", in C. Defrance et U. Pfeil (eds), *Le traité de l'Elysée et les relations franco-allemandes. 1945-1963-2003*, Paris, CNRS Editions, 2005, p. 193-209
- Boltanski, Luc, "Sociologie critique et sociologie de la critique", *Politix. Revue des sciences sociales et du politique*, 10-11, 1990, p. 124-134.
- Boltanski, Luc et Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

Boltanski, Luc et Laurent Thévenot, *De la justification : les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

Booth, Ken, *Strategy and Ethnocentrism*, Holmes & Meier Publishers, 1979.

Boudon, Raymond, *L'inégalité des chances*, Paris, Fayard/Pluriel, 1973.

Boudon, Raymond, *Le sens des valeurs*, Paris, PUF, 1999.

Bougherara, Nassima, *Les rapports franco-allemands à l'épreuve de la question algérienne*, Bern, Berlin, Bruxelles, Peter Lang, 2006.

Bourdieu, Pierre, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994.

Bourdieu, Pierre, *La domination masculine*, Paris, Seuil, 1998.

Bourdieu, Pierre, Jean-Claude Chamboredon, et al., *Le métier de sociologue*, Paris, Mouton Editeur, 1983.

Bourdieu, Pierre et Jean-Claude Passeron, *Les Héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Editions de minuit, 1964.

Bourdieu, Pierre et Jean-Claude Passeron, *La reproduction*, Paris, Editions de minuit, 1970.

Bourke, Johanna, *An Intimate History of Killing. Face to face killing in 20th Century Warfare*, London and New York, Granta Press, 1999.

Bourliaguet, Bruno, "Acceptabilité sociale des opérateurs de drones américains: le paradigme du bourreau", *Res Militaris (resmilitaris.net)*, 6-1, 2016, p. 1-12.

Boyer, M et M Caprioli, "Gender, violence, and international crisis", *Journal of Conflict Resolution*, 45-4, 2001, p. 503-518.

Braithwaite, Alex, "Transnational Terrorism as an Unintended Consequence of a Military Footprint", *Security Studies*, 24, 2015, p. 349-375.

Bran, Fritz, *La jeunesse allemande et l'avenir de l'Europe*, Paris, Groupe Collaboration, 1942.

Brockmann, Stephen, *Nuremberg goes global*, Carmen House, 2006.

Buffet, Cyril et Béatrice Hauser, *Haunted by History. Myths in International Relations*, Oxford, Bergham Books, 1998.

Burdeau, Georges, *La politique au pays des merveilles*, Paris, PUF, 1979.

Butler, Judith, *Precarious Life: the Powers of Mourning and Violence*, London, Brooklyn, Verso, 2004.

Butler, Judith, *Krieg und Affekt*, Berlin, Diaphanes, 2009.

Butler, Judith, *Frames of War. When is Life Grievable?*, London, Brooklyn, Verso, 2010.

Calmes-Brunet, Sylvia, *Le Traité de l'Élysée: le socle d'une coopération exemplaire 50 ans après : colloque, Rouen, 27-28 juin 2013, Hanovre 8 novembre 2013 (Préface de Laurent Fabius ; propos introductif par Alfred Grosser)*, Paris, Société de législation comparée, 2014.

Camus, Albert, *Lettres à un ami allemand*, Paris, Gallimard, 1972 (1948).

- Casasus, Gilbert, "Le quarantième anniversaire de l'OFAJ", *Documents, revue des questions allemandes*, 3, 2003.
- Chakrabarty, Dipesh, *Provincializing Europe. Postcolonial thought and Historical Difference*, Princeton, Princeton University Press, 2000.
- Chaliand, Gérard, *Le nouvel art de la guerre*, Paris, L'archipel, 2008.
- Chamayou, Grégoire, *Théorie du drone*, Paris, La Fabrique, 2013.
- Chartier, Roger, "La chimère de l'origine. Foucault, les Lumières et la Révolution Française", in R. Chartier (eds), *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétude*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 132-160
- Checkel, Jeffrey, "The Constructivist Turn in International Relation Theory", *World politics*, 50, janvier 1998, 1998, p. 324-348.
- Chin, Christine, *In service and servitude : foreign female domestic workers and the Malaysian "modernity" project*, New York, Columbia university press, 1998.
- Chrétien, Jean-Pierre et Marcel Kabanba, *Rwanda. Racisme et génocide : l'idéologie hamitique*, Paris, Belin, 2013.
- Cohen, Antonin, Bernard Lacroix, et al., *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009.
- Cohn, Carol, "Sex and Death in the Rational World of Defense Intellectuals", *Signs*, 12-4, 1987, p. 687-718.
- Cole, Alastir, *Franco-German Relations*, Longman, 2001.
- Comiti, Joseph, "Les jeunes de France et d'Allemagne veulent aboutir à la fusion des deux pays", *La nouvelle république de Centre-Ouest*, 1970.
- Cot, Jean Pierre et Jean Pierre Mounier, *Pour une sociologie politique*, Paris, Seuil, 1974.
- Cox, Robert W, "Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory", in R. O. Keohane (eds), *Neorealism and Its Critiques*, New York, Columbia University Press, 1986 (1981), p. 204-254
- Croft, Stuart et Terry Terrif, *Critical reflexions on security and change*, Londres, 2000.
- Cusset, François, *French Theory : Foucault, Derrida, Deleuze, & Cie et les mutations de la vie intellectuelle aux États-Unis*, Paris, La Découverte, 2003.
- Dafinger, Sophia, "Experten für den Luftkrieg", in F. Reichherzer, E. Droit et J. Hansen (eds), *Den Kalten Krieg vermessen. Über Reichweite und Alternativen einer binären Ordnungsvorstellung*, Berlin, De Gruyter Oldenburg, 2018, p. 93-105
- Darby, Philip, *At the Edge of International Relations. Postcolonialism, Gender and Dependency*, London, New York, Pinter, 1997.
- Defrance, Corine et Ulrich Pfeil, "Le traité de l'Elysée et les relations franco-allemandes", in C. Defrance et U. Pfeil (eds), *Le traité de l'Elysée et les relations franco-allemandes. 1945-1963-2003*, Paris, CNRS éditions, 2005, p. 7-41

- Defrance, Corine et Ulrich Pfeil, "Au service du rapprochement franco-allemand. Dialogue d'historiens de part et d'autre du Rhin", in G. Mink et L. Neumayer (eds), *L'Europe et ses passés douloureux*, Paris, La Découverte, 2007, p. 91-103
- Defrance, Corinne, Gilbert Krebs, et al., *Les jeunes dans les relations franco-allemandes. L'Office franco-allemand pour la jeunesse (1963-2008)*, Paris, Sorbonne nouvelle (OFAJ), 2008.
- Deleuze, Gilles, *Foucault*, Paris, 2004 (1986).
- Delori, Mathias, "La symbolique franco-allemande en panne d'idées ? Pour un retour critique sur le grand récit de la réconciliation", *Les Cahiers d'Histoire. Revue d'Histoire Critique*, 100, 2007, p. 11-21.
- Delori, Mathias, "Killing without Hatred. The Politics of (Non) Recognition in Contemporary Western Wars", *Global Discourse*, vol 4-4, 2014, p. 516-531.
- Delori, Mathias, "Humanitarian violence. How French airmen kill or let die in order to make live", *Critical Military Studies*, 5/4, 2019, p. 322-340.
- Deloye, Yves, "Introduction: éléments pour une approche socio-historique de la construction européenne", *Politique Européenne*, 18, 2006, p. 5-15.
- Demorgon, Jacques, "Evolution, Evaluation des échanges franco-allemands", *Allemagne, d'Aujourd'hui*, 162, 2002, p. 191-204.
- Der Derian, James, *Mapping the Military-Industrial Media-Entertainment Network*, Londres et New York, Routledge, 2009.
- Dillon, Michael et Julian Reid, *The Liberal Way of War: Killing to Make Life Live*, London and New York, Routledge, 2009.
- Diouf, Mamadou, *L'historiographie de l'Inde en débat. Colonialisme, nationalisme et sociétés postcoloniales*, Paris, Karthala-Sephis, 1999.
- Douhet, Giulio, *Il dominio dell'aria*, Edizione Roma, 1921.
- Douhet, Giulio, *Command of the Air*, New York, Coward-McCann, 1942 (1932).
- Dower, John W, *War Without Mercy: Race and Power in the Pacific War*, New York, Pantheon Books, 1986.
- Droit, Emmanuel, "Entre histoire croisée et histoire dénationalisée. Le manuel franco-allemand d'histoire", *Pédagogies de l'histoire*, 114, 2007, p. 151-162.
- Dryzek, John S, "Policy Analysis and Science: From Science to Argument", in F. Fischer (eds), *The Argumentative Turn in Policy Analysis and Planning*, Durham, Duke University Press, 1993, p. 213-232
- Dubey, Gérard et Caroline Moricot, "Trop près trop loin: Les mutations de la perception du combat par les équipages d'avions de chasse", *Les documents du C2SD*, 99, 2008.
- Dubey, Gérard et Caroline Moricot, *Dans la peau d'un pilote de chasse. Le spleen de l'homme machine*, Presses Universitaires de France, 2016.

- Dugrand, Alain et Frédéric Laurent, *Willi Munzenberg. Artiste en révolution*, Paris, Fayard, 2008.
- Durand-Le Guern, Isabelle et Bernard Ribémont, *Charlemagne : empereur et mythe d'Occident*, Paris, Klincksieck, 2009.
- Durkheim, Emile, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, 1912.
- Dyvik, Synne L et Lauren Greenwood, "Embodying militarism: exploring the spaces and bodies in-between", *Critical Military Studies*, 2, 2016.
- Edelman, Murray, *The Symbolic Uses of Politics*, Urbana, Chicago, University Press of Illinois, 1985 (1967).
- Enloe, Cynthia, *Manoeuvres: The International Politics of Militarizing Women's Lives*, Berkeley, University of California Press, 2000.
- Fabiani, Jean-Louis, "La sociologie historique face à l'archéologie du savoir", *Le Portique*, 13-14, 2004.
- Falkoff, Marc, *Poems from Guantánamo. The Detainees Speak*, University of Iowa Press, 2007.
- Fanon, Franz, *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte, 2002 (1961).
- Fassin, Didier, "Compassion and Repression: The Moral Economy of Immigration Policies in France", *Cultural Anthropology*, 20-3, 2005, p. 362–387.
- Fassin, Didier, *La raison humanitaire*, Paris, Seuil, Gallimard, 2010.
- Favre, Pierre, "Retour à la question de l'objet. Ou-faut il disqualifier la notion de discipline?", *Politix*, 8-29, 1995, p. 141-157.
- Favre, Pierre, "Vers un basculement des paradigmes dans la science politique française. A propos de l'ouvrage "Le choix rationnel en science politique. Débats critiques"", *Revue Française de Science Politique*, 60-5, 2010, p. 997-1022.
- Ferrari, Vincent, Christophe Tronche, et al., "Persistance humaine et systèmes de drones: évaluation de la fatigue des opérateurs engagés en Afghanistan", in C. D. E. S. Aérospatiales (eds), *Les drones aériens: passé, présent et avenir*, La documentation française, 2013, p. 203-213
- Festinger, Léon, *A Theory of Cognitive Dissonance*, Stanford, Stanford University Press, 1957.
- Fischer, Franck et Herbert Gottweis, "Introduction", in F. Fischer et H. Gottweis (eds), *The Argumentative Turn re-visited. Public Policy as communicative practice*, Duke University Press., 2012, p. 1-27
- Foucault, Michel, *Archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969.
- Foucault, Michel, "Il faut défendre la société", *Cours au Collège de France. 1975-1976*, Gallimard, Seuil, 1997 (1976)
- Foucault, Michel, "Nietzsche la généalogie et l'histoire", *Dits et écrits. 1. 1954-1975*, Paris, Gallimard, 2001 (1994), p. 1006-1024

Gentile, Gian P, *How effective is strategic bombing? Lessons learned from Worl War II to Kosovo*, New York University Press, 2001.

Gilpin, Robert, "The Richness of the Tradition of Political Realism", in R. O. Keohane (eds), *Neorealism and Its Critiques*, New York, Columbia University Press, 1996, p. 301-321

Girard, René, *La violence et le sacré*, Paris, Grasset, 1972.

Girard, René, *Violence and the Sacred*, Hopkins University Press., 1979.

Girard, René, *The Scapegoat*, John Hopkins University Press, 1989.

Girardet, Raoul, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986.

Goffman, Erving, *Frame analysis*, Northeastern University Press, 1974.

Gramsci, Antonio, *Cahiers de prison*, Paris, Gallimard, 1996 (écrits entre 1926 et 1934).

Gregory, Thomas, "Drones, Targeted Killings, and the Limitations of International Law", *International Political Sociology*, 9, 2015, p. 197-212.

Gros, Frédéric, *Etats de violence. Essai sur la fin de la guerre*, Paris, Gallimard, 2006.

Grosser, Alfred, *L'Allemagne de notre temps*, Paris, Fayard, 1970.

Grosser, Alfred, "La chute annoncée d'un Office indépendant", *La Croix*, 2005.

Guha, Ranajit, *Elementary Aspects of Peasant Insurgency in Colonial India*, Dehli, Oxford University Press, 1983.

Guha, Ranajit, "The prose of counter-insurgency", in R. Guha (eds), *Subaltern studies II. Writings on South Asian history and society*, Oxford University Press, 1983, p. 1-42

Guha, Ranajit et Gayatri Chakravorty Spivak, *Selected Subaltern Studies*, Dehli, Oxford University Press, 1988.

Guillaume, Xavier, *International Relations and Identity*, New York, Routledge, 2011.

Gusterson, Hugh, *Nuclear Rites – A Weapons Laboratory at the End of the Cold War*, Berkeley, University of California Press, 1998.

Gusterson, Hugh, "Can the Insurgent Speak?", in T. Barkawi et K. Stanski (eds), *Orientalism and war*, New York, Columbia University Press, 2013

Herold, Marc W, "The Obama/Pentagon War Narrative, the Real War and Where Afghan Civilian Deaths Do Matter", *Revista Paz y Conflictos (Granada, Spain)*, downloaded online on December 5, 2016 (<https://paulcollege.unh.edu/faculty/herold>), 5, 2012, p. 44-64.

Hippler, Thomas, *Le gouvernement du ciel. Histoire globale des bombardements aériens*, Les Prairies ordinaires, 2014.

Hobden, Stephen et John M Hobson, *Historical Sociology of International Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002.

Hobson, John M, "Is critical theory always for the white West and for Western imperialism? Beyond Westphalian towards a post-racist critical IR", *Critical International Relations Theory after 25 Years*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, p. 91-116

- Hobson, John M, *The Eurocentric Conception of World Politics: Western International Theory, 1760–2010*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.
- Holland, Jack, "'When You Think of the Taliban, Think of the Nazis': Teaching Americans '9/11' in NBC's *The West Wing*", *Millenium: Journal of International Relations Studies*, 40, 2011, p. 85-106.
- Holmqvist, Caroline, "Undoing War: War Ontologies and the Materiality of Drone Warfare", *Millenium: Journal of International Relations Studies*, 41, 2013, p. 535-552.
- Honneth, Axel, *Verdinglichung - Eine anerkennungstheoretische Studie*, Frankfurt am Main, Suhrkamp, 2005.
- Honneth, Axel, *Reification: A Recognition-Theoretical View*, Oxford University Press, 2007.
- Hooks, Bell, "Feminism and militarism. A comment", *Women's Studies Quarterly*, 23-3/4, 1995, p. 58-64.
- Jeanneney, Jean Noël, *Une idée fausse est un fait vrai : les stéréotypes nationaux en Europe*, Paris, O. Jacob, 2000.
- Jones, Richard Wynn, *Security, Strategy, and Critical Theory*, Colorado, Lynne Rienner, 1999.
- Kagan, Robert, *Of Paradise and Power: America and Europe in the New World Order*, New York, A. Knopf, 2003.
- Kanet, Roger, "Still Mars, still Venus ? The United States, Europe and the future of the transatlantic relationship. Special issue", *International Politics*, 45:n°3, 2008, p. 231-397.
- Kaplan, Caren, "Air power's visual legacy: Operation Orchard and aerial reconnaissance imagery as ruses the guerre", *Critical Military Studies*, 1, 2015, p. 61-78.
- Kaufman, Whitley, *Justified Killing: The Paradox of Self-Defense*, Lanham, Lexington Books, 2009.
- Keohane, R. O, "Theory of World Politics: Structural realism and beyond", in R. O. Keohane (eds), *Neorealism and Its Critiques*, New York, Columbia University Press, 1986, p. 158-203
- Keohane, R. O, "International Relations Theory: Contributions of a Feminist Standpoint", *Millenium: Journal of International Relations Studies*, 18, 1989, p. 245-253.
- Kronsell, Annica et Erika Svedberg, *Making gender, making war: violence, military and peacekeeping practices*, New York, Routledge, 2012.
- Laborier, Pascale et Danny Trom, "Introduction", in P. Laborier et D. Trom (eds), *Historicités de l'action publique*, Paris, PUF, 2003, p. 5-22
- Lascoumes, Pierre, "Traduction", in L. Boussaguet, S. Jacquot et P. Ravinet (eds), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de la FNSP, 2004, p. 437-443
- Lascoumes, Pierre et Patrick Le Galès, "L'action publique saisie par ses instruments", in P. Lascoumes et P. Le Galès (eds), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de Science Po, 2004, p. 11-46
- Latour, Bruno et Couze Venn, "Morality and Technology: The Ends of the Means", *Theory, Culture and Society*, 19(5/6), 2002, p. 247-260).

Lefranc, Sandrine, "Introduction. Créer du lien social", *Après le conflit, la réconciliation ? Actes révisés des journées d'études organisées les 12 et 13 décembre 2005 par l'Institut des sciences sociales du politique, l'Université de Paris X et ENS Cachan*, Paris, M. Houdiard, 2006, p. 7-26

Leonhard, Nina, "Towards a new German military identity? Change and continuity of military representations of self and other(s) in Germany", *Critical Military Studies*, Published online: 10 Oct 2017, 2017.

Levinas, Emmanuel, *L'éthique et l'infini*, Paris, Le livre de poche, 1984.

Levinas, Emmanuel, *Alterity and Transcendence*, New York, Columbia University Press, 2001.

Lindemann, Thomas, *Causes of War: the Struggle for Recognition*, Colchester, ECPR Press, 2010.

Macleish, Kenneth T, *Making War at Fort Hood. Life and Uncertainty in a Military Community*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2013.

Masse, Alexis, "Comment penser l'autonomie des discours? Un moyen: le concept d'imaginaire hégémonique", *Revue du MAUSS*, 17, 2001, p. 355-375.

Mauger, Gérard, "Formes et fonction des discours sociaux sur la jeunesse", in M. Perrot (eds), *Les jeunes et les autres*, Vauresson, CRIV, 1986, p. 85-93

Ménudier, Henry, *L'Office franco-allemand pour la Jeunesse. Une contribution exemplaire à l'unité de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 1988.

Milgram, Stanley, *Obedience to authority*, New York, Harper & Row, 1974 (1963).

Mohanty, Chandra Tapalde, Robin Riley, et al., *Feminism and war: confronting US imperialism*, London Zed books, 2008.

Mombert, Monique, *Sous le signe de la rééducation : jeunesse et livre en Zone Française d'Occupation : 1945-1949*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 1995.

Moon, Kathy, *Sex among allies: Military prostitution in US-Korea relations*, New York, Columbia University Press, 1997

Muller, Pierre, "L'analyse cognitive des politiques publiques : vers une sociologie politique de l'action publique", *Revue française de science politique*, 50 (2), 2000, p. 189-207.

Münzenberg, Willi, *Die Dritte Front*, 1930.

Muttimer, David, "Beyond Strategy: Critical Thinking and the New Security Studies", in C. A. Snyder (eds), *Contemporary Security and Strategy*, New York, Routledge, 1999, p. 77-101

Neitzel, Sönke et Harald Welzer, *Soldiers, German POWs on Fighting, Killing, and Dying*, New York, Vintage, 2013.

Neocleous, Mark, "The Police of Civilization: The War on Terror as a Civilizing Offensive", *International Political Sociology*, 5, 2011, p. 144-159.

Nora, Pierre, *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1997.

Nourry, Chrystelle, *Le couple franco-allemand. Un symbole européen*, Bruxelles, Bruylant, 2005.

Offenstadt, Nicolas, "Archives, documents, sources", in C. Delacroix, F. Dosse, P. Garcia et N. Offenstadt (eds), *Historiographies*, Paris, Gallimard, 2010, p. 68-79

Ophir, Adi, "Moral Technologies: The Administration of Disaster and the Forsaking of Lives", *Theoria veBikoret*, 23, 2002, p. 67-103.

Orwell, George, "Politics and the English Language", *Collected Essays*, London, Secker and Warburg, 1954, p. 337-351

Owens, Patricia, "Accidents Don't Just Happen: The Liberal Politics of High Technology 'Humanitarian' war", *Millenium - Journal of International Studies*, 32-3, 2003, p. 595-616.

Passeron, Jean-Claude, "Le raisonnement sociologique : un espace non poppérien de l'argumentation", Paris, A. Michel, 2006 (1991), p. 666

Payre, Renaud, "Un possible non institutionnalisé. Socio-histoire de la "science communale" (1900-1950)", in Y. Déloye et B. Voutat (eds), *Faire de la science politique : pour une analyse socio-historique du politique*, Paris, Belin, 2002

Pearsall, Cornelia D. J., "The Poet and the Postwar City", *Poetry review*, 17-2, 1947.

Persaud, Randolph, "Situating race in international relations: the dialectic of civilizational security in American immigration", in G. Chowdry et S. Nair (eds), *Power, Postcolonialism and International Relations*, New York, London, Routledge, 2004, p. 56-81

Picht, Robert, "Amitié", in R. Picht et J. Leenhardt (eds), *Au jardin des malentendus: le commerce franco-allemand des idées*, Arles, Actes sud, 1997, p. 133-139

Pinder, John, *The Building of the European Union*, Oxford, Oxford University Press, 1998.

Pomarede, Julien, "L'(in)sécurisation par les technologies militaires et la mise en sens de la violence. Le cas de l'intervention militaire de l'OTAN au-dessus de la Libye (2011)", *Cultures & Conflits*, 93, 2014, p. 125-145.

Popper, Karl et David Miller, "A proof of the impossibility of inductive probability", *Nature*, 302, 1983.

Pugliese, Joseph, "Prosthetics of Law and the Anomic Violence of Drones", *Griffith Law Review*, 20-4, 2011, p. 931-961.

Rabier, Jacques René et Ronald Inglehart, "La confiance entre les peuples: déterminants et conséquences", *Revue française de science politique*, 34-1, 1984, p. 5-47.

Richter-Montpetit, Mélanie, "Beyond the erotics of Orientalism: Lawfare, torture and the racial-sexual grammars of legitimate suffering", *Security Dialogue*, 45 (1), 2014, p. 43-62.

Ricoeur, Paul, *Temps et récit. Tome 1/ L'intrigue et le récit historique*, Paris, Gallimard, 1983.

Ricoeur, Paul, *Parcours de la reconnaissance: trois études*, Paris, Gallimard, 2005.

Robinson, Jacob, *And the crooked shall be made straight*, Macmillan, 1965.

Rosoux, Valérie, *Les usages de la mémoire dans les relations internationales : le recours au passé dans la politique étrangère de la France à l'égard de l'Allemagne et de l'Algérie de 1962 à nos jours*, Bruxelles, Edition Bruylant, 2002.

- Ross, Stewart Halsey, *Strategic bombing by the United States in World War Two: The myths and the facts*, Jefferson, London, McFarland and Company inc Publishers, 1986.
- Rouso, Henry, "Pour une histoire de la mémoire collective", in D. Peschanski, M. Pollak et H. Rouso (eds), *Histoire politique et sciences sociales*, Paris, Editions complexes, 1991, p. 243-264
- Rovan, Joseph, "L'Office franco-allemand pour la jeunesse", *Revue d'Allemagne*, 3, 1972.
- Rovan, Joseph, "Les relations franco-allemandes dans le domaine de la jeunesse et de la culture populaire (1945-1971)", *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, 4, 1972, p. 675-704.
- Royackers, Lambèr et Rinie Van Est, "The cubicle warrior: the marionette of digitalized warfare", *Ethics and Information Technology*, 12-3, 2010, p. 289–296.
- Ruddick, Sara, *Maternal Thinking: Toward a Politics of Peace*, Boston, Beacon Press, 1989.
- Said, Edward W, *Orientalism*, New York, Vintage Book, 1978.
- Savun, Burcu et Brian Philips, "Democracy, Foreign Policy, and Terrorism", *Journal of Conflict Resolution*, 53-6, 2009, p. 878-904.
- Schemeil, Yves, "La mégère apprivoisée : Vers un usage raisonné de l'approche par les choix rationnel en France ", in M. Delori, D. Deschaux-Beaume et S. Saurugger (eds), *Le choix rationnel en Science Politique. Débats Critiques*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009
- Schmitt, Carl, "La notion de politique", in C. Schmitt (eds), *La notion de politique. La théorie du partisan*, Paris, Flammarion, 1992 (1927), p. 41-204
- Seidendorf, Stefan, *Le modèle franco-allemand: les clés d'une paix perpétuelle ? Analyse des mécanismes de coopération (préface Erwin Teufel ; postface Alfred Grosser)*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2013.
- Shaw, Martin, *The New Western Way of War: Risk Transfer and its Crisis in Iraq*, Cambridge, Polity Press, 2006.
- Smouts, Marie-Claude, Dario Battistella, et al., *Dictionnaire des relations internationales : approches, concepts, doctrines*, Paris, Dalloz, 2006.
- Souliac, Genevieve, "Violence, Mimesis, and War", *Peace review: A Journal of Social Justice*, 26, 2014, p. 342-350.
- Spivak, Gayatri Chakravorty, "Can the Subaltern Speak?", in N. Cary et L. Crossberg (eds), *Marxism and the interpretation of Culture*, Chicago, University of Illinois Press, 1988, p. 271-316
- Stern, James, *The hidden damage*, Chelsea Press London, 1990 (1947).
- Strickmann, Martin, *L'Allemagne nouvelle contre l'Allemagne éternelle. Die französische Intellektuellen und die deutsch-französische Verständigung 1944-1950.*, Frankfurt am Main, PeterLang, 2004.
- Surel, Yves, "Approche cognitive", in L. Boussaguet, S. Jacquot et P. Ravinet (eds), *Dictionnaire des politiques publiques*, Paris, Presses de Science Po, 2004, p. 80-87

- Sylvester, Christine, *Experiencing War*, New York, Routledge, 2011.
- Sylvester, Christine, "War Experiences/War Practices/War Theory", *Millenium: Journal of International Relations Studies*, 40, 2012, p. 483-450.
- Tickner, Ann, *Gender in International Relations: Feminist Perspectives on Achieving International Security*, New York, Columbia University, 1987.
- Tickner, Ann, "You just don't understand", *International Studies Quarterly* 41, 1997, p. 611-632.
- Tickner, Ann, *Gendering World Politics: Issues and Approaches in the Post-Cold War Era*, New York, Columbia University, 2001.
- Tickner, Ann, "What Is Your Research Program? Some Feminist Answers to International Relations Methodological Questions", *International Studies Quarterly*, 49-1, 2005, p. 1-21.
- Tocqueville, Alexis De, *On Democracy, Revolution, and Society*, Chicago, University of Chicago Press, 1980 (1835).
- Ussbs, *United States Strategic Bombing Survey. Summary Report (European war)*, 1945.
- Ussbs, "United States Strategic Bombing Survey. The effects of strategic bombing on the German war economy. Overall economic effect division. October 31 1945", 1945.
- Van Veeren, Elspeth "Materializing US Security: Guantanamo's Object Lessons and Concrete Messages", *International Political Sociology*, 8-1, 2014, p. 20-42.
- Vandenbergh, Frédéric, *Une histoire critique de la sociologie allemande. Aliénation et réification. Tome 2: Horkheimer, Adorno, Marcuse, Habermas.*, Paris, La découverte/ Mauss, 1998.
- Veyne, Paul, *Foucault, sa pensée, sa personne*, Paris, Albin Michel, 2008.
- Wachtel, Nathan, *La Vision des vaincus. Les Indiens du Pérou devant la Conquête espagnole (1530-1570)*, Paris, Gallimard, 1971.
- Walz, Kenneth, *Man, the State, and War*, New York, Columbia University Press, 1959.
- Wasinski, Christophe, *Rendre la guerre possible. La construction du sens commun stratégique*, Bruxelles, Peter Lang, 2010.
- Wasinski, Christophe, "Les sciences humaines et la critique de la raison stratégique", *Etudes Internationales*, 46-2/3, 2016, p. 189-209.
- Weber, Cynthia, "Encountering violence: Terrorism and Horrorism in War and Citizenship", *International Political Sociology*, 8, 2014, p. 237-255.
- Weber, Max, *Economie et société. Volume 1*, Paris, Plon, 1995.
- Weizman, Eyal, *The Least of all Possible Evils: Humanitarian Violence from Arendt to Gaza*, London, Verso, 2012.
- Wilcox, Lauren B, *Bodies of Violence: Theorizing Embodied Subjects in International Relations*, Oxford, Oxford University Press, 2015.

Young, Allan, *The Harmony of Illusions: Inventing Post-Traumatic Stress Disorder*, Princeton University Press, 1995.

Ziebura, Gilbert, *Die deutsch-französischen Beziehungen seit 1945. Mythen und Realitäten*, Pfullingen, G. Neske, 1970.